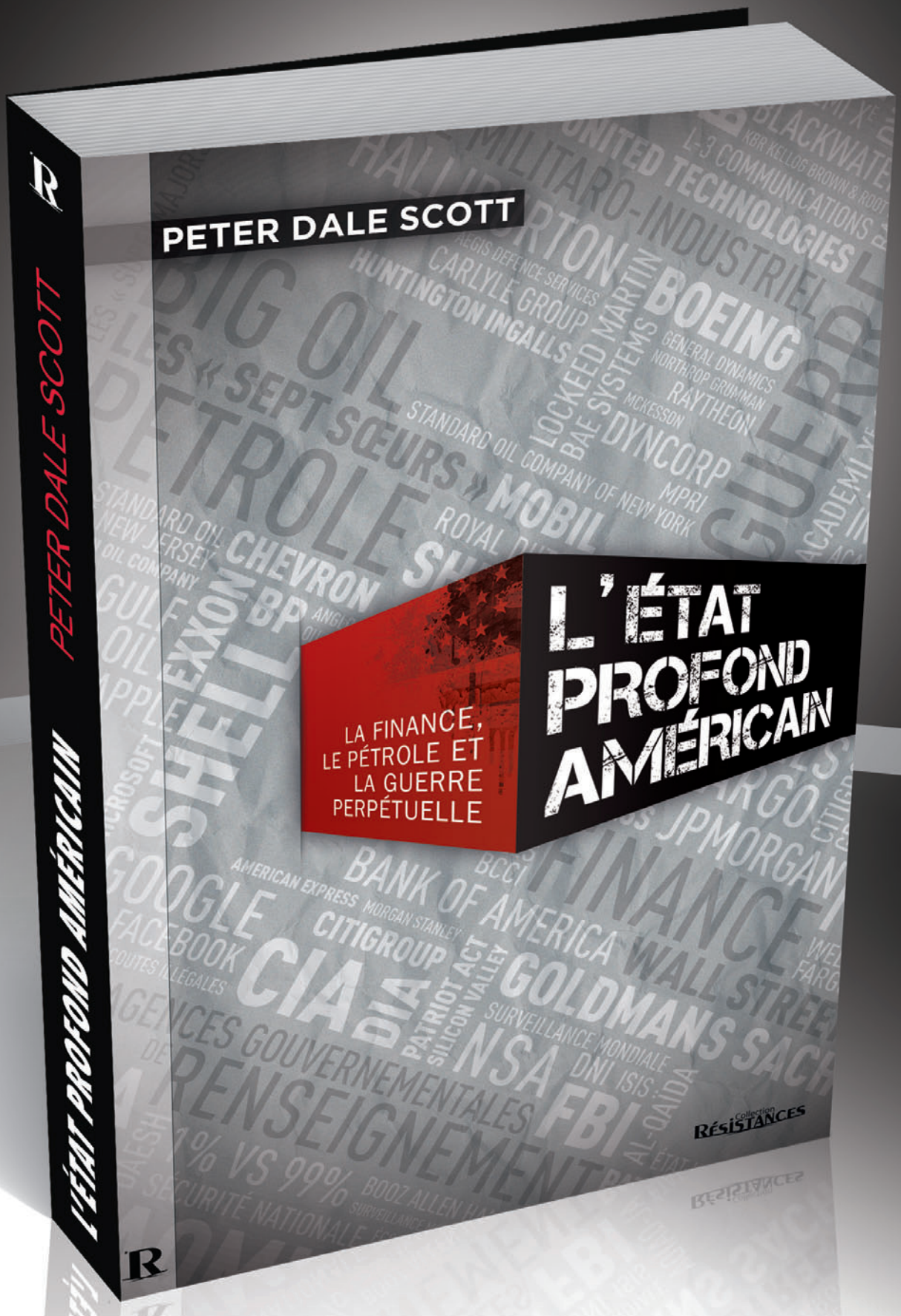
DE PRESSE DOSSIER DE PRESSE



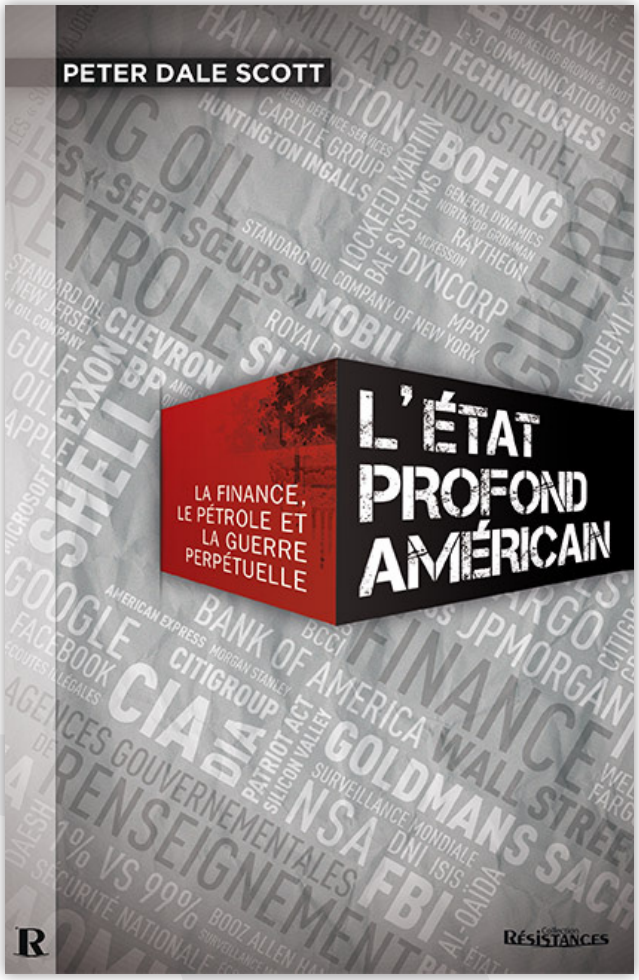
ÉDITIONS Demi Lune

Présentation du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**



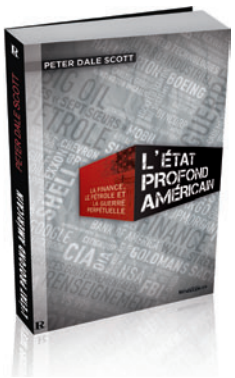
Après *La Route vers le nouveau désordre mondial*, et *La Machine de guerre américaine*, le nouveau livre de l'intellectuel canadien, toujours aussi explosif, toujours plus dérangeant !

« L'État profond est la grande affaire de notre temps. C'est le fil rouge qui se déploie sur les trois dernières décennies. Cela explique comment nous avons connu la dérégulation, la financiarisation de l'économie, la faillite de Wall Street, l'érosion des libertés civiles et la guerre sans fin. »

Mike LOFGREN,
ancien analyste du budget pour la sécurité nationale et les dépenses militaires au Congrès US.

« Une perspective inédite sur le véritable système de gouvernance dans ce pays. Son analyse est méticuleuse, brillante, magistrale... »

Daniel ELLSBERG, « l'homme qui fit tomber Nixon », auteur de *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers*.



Captivant

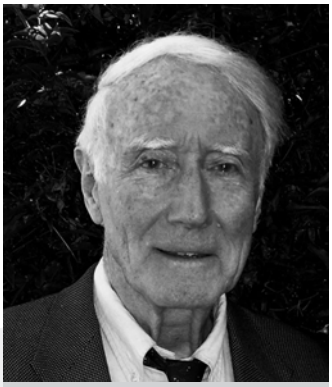
S'appuyant sur plus de quatre décennies de recherches, Peter Dale SCOTT nous offre une analyse inédite de l'« État profond américain », un système informel et méconnu, dont l'influence sur l'Histoire contemporaine est absolument majeure. En dehors du cadre légal, cet « État » derrière l'État public conditionne secrètement les politiques officielles de Washington – voire les contredit ou même les neutralise. Observateur politique de premier plan, SCOTT décrit le processus de militarisation croissante des États-Unis, en particulier depuis le 11-Septembre. Il explique également l'origine de la « dérive sécuritaire » (écoutes et surveillance illégales, détentions arbitraires massives, usage de la torture, assassinats ciblés) et de l'accroissement des inégalités de revenus que connaît ce pays depuis la guerre du Vietnam.

L'État profond constitue aujourd'hui un système quasi institutionnalisé dans des agences (comme la CIA et la NSA) qui échappent au contrôle démocratique. Mais il ne se limite pas à ces services secrets, et l'auteur décrit notamment l'influence excessive d'entreprises privées telles que Booz Allen Hamilton (l'ex-employeur d'Edward Snowden) et la SAIC, 70 % des budgets du Renseignement aux États-Unis étant aujourd'hui sous-traités. Derrière ce système opaque, où la distinction entre « public » et « privé » semble pour le moins ténue, il retrace l'influence traditionnelle des banquiers et des avocats de Wall Street alliés aux « supermajors », les plus grandes compagnies pétrolières internationales. Il explique ainsi comment les pétromonarchies du golfe Persique, les entreprises de défense états-uniennes et Wall Street ont formé ensemble et progressivement un État profond supranational – qui mène des politiques parfois radicalement opposées aux intérêts nationaux des États-Unis, de son peuple et de ses institutions.

Un travail remarquable qui clôt avec brio la trilogie entamée avec *La Route vers le nouveau désordre mondial* et *La Machine de guerre américaine*…

Traduit de l'anglais par Maxime CHAIX

L'auteur

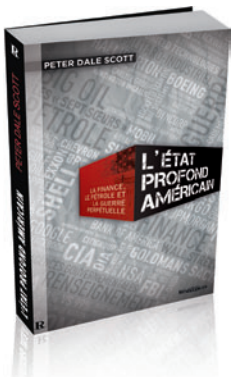


Docteur en sciences politiques et ancien diplomate, le Canadien ***Peter Dale SCOTT*** *est l'auteur de nombreux ouvrages (dont* La Route vers le nouveau désordre mondial *et* La Machine de guerre américaine*) analysant la politique étrangère US, les narcotrafics et les opérations secrètes. Ses recherches et écrits expliquent le concept de ce qu'il définit comme le « supramonde », qui influence l'État public via le système de « l'État profond ». Porte-parole du mouvement anti-guerre lors du conflit vietnamien, il cofonda le programme d'études « Paix et Conflit » de la prestigieuse Université de Berkeley, où il enseigna la littérature anglaise durant près de 30 ans. Primé pour ses recherches en géopolitique, SCOTT est également un auteur reconnu pour son œuvre littéraire dans le domaine de la poésie.*

Son site (en anglais) : www.peterdalescott.net

« Lorsque s'écrira la véritable Histoire intellectuelle de notre époque, Peter Dale SCOTT sera reconnu pour sa perspicacité et son honnêteté. Dans L'État profond américain*, il perçoit une nouvelle fois la réalité de manière précise, brillante et courageusement intègre, nous alarmant sur nos fatales illusions.* ***Il s'agit de l'un des livres les plus importants de notre époque.*** *»*

Roger MORRIS,
ancien membre du Conseil de Sécurité Nationale des États-Unis sous les présidences de Lyndon JOHNSON et de Richard NIXON.



Éloges et critiques du livre L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

« L'État profond américain *résume* ***plus de quatre décennies de recherches*** *menées par Peter Dale SCOTT sur les aspects les plus obscurs de la Politique profonde aux États-Unis. Il en résulte* ***une perspective inédite*** *sur le véritable système de gouvernance dans ce pays.* ***Son analyse est méticuleuse, brillante et magistrale****. »*

Daniel ELLSBERG, **« l'homme qui fit tomber Nixon » précurseur des lanceurs d'alertes, auteur de *Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers.***

« Peter Dale SCOTT est ***l'universitaire le plus audacieux*** *dans l'étude des structures de pouvoir qui dirigent les États-Unis. Dans cet ouvrage, il démarre ses recherches là où le pionnier Charles Wright MILLS s'était arrêté, mettant en lumière un sombre labyrinthe de pouvoir – un monde obscur qui est devenu encore plus arrogant et violent depuis l'époque de l''élite de pouvoir' et du 'complexe militaro-industriel'. Nous ne pouvons comprendre le fonctionnement réel du pouvoir sans nous aventurer dans la description révélatrice que SCOTT nous offre à travers* L'État profond américain*. »*

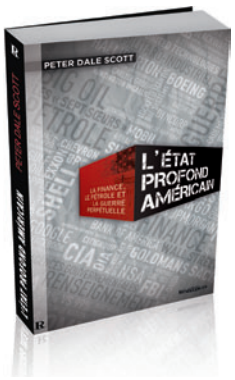
David TALBOT, **fondateur du site d'information Salon.com**

« Depuis longtemps, Peter Dale SCOTT a été ***un pionnier*** *dans l'étude méthodique de l'État de sécurité nationale et de son influence occulte dans tous les domaines de la politique étrangère et intérieure des États-Unis. Avec ce nouvel ouvrage, il* ***se surpasse*** *en offrant* ***une analyse véritablement complète*** *de l'empiètement croissant d'un 'État profond' incontrôlé dans le système politique démocratique de ce pays, depuis l'après-guerre jusqu'à aujourd'hui. Ainsi, ce livre nous laisse présager de sombres perspectives si rien ne change. Il s'agit d'****un travail brillant et incisif, une lecture obligatoire*** *pour tous ceux qui souhaitent comprendre les interactions entre le capitalisme mondialisé, la sécurité nationale et les objectifs douteux des services de renseignement les plus puissants, mais aussi les plus secrets. Dans ce livre, SCOTT expose le réseau complexe des intérêts criminels et entrepreneuriaux qui conditionnent l'action de ces agences. »*

Nafeez M. AHMED, **spécialiste des questions de ressources énergétiques, de terrorisme, et de sécurité internationale, consultant dans les enquêtes officielles sur les attentats du 11-Septembre et du 7-Juillet à Londres, auteur de *La Guerre contre la vérité.***

« Peter Dale SCOTT analyse en profondeur chaque aspect du système orwellien de sécurité nationale – de la surveillance extrajudiciaire aux détentions arbitraires, en passant par la loi martiale. Il montre comment les services de renseignement et l'armée des États-Unis sont dorénavant impliqués de façon permanente dans le maintien de l'ordre. Pour l'essentiel, ce système opaque – c'est-à-dire le gouvernement secret – est ce que SCOTT appelle l''État profond'. Il s'agit de l'influent secteur qui éclipse les institutions démocratiques. Pourtant, les agences publiques [la NSA, la CIA, le JSOC, le Pentagone, etc.] qui forment cet État profond n'en représentent qu'un seul niveau. En effet, leur pouvoir provient également de leurs connexions cruciales en dehors du gouvernement – comme le montre l'exemple de la CIA, qui est solidement ancrée à Wall Street. À travers cet ouvrage, SCOTT explique comment la puissance de ces agences s'est amplifiée à mesure que l'État profond s'est internationalisé, parallèlement aux grandes firmes multinationales. Un système orwellien ? Non : il s'agit plutôt de réalisme politique. Tout est dans ce livre. ***Une lecture absolument obligatoire****. »*

Pepe ESCOBAR, **correspondant itinérant pour Asia Times (Hong Kong) et auteur de *Empire of Chaos.***



Éloges et critiques du livre
L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

*Dans cet **excellent livre**, Peter Dale SCOTT montre comment les restrictions imposées par le Congrès des États-Unis aux services de renseignement US ont entraîné la fusion de l'État profond américain avec des services étrangers, afin d'opérer depuis d'autres pays. (…) L'auteur explique comment le pétrole saoudien et les contrats d'armement US ont pérennisé une relation spéciale entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Il démontre en outre que l'État profond américain a toujours été lié aux banquiers de Wall Street et aux supermajors, l'ancien directeur de la CIA Allen DULLES en étant l'archétype – lui qui voyait les dirigeants politiques élus comme des nationalistes à l'esprit étroit, incapables de gérer les affaires politiques globales. »*

Ola TUNANDER, professeur de Relations internationales, International Peace Research Institute, à Oslo (PRIO).

*Une nouvelle fois, Peter Dale SCOTT met en lumière les dessous de l'État profond américain à travers cette **étude passionnante et fondamentale**. Cet ouvrage explique comment et pourquoi nous avons perdu le contrôle de la politique étrangère des États-Unis et comment elle est en train de détruire notre démocratie. **Ce livre indispensable est le fruit de recherches brillantes et raisonnées**, qui achèvent de nous convaincre que nous ne pouvons sauver notre République sans identifier les forces profondes qui nous ont imposé leurs règles depuis bien longtemps – et ce d'une manière encore plus brutale et dramatique depuis le 11-Septembre. »*

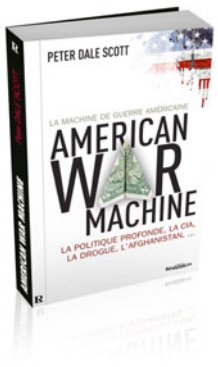
Richard FALK, professeur émérite de Droit international à l'Université de Princeton et à l'Université de Californie, (Santa Barbara) ; Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour les Territoires palestiniens.

*'Nous avons un appareil d'État qui, à certains égards, est de plus en plus incontrôlable et hors-la-loi', comme l'écrit Peter Dale SCOTT dans **sa dernière dissection des sombres entrailles du gouvernement des États-Unis**. Le milieu qu'il décrit est impliqué dans nombre d'affaires obscures avec la Mafia, ainsi qu'avec des terroristes et les pays qui les abritent. Parallèlement, ce système stimule la guerre et accroît l'érosion des libertés individuelles, avec l'objectif affiché de protéger le pays. En particulier, SCOTT défend l'idée qu'il existe deux niveaux de gouvernement : celui que nous connaissons, et celui qu'il appelle l''État profond' – un système réellement influent. Cette analyse montre [qu'un aspect de] cet État profond s'est développé depuis un certain temps, derrière la nécessité d'assurer la continuité du gouvernement en cas d'attaque majeure ou de catastrophe nationale aux États-Unis. Les esprits conformistes rejetteront SCOTT, en le présentant comme un fantaisiste cherchant partout les complots et les collusions. Néanmoins, le grand nombre de sources utilisées dans cet ouvrage nous amène à la conclusion inverse. Ainsi, ce livre suggère que notre climat politique actuel est incroyablement toxique et qu'il a terriblement besoin d'être épuré. Pour ce faire, SCOTT nous offre ses recommandations dans les dernières pages de cet **ouvrage alarmant et stimulant**. »*

***Publishers Weekly*, revue professionnelle hebdomadaire, équivalent US de *Livres Hebdo*.**

*Peter Dale SCOTT est l'**un des écrivains politiques et historiques les plus brillants, créatifs et intellectuellement stimulants du dernier demi-siècle**. (...) un auteur visionnaire et défenseur de la vérité. »*

Roger MORRIS, ancien membre du Conseil National de Sécurité des États-Unis, sous les présidences Johnson et Nixon.



Éloges et critiques du livre

La Machine de guerre américaine

La politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan…

de **Peter Dale SCOTT**

Dans ce nouveau livre, il explique comment un des principaux ressorts de ce processus a été l'utilisation du trafic de drogue par la CIA pour lutter contre le communisme, les gouvernements et mouvements de gauche et, de nos jours, pour maintenir la suprématie américaine sur le monde. (...) ***La démonstration est, on peut le dire, stupéfiante****. (...)* ***Vouloir résumer en quelques mots un livre aussi riche en informations et en révélations serait illusoire****. (...)* ***Ce livre se lit comme un véritable thriller avec ses rebondissements et son suspense*** *; (...)* ***à lire absolument*** *parce qu'il permet de comprendre combien nous n'avons jamais été autant manipulés et désinformés.* ***Il fait partie de ces ouvrages indispensables qui nous permettent d'ouvrir les yeux et surtout de réfléchir en dehors des schémas concoctés pour nous*** *par des médias de masse eux-mêmes bien souvent manipulés. (...) L'ensemble repose sur des références et des notes – plus de cent pages – qui font de cet ouvrage* ***un document solide et convaincant dont la lecture décapante apporte véritablement des éléments de réflexion originaux et non conformistes, indispensables pour tenter de comprendre le monde qui nous entoure et tenter de discerner où il va****. Vaste programme. »*

Bernard NORLAIN, général d'armée, dans la revue ***Défense Nationale***.

Peter Dale ***SCOTT a été l'un des principaux promoteurs de la notion de "politique profonde",*** *cherchant dans les rouages les plus secrets de l'Etat les explications aux événements contemporains. Il s'est par ailleurs depuis longtemps intéressé aux questions des trafics internationaux en tous genres et aux rôles des servies spéciaux. (...) L'ouvrage est divisé en quatre grandes parties de tailles inégales (...) qui permettent de dresser* ***un tableau sans doute très complet des relations entre des services officiels bien que secrets, théoriquement organes de défense d'un Etat démocratique, et les responsables ou parrains des trafics les plus illicites****. (...) En conclusion,* ***le livre est non seulement intéressant mais important****. (...)* ***Un travail militant*** *marqué par une opposition ancienne à l'interventionnisme américain (...)* ***d'une rare densité et d'une particulière richesse****. »*

Rémy PORTE, lieutenant-colonel, sur le site Internet « Guerres et conflits ».

Une plongée saisissante *dans les rouages d'une "machine de guerre américaine" dopée aux stupéfiants. (...) Dans son dernier* ***ouvrage solidement documenté****, l'ancien diplomate canadien Peter Dale SCOTT revient* ***sur l'histoire fascinante et profondément dérangeante*** *de l'utilisation de la drogue dans la stratégie militaire et politique des États-Unis.(...) »*

Marc de MIRAMON, l'Humanité des débats, dans le numéro du 8 mars 2013 de ***L'Humanité***.

Un ouvrage essentiel*, d'une grande rigueur scientifique, qui apporte la démonstration éclatante que l'Etat profond américain et sa politique de narco-trafic ne sont pas des fantasmes anti-américains.* ***À lire absolument****. »*

Aymeric CHAUPRADE, politologue et géopoliticien.

J'avais dit du précédent livre éblouissant de Peter Dale SCOTT traitant de ce sujet, (Drugs, Oil and War) *"qu'il faisait passer la plupart des explications journalistiques et universitaires concernant nos interventions passées et présentes pour une propagande gouvernementale écrite pour les enfants".* ***Son dernier ouvrage est encore meilleur. Lisez-le !*** *»*

Daniel ELLSBERG, « l'homme qui fit tomber Nixon », précurseur des lanceurs d'alertes, auteur de ***Secrets: A Memoir of Vietnam and the Pentagon Papers***.

Éloges et critiques du livre

La Route vers le nouveau désordre mondial

50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis

de **Peter Dale SCOTT**

La Route vers le Nouveau Désordre Mondial *est **du Peter Dale SCOTT grand cru**. [L'auteur] ne se livre pas à une analyse politique classique. (...) Il cartographie un terrain inconnu, étudiant la topographie d'un espace politique obscur au sein duquel la déviance politique secrète se révèle être la norme. Après l'avoir lu, nous devons abandonner la certitude consensuelle selon laquelle notre prétendu ordre libéral rend impossible le triomphe de l'irrationalité politique. »*

Eric WILSON, maître de conférences en Droit public international à l'Université de Monash (Melbourne, Australie), et co-auteur de ***Government of the Shadows*.**

*"L'Amérique, telle que nous l'avons connue et aimée, peut-elle être sauvée ?" Cette question ouvre le livre, et apporter une réponse nécessitait **l'intelligence affûtée d'un universitaire et la sensibilité d'un poète**. Peter Dale SCOTT dispose des deux, en abondance, et avec cet ouvrage **il nous offre beaucoup plus qu'un livre sur le terrorisme d'État**. À une époque où règne la peur, **sa voix s'élève au nom de la raison et de la liberté**. »*

Anthony SUMMERS, auteur à succès (***The Arrogance of Power***), journaliste d'investigation primé, ancien documentariste à la BBC.

*Je suis sorti de ce livre abasourdi (…) **Superbement écrit** et d'une documentation extrêmement crédible, (…) Il s'agit d'**une œuvre profonde et bouleversante** d'une immense importance (…) Ce qui est fait 'en notre nom' est immoral, inabordable, insupportable, insoutenable, et inutile. (...) **Magnifique travail d'une immense valeur**. »*

Robert D. STEELE, ancien officier de terrain de la CIA, vétéran du corps d'infanterie des Marines et agent de renseignement ; fondateur de l'US Army Marine Corps Intelligence Center.

***Ce livre brillant**, impeccablement documenté, (…) soulève des questions essentielles sur l'émergence d'un État secret au sein de l'État, tout en évitant l'écueil de verser dans les théories du complot (…) La lecture du récit de SCOTT, qui traite avec une lucidité saisissante des fondements de l'autorité gouvernementale états-unienne **devrait être obligatoire**... »*

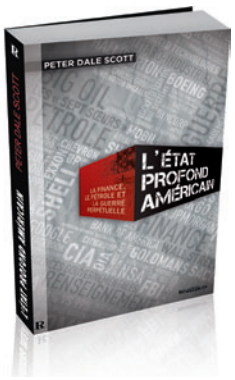
Richard FALK, professeur émérite de Droit international à l'Université de Princeton et à l'Université de Californie, (Santa Barbara) ; Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies pour les Territoires palestiniens.

*Voilà **un livre passionnant**, décapant, on pourrait dire terrifiant en ce qu'il dévoile au lecteur, pourtant averti, les dérives et les pratiques mafieuses d'une démocratie emblématique, miroir de nos sociétés. (...) **Particulièrement pertinent et convaincant (...), cet ouvrage étonne par son originalité et sa puissance d'analyse**. Il devrait être **un ouvrage de référence** pour tous les défenseurs de l'État de droit et pour tous ceux qui s'intéressent à l'avenir de nos démocraties »*

Bernard NORLAIN, général d'armée, directeur de la revue ***Défense Nationale*** (numéro 738, mars 2011).

***Tant que vous n'aurez pas lu ce livre, votre persistante naïveté vous empêchera de comprendre comment évolue le monde**. (...) Dans ce **très brillant ouvrage de référence**, (...) on tombe à chaque page de Charybde en Scylla face à cette analyse ciselée du mélange irrésolu de la raison du meilleur avec celle du plus fort. (...) Impossible à lire d'un seul trait, ce livre oblige le lecteur, abasourdi mais soudain intelligent, à prendre conscience de la mutation géopolitique en cours… »*

Jean-Loup FELTZ, Conseiller à la direction générale de l'Agence Française du Développement, dans le numéro 236 de la revue ***Afrique Contemporaine*.**



Extraits du livre
L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN
La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

Extrait du chapitre 2
L'État profond, le supramonde de Wall Street et les supermajors

« Je déteste dire que les supermajors sont plus puissantes que le gouvernement des États-Unis ; mais le traitement privilégié que ce dernier leur accorde ne peut que nous mener à cette conclusion. »

– Robert K. Killian,[1] procureur général du Connecticut

« Dans des pays lointains où elle investissait (…) Exxon avait une emprise sur les affaires politiques et sécuritaires locales dépassant celle de l'ambassade des États-Unis. »

– Steve Coll[2]

Au cours de cette dernière décennie, il est devenu de plus en plus évident que nous avons actuellement aux États-Unis ce que les journalistes Dana Priest et William Arkin ont appelé

> « deux gouvernements : celui que les citoyens connaissent, qui fonctionne de manière plus ou moins transparente ; et un gouvernement parallèle top secret dont certains secteurs – en moins d'une décennie – ont formé un gigantesque univers en continuelle expansion. Celui-ci n'est visible que par des responsables triés sur le volet et (…) Dieu seul peut le voir dans son intégralité. »[3]

À partir de l'année 2013, en particulier après le retour au pouvoir de l'armée égyptienne, un nombre croissant d'observateurs ont décrit ce second niveau de gouvernement comme étant l'« État profond » américain.[4] À titre d'exemple, en voici une définition rédigée par l'analyste républicain Mike Lofgren :

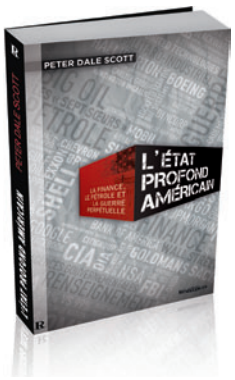
> « Il existe le gouvernement visible situé autour du [National] Mall à Washington, et puis il existe un autre gouvernement plus obscur, plus indéfinissable, qui n'est pas expliqué dans les cours d'instruction civique ni observable par les touristes à la Maison Blanche ou au Capitole. Le premier représente la politique partisane traditionnelle à Washington : le sommet de l'iceberg que les téléspectateurs de C-SPAN peuvent voir quotidiennement, et qui est théoriquement contrôlable par le biais des élections. La partie immergée de cet iceberg est ce que j'appellerais l'`État profond', qui suit son propre cap indépendamment de qui est formellement au pouvoir. »[5]

Les activités politiques du milieu de l'État profond sont la principale source de ce que j'ai appelé dans d'autres travaux la « politique profonde », c'est-à-dire « l'ensemble des pratiques et des dispositions politiques, intentionnelles ou non, qui sont habituellement refoulées dans le discours public plus qu'elles ne sont admises. »[6] D'autres observateurs, tels Tom Hayden, qualifient l'État profond d'« État dans l'État », et suggèrent que celui-ci pourrait être responsable de l'échec de l'administration Obama dans la mise en œuvre des politiques raisonnables annoncées dans les discours présidentiels.[7]

Nous pouvons trouver un antécédent à la notion d'« État profond ». Il s'agit de la définition, par Henry Fairlie, d'un *establishment* prédominant en Grande-Bretagne, qu'il a décrit comme « l'entière matrice de relations officielles et sociales dans laquelle le pouvoir est exercé ».[8] Mais un autre antécédent semble plus proche de mon analyse. Il s'agit de la notion, élaborée par Wright Mills, d'une *élite de pouvoir* tripartite composée de hauts cadres d'entreprise, de l'establishment militaire et d'un « directoire politique ».[9] Ces deux concepts sont pertinents, mais l'*establishment* de Fairlie constituait plus une force de retenue que d'impulsion ; au contraire, l'*élite de pouvoir* de Mills – combinant à la fois des éléments de l'État public et de l'État profond – était centrée sur les individus jouant des rôles plus actifs et managériaux. Comme il l'avait écrit en 1958, Mills pensait que « la majeure partie de ce que l'on appelait autrefois le 'gouvernement invisible' [était] dorénavant intégrée à l'État relativement visible. »[10] Mills écrivit cette phrase six ans avant la première révélation majeure sur la puissance acquise par le gouvernement invisible de la CIA.[11]

Aux USA, le développement d'un système gouvernemental à deux niveaux, autrement appelé « État dualiste », s'est réalisé parallèlement à deux autres dualités. Je fais ici référence à la scission grandissante des États-Unis en deux classes, les « 1 % » et les « 99 % ». Je désigne également la bifurcation de l'économie en deux catégories : sa dimension intérieure – qui est encore assujettie à des réglementations et à des taxations gouvernementales – et sa dimension internationale, qui est relativement émancipée du contrôle étatique.[12] Ces trois phénomènes se sont autoalimentés, en particulier depuis la Révolution Reagan des années 1980, lorsque les disparités de richesse ont cessé de se réduire et qu'elles ont commencé à s'amplifier.[13] Ainsi, je décrirai comment Wall Street – qui est l'incarnation des « 1 % » – joua un rôle déterminant dans la création de la CIA au lendemain de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, je montrerai comment, trois décennies plus tard, la CIA et les supermajors ont été des acteurs centraux dans la redirection de la politique états-unienne en faveur de la Révolution Reagan.

(…)



Extraits du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

L'État profond, le gouvernement de l'ombre et le supramonde de Wall Street

La lettre d'information britannique *On Religion* a offert une définition de l'État profond, le décrivant comme un ensemble de « structures de pouvoir antidémocratique intégrées dans un gouvernement, dont très peu de démocraties peuvent prétendre être dénuées. »[15] L'expression « État profond » est née en Turquie en 1996. Elle faisait référence à des éléments soutenus par les États-Unis – avant tout dans les services spéciaux et dans l'armée – qui avaient à maintes reprises employé la violence afin d'interférer dans le processus démocratique de la Turquie et le rediriger de force. Parfois, sa définition est restreinte à des éléments évoluant *à l'intérieur* du gouvernement (c'est-à-dire à un « État dans l'État »). Néanmoins, en Turquie, cette expression est le plus souvent élargie à des « membres de la mafia turque » – et ce pour des raisons historiques.[16] Dans ce chapitre, j'utiliserai l'expression « État profond » dans son acception plus large, afin d'y inclure à la fois le second niveau de gouvernement secret à Washington et ces individus extérieurs à l'État, mais qui ont suffisamment de pouvoir pour influencer celui-ci (qu'ils soient issus du crime organisé ou du supramonde). En résumé, mon usage de l'expression « État profond » correspondra à ce que j'ai appelé en 1993 un « système politique profond ». Habituellement, celui-ci « a recours à (…) des procédures décisionnelles et exécutives soit conformes, soit extérieures à celles qui sont publiquement autorisées par la loi et la société. »[17]

À l'instar de Mike Lofgren, je suggère une symbiose ambigüe entre deux aspects de l'État profond américain : 1) les agences du gouvernement de l'ombre situées dans la périphérie de Washington, telles que la CIA ou la NSA. Elles ont été instituées par l'État public, mais elles le supplantent dorénavant ; 2) le pouvoir bien plus ancien de Wall Street, c'est-à-dire ses puissantes banques et ses influents cabinets juridiques.

Les hauts fonctionnaires du Département du Trésor, les officiers de la CIA ainsi que les banquiers et les avocats de Wall Street ont souvent des convergences de vues, du fait du jeu des « chaises musicales » par lequel ils passent aisément du secteur privé au service public – et inversement. Comme l'explique Lofgren,

> « considérer que Wall Street pourrait être le premier commanditaire de l'État profond et de ses stratégies ne relève pas de l'exagération. En effet, [les entreprises de cette place financière ont] suffisamment d'argent pour offrir aux agents de l'État une seconde carrière – lucrative au-delà du Rêve de l'Avare, et certainement bien au-delà des songes d'un employé du gouvernement. »[18]

Je dirais que dans les années 1950, Wall Street était un secteur dominant. Il comprenait non seulement les grandes banques mais aussi les majors pétrolières, dont les ententes cartellaires étaient défendues avec succès par Sullivan & Cromwell – au détriment du gouvernement des États-Unis. Situé à Wall Street, ce cabinet juridique abritait alors les frères Dulles. Lorsque je désigne le supramonde de Wall Street, je fais référence à ce plus vaste complexe.

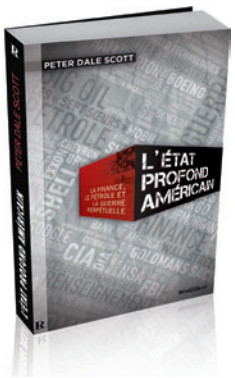
En reconnaissant l'étendue de ce pouvoir de Wall Street, nous pouvons en déduire que la notion d'« État dans l'État » de Tom Hayden est trop restrictive. En effet, les individus qui détiennent ce pouvoir profond – comme ceux qui évoluent dans les hautes sphères de la CIA – l'exercent non pas en s'isolant mais à travers leurs interactions avec le monde extérieur. Quant à la métaphore de l'iceberg employée par Mike Lofgren – bien qu'elle soit utile –, elle risque de suggérer une relation trop solide ou structurelle avec ce supramonde. À la différence de l'État, ce que j'appelle l'État profond n'est pas une structure mais un *système* – aussi difficile à définir, mais néanmoins aussi authentique et puissant qu'un système météorologique.

Une thèse importante de ce chapitre et de cet ouvrage consiste à démontrer que, dans les milieux méconnus et pratiquement non régulés du supramonde et de l'État profond, nous pouvons observer non seulement leur influence prédominante, mais aussi leurs actes illégaux et antisociaux, voire meurtriers.

La longue histoire du supramonde de Wall Street

L'inclusion par Mike Lofgren de Wall Street dans sa définition de l'État profond renforce l'observation de Franklin Roosevelt, adressée en 1933 à son ami le colonel E.M. House : « La vérité (…) est, comme vous et moi le savons, qu'une composante financière s'est emparée du gouvernement depuis l'époque d'Andrew Jackson. »[19]

Cette confidence de Roosevelt trouve une bonne illustration dans l'efficacité avec laquelle un groupe de banquiers de Wall Street réussit à établir le système de la Réserve Fédérale, lors d'une réunion hautement secrète tenue en 1910 (Nelson Aldrich, le grand-père de Nelson Rockefeller, a participé à cette rencontre). Ce système permit de transférer la supervision de la masse monétaire et des institutions financières nationales aux banques les plus importantes, qui sont loin d'être impartiales.[20] En 2008, l'influence politique du quasi gouvernemental Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale fut clairement démontrée. En effet, la Fed s'assura le soutien immédiat des administrations présidentielles d'un Républicain texan puis



Extraits du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

d'un Démocrate du Midwest pour que l'argent public sauve les cadres imprudents des banques de Wall Street jugées trop imposantes pour faire faillite (« *Too Big To Fail* ») mais pas pour être renflouées (« *Too Big To Bail* »), leurs responsables étant évidemment bien trop puissants pour être emprisonnés (« *Too Big To Jail* »).[21]

En 1946, le général Vandenberg, en sa qualité de directeur du *Central Intelligence Group* (DCI), recruta Allen Dulles « afin de rédiger des propositions sur la forme et l'organisation de ce qui allait devenir en 1947 l'Agence Centrale de Renseignement [CIA] ». Dulles, qui était alors un avocat républicain travaillant pour Sullivan & Cromwell à New York, forma rapidement une équipe consultative de six hommes – dont cinq étaient des banquiers d'investissement ou des avocats de Wall Street.[22] Plus tard, Dulles rejoignit l'Agence avec deux membres de cette équipe, William H. Jackson et Frank Wisner. À la CIA, il continua d'orchestrer des politiques clandestines – telles que le renversement du régime d'Arbenz au Guatemala – dont il avait auparavant discuté dans le cadre du Conseil des Relations Étrangères (le CFR, basé à New York).[23]

L'influence d'Allen Dulles en tant qu'avocat de Wall Street ou en tant que directeur de la CIA semblait quasiment identique. Bien qu'il n'ait officiellement rejoint l'Agence qu'en novembre 1950, il opérait à Berlin avant le début du blocus de cette ville en 1948, « supervisant le déclenchement d'une vague de propagande antisoviétique à travers l'Europe. »[24] Au début de l'été 1948, il mit en place le Comité américain pour une Europe unie (ACUE), afin de soutenir ce qui allait devenir au début des années 1950 « la plus vaste opération de la CIA en Europe de l'Ouest ».[25] (…)

La CIA, Booz Allen Hamilton et le supramonde de Wall Street

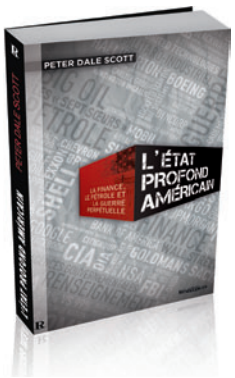
Dans les années 1950, le Président Eisenhower consolida davantage le rôle du secteur privé dans le système de l'État profond, en décidant d'incorporer des chefs d'entreprises dans le processus ultrasecret de planification de la « Continuité du Gouvernement » (COG).[65] Ce fut un précédent à la nomination, par le Président Reagan, de Donald Rumsfeld et de Dick Cheney dans le programme de la COG. Ces responsabilités leur permettaient de planifier la suspension de la Constitution des États-Unis – y compris durant la présidence Clinton, lorsqu'ils n'exerçaient aucune fonction gouvernementale. En effet, comme nous le verrons dans le chapitre 3, ces deux hommes étaient PDG de multinationales dans les années 1990.

Néanmoins, le rôle du secteur privé dans le système de l'État profond est devenu bien plus important à travers l'externalisation progressive des budgets gouvernementaux du Renseignement. En 2007, le journaliste Tim Shorrock a révélé qu'« environ 70 % des 60 milliards de dollars que l'État dépenserait chaque année dans (…) [ce domaine] » étaient dorénavant sous-traités à des contractants privés comme Booz, Allen & Hamilton et SAIC (Science Applications International Corporation).[66]

En réalité, la distinction entre « public » et « privé » s'amenuise davantage avec le système des « chaises musicales » mentionné précédemment. À travers celui-ci, de hauts responsables du Renseignement et les directeurs des firmes accréditées pour travailler dans ce secteur circulent librement. Par exemple, Mike McConnell, après avoir dirigé « la NSA sous Bush père et sous Clinton, rejoignit directement Booz Allen – l'une des plus grandes sociétés privées de renseignement aux États-Unis. Il fut ensuite nommé directeur du Renseignement national (DNI) sous George W. Bush, puis il est finalement retourné à Booz Allen, dont il est aujourd'hui le vice-président. » Les officiers des services spéciaux qui évoluent au cœur de l'État rédigent des contrats non concurrentiels, favorisant ainsi les intérêts des entreprises privées susceptibles d'être leurs anciens ou leurs futurs employeurs.[67] Et au fil du temps, ce système de « pantouflage » a aussi encouragé des échanges de personnel entre Booz Allen et les multinationales pétrolières bénéficiant des services de cette entreprise.

En 2008, Booz, Allen & Hamilton s'est divisée en deux entités distinctes : Booz Allen Hamilton, qui s'est concentrée sur les affaires avec le gouvernement des États-Unis, et Booz & Company. Appelée aujourd'hui Strategy&, cette entreprise basée à New York a récupéré le portefeuille commercial et international de la firme originelle. Aujourd'hui, l'actionnaire majoritaire de Booz Allen Hamilton est le Groupe Carlyle, un fonds d'investissement privé connu pour ses liens avec des personnalités politiques de premier plan, telles que les deux Présidents Bush.[68]

Dans son analyse, Mike Lofgren souligne l'importance de Booz Allen Hamilton au sein de l'État profond, sachant que 99 % des affaires de cette entreprise dépendent du gouvernement des États-Unis.[69] Dans les médias, cette firme a été assimilée à la NSA depuis que son employé Edward Snowden s'est exilé avec de nombreuses archives de cette agence. Par ailleurs, Booz Allen Hamilton joue un rôle important dans le domaine lucratif des contrats passés dans le cadre de la « Continuité du Gouvernement » (COG) et de la « Continuité des Opérations » (COOP).[70]



Extraits du livre
L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN
La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle
de **Peter Dale SCOTT**

Néanmoins, cette entreprise – qui fait partie des plus anciens et des plus importants « contractants accrédités » aux États-Unis – a été étroitement impliquée dans les opérations clandestines de la CIA depuis qu'Allen Dulles fut nommé directeur de l'Agence en 1953.[71] Cette même année, Booz Allen commença « à prendre en charge de nombreuses missions à l'étranger (…) : un système de registres de propriétés foncières aux Philippines, une restructuration des opérations de douanes et des industries textiles en Égypte, ainsi qu'un ouvrage pour la Compagnie nationale iranienne du pétrole. »[72] Ces trois missions coïncidaient avec des opérations clandestines de la CIA en 1953, dont le programme de redistribution foncière promu par Edward Lansdale afin de combattre l'insurrection des Huk aux Philippines, ainsi que l'opération *TP/AJAX* de la CIA qui, avec le MI-6 britannique, souhaitait empêcher la nationalisation de l'AIOC en Iran.[73]

Cependant, l'Égypte pourrait être le pays où la CIA et Booz Allen ont le plus étroitement collaboré. En mars 1953, Miles Copeland, qui avait démissionné de la CIA pour rejoindre cette firme, « retourna au Caire pour mener ce qui était, selon toute vraisemblance, une mission commune de la CIA et de BA&H. »[74] En plus d'offrir des conseils de gestion au gouvernement égyptien ainsi qu'à une usine de textile privée, Copeland conseilla Nasser dans la mise en place de son service de renseignement – le *Mukhabarat*. Il devint très vite « son plus proche conseiller occidental » et son principal canal de dialogue avec le gouvernement des États-Unis – occupant alors une place plus importante que l'ambassadeur local ou le chef de station de la CIA.[75]

(…)

Extrait du chapitre 4
La prétendue guerre « contre » le terrorisme (1re partie) :
l'Histoire profonde de la protection par les États-Unis d'Ali Mohamed, un terroriste d'al-Qaïda

Jusqu'à la seconde guerre mondiale, le gouvernement des États-Unis – malgré ses imperfections flagrantes – a constitué pour le reste du monde un modèle de régime politique équilibré. En effet, il avait développé un système d'encadrement du pouvoir exécutif à travers l'établissement constitutionnel de contrepouvoirs. Cet équilibre a été bouleversé avec l'émergence des États-Unis comme puissance mondiale dominante, et le phénomène s'est aggravé après la guerre du Vietnam.

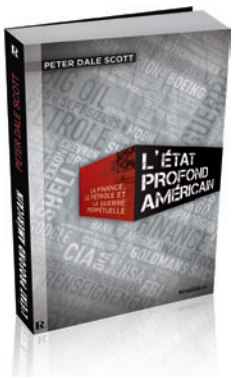
Plus particulièrement, depuis le 11-Septembre, le pouvoir constitutionnel de ce pays a été éclipsé par une succession de mesures d'urgence adoptées au nom de la lutte contre le terrorisme. Leur envergure, leur influence et leurs budgets ont connu une croissance fulgurante, tandis que la sphère du gouvernement traditionnel s'est considérablement réduite. (…) Selon un nombre croissant d'observateurs, les États-Unis laissent apparaître aujourd'hui ce que Marc Ambinder et John Tirman ont appelé un État profond derrière l'État public – à l'instar de la Turquie auparavant.[2] En matière de surveillance de masse, ce gouvernement parallèle dispose de son propre « tribunal de contrôle du renseignement extérieur » (le *FISA Court*). Pour le *New York Times*, celui-ci « est discrètement devenu quasi équivalent à une Cour suprême parallèle ».[3] Principalement grâce à Edward Snowden, il est désormais clair que le *FISA Court* a permis à cet État profond d'élargir sa surveillance au-delà du microcosme bien identifié des quelques terroristes islamistes présumés. Ainsi, tout nouveau mouvement de protestation susceptible de défier les politiques de la machine de guerre américaine est à présent ciblé.

Dans leur grande majorité, les citoyens des États-Unis n'ont pas remis en cause ce gouvernement parallèle, acceptant l'idée que le sacrifice des libertés publiques traditionnelles et de la transparence politique les met à l'abri des attaques d'al-Qaïda. Néanmoins, tout pouvoir secret est un pouvoir incontrôlé ; et l'expérience du siècle dernier n'a fait que renforcer la pertinence du célèbre dicton de Lord Acton (« Le pouvoir tend à corrompre, et le pouvoir absolu corrompt absolument. »). Ainsi, nous allons étudier dans quelle mesure les agences secrètes des États-Unis ont développé une relation symbiotique avec les forces qu'elles sont censées combattre – étant parfois intervenues afin de laisser les terroristes d'al-Qaïda fomenter leurs attentats sans être inquiétés.

D'aucuns ridiculiseront cette accusation alarmante en la qualifiant de « théorie du complot ». Pourtant, je démontrerai qu'elle n'est pas le fruit d'une théorie, mais qu'elle se base au contraire sur des faits jamais démentis à propos d'incidents avérés – bien que constamment passés sous silence ou peu exposés dans les médias grand public aux États-Unis.

Ce que je décris n'est pas un phénomène isolé mais systématique, quasiment prévisible. En effet, certains terroristes d'al-Qaïda ont été initialement protégés, et ils purent ainsi poursuivre leurs activités. Parmi eux, nous pouvons citer :

1) Ali Mohamed, identifié dans le *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre* comme le chef d'équipe dans les préparatifs de l'attentat de 1998 contre l'ambassade des États-Unis au Kenya ;[4]



Extraits du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

2) Mohammed Jamal Khalifa, un proche ami d'Oussama ben Laden et – alors qu'il résidait aux Philippines – financeur de Ramzi Yousef, le cerveau de l'attentat de 1993 contre le World Trade Center, et de son oncle, Khaled Sheikh Mohammed ;
3) Ce dernier, identifié dans le rapport précité comme « le principal architecte des attentats du 11-Septembre » ;[5]
4) Khaled al-Mihdhar et Nawaf al-Hazmi, deux des pirates de l'air présumés du 11-Septembre, dont la présence aux États-Unis fut dissimulée au FBI par des officiers de la CIA les mois précédant les attaques.[6]

Cette énumération semble induire que la Commission d'enquête sur le 11-Septembre fut un point de rupture dans les relations des États-Unis avec ces terroristes. En effet, nous pourrions en déduire que le rapport de cette commission les dénonçait, alors qu'ils avaient été protégés jusqu'alors. Au contraire, le but principal de ce chapitre (et du suivant) est de démontrer que :

1) l'un des objectifs de la protection de ces individus a été de dissimuler une connexion de haut niveau entre la nébuleuse terroriste et les services de renseignement US, que l'on pourrait nommer la « connexion al-Qaïda » ;
2) l'une des principales intentions du *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre* fut de continuer à protéger cette collusion ;
3) celles et ceux qui, au sein de la Commission, étaient chargés d'assurer cette protection comptaient parmi eux au moins un membre (Jamie Gorelick), un responsable d'enquête (Dietrich Snell) et un témoin important (Patrick Fitzgerald) qui avaient protégé ces terroristes auparavant.

(...) L'establishment affirme que les guerres lancées par les États-Unis sur le continent asiatique depuis les attaques de septembre 2001 entrent dans le cadre d'une « guerre globale contre la terreur ». Néanmoins cette campagne militaire « contre » le terrorisme a été menée avec la coopération de l'Arabie saoudite, du Qatar et du Pakistan. Or, ces trois pays sont les *principaux soutiens* financiers et politiques des réseaux jihadistes que les États-Unis sont censés avoir combattu jusqu'à présent. Dans le même temps, les plus farouches opposants à ces terroristes sunnites – les gouvernements d'Irak, de Libye, de Syrie et d'Iran – ont été renversés (Irak et Libye), déstabilisés avec l'appui des États-Unis (Syrie) ou sanctionnés et menacés en tant qu'éléments de l'« Axe du Mal » (Iran). N'oublions pas que, dès le lendemain du 11-Septembre, le secrétaire à la Défense Donald « Rumsfeld parlait d'élargir les objectifs de notre riposte et de 'frapper l'Irak' ».[7]

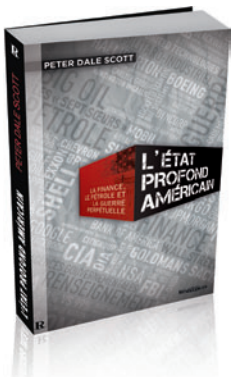
Afin de comprendre l'engagement des États-Unis dans cette région, nous devons nous intéresser aux réseaux complexes derrière leur campagne post-11-Septembre contre Oussama ben Laden et al-Qaïda. En réalité, depuis des décennies, les services de renseignement britanniques et états-uniens ont été impliqués de façon profonde et complexe avec le mouvement émergent de l'Islam politique – symbolisé avant tout par les Frères musulmans (*Ikhwan*) et ses nombreuses organisations affiliées, dont al-Qaïda est issue.

Les Frères musulmans eux-mêmes devraient être considérés comme une mouvance plus qu'une organisation formelle. À l'instar du mouvement des droits civiques aux États-Unis, ils se sont continuellement transformés et ont regroupé de nombreuses tendances, suscitant aussi bien des alliances pacifiques que violentes. Leurs relations complexes avec les familles royales saoudiennes et qataries se sont également avérées fluctuantes.

Dans les années 1950, lorsque l'Union soviétique et le nationalisme nassériste étaient considérés comme des ennemis, le MI-6 et la CIA ont développé des liens principalement positifs avec les Frères musulmans et leurs alliés. Ce chapitre et le suivant suggèrent que de hauts responsables états-uniens – y compris depuis la chute de l'URSS – ont systématiquement choisi de préserver leur relation de long terme avec ce mouvement et certains réseaux jihadistes (en particulier à la CIA).[8]

J'en déduis que cette guerre « contre » le terrorisme n'a pas été menée pour le motif officiel de combattre ce fléau, mais pour d'autres raisons. En effet, peu d'experts remettent en cause le constat évident et fréquemment formulé – notamment par des analystes du renseignement US – selon lequel les guerres des États-Unis à l'étranger ont radicalement amplifié la menace au lieu de la réduire (contrairement aux opérations de police ou des services secrets).[9] Parmi les raisons inavouées de cette campagne « contre » le terrorisme, nous pouvons en identifier deux principales. La première est la volonté d'établir une présence durable des forces militaires états-uniennes dans les régions riches en hydrocarbures du golfe Persique et de l'Asie centrale. L'autre raison est de justifier un dispositif de sécurité intérieure permanent et gigantesque, notamment destiné à neutraliser les risques d'opposition aux politiques militaristes. Cette résistance populaire se manifeste soit par l'activisme sur le terrain, soit par la publication de vérités passées sous silence (comme dans ce livre).[10]

Autrement dit, cette protection de terroristes a été en partie menée pour soutenir les faux prétextes derrière



Extraits du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

les guerres asiatiques des États-Unis – maquillées depuis plus d'une décennie en une guerre « contre » le terrorisme. Et les Saoudiens n'en sont pas les seuls et uniques responsables. Deux mois avant le 11-Septembre, un expert en contreterrorisme du FBI nommé John O'Neill avait décrit à l'enquêteur français Jean-Charles Brisard l'« impuissance » des États-Unis à obtenir la coopération de l'Arabie saoudite sur la question des réseaux terroristes. Pour quelle raison ? Selon Brisard, « juste une : les intérêts pétroliers ».[11] Robert Baer, un ancien officier de la CIA, s'est également plaint de l'influence du « 'Groupe des entreprises pour le pétrole étranger' [*Foreign Oil Companies Group*], le paravent d'un cartel composé des principales compagnies pétrolières faisant des affaires dans la Caspienne. (…) Plus [Baer] creusai[t] profondément, plus [il] voyai[t] d'argent du pétrole de la Caspienne jaillir autour de Washington. »[12]

La décennie de protection de ces terroristes démontre l'influence de cette dimension supplémentaire de l'État profond américain. Je fais ici référence aux forces obscures qui, au sein de notre société, sont responsables de ce soutien – au-delà du gouvernement parallèle institutionnalisé pendant et après le 11-Septembre.[13] Bien que je ne puisse les définir avec certitude, j'espère démontrer que ces forces obscures résultent du trou noir caractérisant la relation complexe entre les États-Unis et l'Arabie saoudite, qui implique :

1) les majors pétrolières, comme Unocal ;
2) l'intérêt du Pentagone sur les mouvements gaziers et pétroliers du golfe Persique et de l'Asie centrale ;
3) des ventes d'armes compensatoires ;
4) les investissements saoudiens dans d'importantes entreprises états-uniennes, telles que Citibank ou le Groupe Carlyle (propriétaire de Booz Allen Hamilton) ;
5) par-dessus tout, la dépendance des USA vis-à-vis de l'Arabie saoudite, du Qatar et de l'OPEP afin que ces derniers assurent la défense du pétrodollar.[14]

Aux États-Unis, il semble que le dispositif de sécurité nationale ait été détourné par ces forces profondes, dans le but de protéger des terroristes censés être mis hors d'état de nuire. Et les médias dominants ont été complices dans la dissimulation de cette réalité.

En d'autres termes, cette dimension abyssale de l'État profond, en arrière-plan du gouvernement parallèle institutionnalisé, constitue une bien plus grande menace pour la survie de la démocratie états-unienne que le terrorisme étranger.

(…)

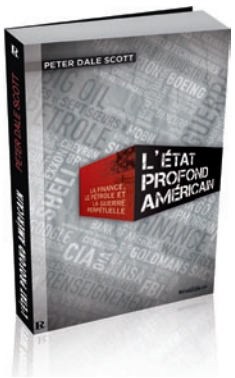
Extrait du chapitre 10

L'État sécuritaire incontrôlé des États-Unis : la continuité de la planification de la COG (1936-2001)

Aux États-Unis, la plupart des experts et des citoyens ordinaires se remémorent avec soulagement la fin du McCarthysme et de « l'hystérie anticommuniste du début des années 1950 ».[2] En effet, ils sont persuadés qu'une telle paranoïa, ainsi qu'un mépris aussi grave de la légalité et des droits de l'Homme, appartiennent au passé. Or, les excès personnels du sénateur Joseph McCarthy ne furent que les symptômes publics de procédures institutionnelles illégales développées à un niveau plus profond. Pour la plupart, ces mesures ont été initiées par l'ancien directeur du FBI J. Edgar Hoover, et leur planification n'a jamais été réellement interrompue. Au contraire, elles ont proliféré au point d'être omniprésentes aujourd'hui. En effet, Hoover ciblait les gauchistes mais dorénavant, la NSA vise tout le monde.

Ce constat est d'autant plus vrai depuis la mise en œuvre de la continuité du gouvernement (COG) le 11-Septembre. Pendant deux décennies, ces dispositions avaient été peaufinées dans le cadre du Projet Jugement dernier du Pentagone. Leurs planificateurs formaient un comité ultrasecret, extra-gouvernemental et potentiellement inconstitutionnel, qui incluait Donald Rumsfeld et Dick Cheney.[3] Comme l'avocat Patrick Thronson l'a observé dans une revue juridique, « les procédures de continuité du gouvernement (…) confèrent des pouvoirs au Président – tels que la suspension unilatérale de l'*habeas corpus* – qui s'avèrent être fondamentalement contraires à l'ordre constitutionnel des États-Unis. »[4] Pourtant, certaines de ces dispositions secrètes furent hâtivement transformées en loi dans le *PATRIOT Act* de 2001, afin de soutenir la prétendue guerre « contre » le terrorisme.[5]

Dans le *Rapport de la Commission sur le 11-Septembre*, nous pouvons lire que « le Congrès, juste après [ces attentats], répondit avec le *PATRIOT Act*. »[6] Cette législation fut votée par les parlementaires sans qu'ils aient eu le temps de la lire, son adoption ayant été encouragée par des attaques à l'anthrax sous faux pavillon. En réalité, cette loi ne fut pas une *réponse* au 11-Septembre, à l'image de la sinistre résolution du golfe du Tonkin de 1964 – que l'on peut légitimement comparer au *PATRIOT Act*. En effet, dans les deux cas, leur contenu avait été rédigé bien avant l'événement auquel ces législations étaient censées « répondre ». Concernant le *PATRIOT Act*, il avait été patiemment élaboré sur plusieurs décennies, et ce depuis les années 1950. En d'autres termes, cette loi a résulté



Extraits du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

d'un développement secret et quasi ininterrompu de mesures d'exception, censées répondre à des situations de crise. On peut attribuer les origines de ce processus à J. Edgar Hoover, et je montrerai en quoi ce cheminement a sous-tendu à la fois le 11-Septembre et l'affaire Iran-Contra, voire le Watergate. Comme les auteurs Len Colodny et Tom Shachtman l'ont remarqué,

> « parmi les caractéristiques les plus frappantes du *PATRIOT Act*, nous pouvons mentionner sa reprise du plan Huston des années 1970 – un programme discrédité depuis longtemps. Cette nouvelle loi autorisa le FBI, la CIA, et d'autres agences à s'engager dans des activités [illégales. Dans les années 1970, de telles dispositions] avaient horrifié le ministre de la Justice John Mitchell, à tel point qu'il persuada Nixon d'abroger le plan Huston quatre jours après sa promulgation. [En effet,] Mitchell considérait comme inconstitutionnelles les mesures (…) prévoyant les écoutes téléphoniques sans mandat, l'ouverture du courrier, les cambriolages illégaux par des agents US, diverses formes de surveillance, ainsi que l'internement préventif. »[7]

Promulgué la même année que les événements tragiques de Kent State et de Jackson State, le plan Huston était censé répondre à une « menace » intérieure : le danger que représentaient, pour les autorités, les organisations anti-guerres et d'autres mouvements populaires. En effet, le pouvoir craignait que les citoyens parviennent à imposer un changement politique durable au Président Nixon et à ses successeurs, en les empêchant de déclencher de nouvelles guerres d'agression. (À un certain moment, le plan Huston envisageait la création de camps dans les États de l'Ouest, afin d'y incarcérer des militants pacifistes.)

Arrêtons-nous sur deux des dispositions de ce plan jugées inconstitutionnelles par John Mitchell : la surveillance extrajudiciaire et l'internement préventif. On peut retrouver ces mesures dans le *PATRIOT Act* de 2001, dans le programme de la COG des années 1980, mais aussi dans des textes antérieurs. En effet, elles figurent également dans la révision des mesures de détention d'urgence, ordonnée par le Président Johnson après la manifestation d'octobre 1967 devant le Pentagone.[8] Nous pouvons aussi les retrouver dans le *McCarran Internal Security Act* de 1950, bien qu'elles aient ensuite été annulées.[9] En fin de compte, ces plans découlent des pouvoirs secrets que Hoover s'était illégalement arrogés, malgré les interdictions explicites prononcées par plusieurs ministres de la Justice.[10]

Ainsi, nous pouvons établir deux historiques différents de ces pouvoirs secrets (ou profonds). Au niveau public, les dispositions du *McCarran Act* prévoyant l'internement en période de crise n'ont jamais été utilisées ; elles furent ensuite abrogées par le Congrès en 1971, alors que la réputation de Hoover finissait par se ternir et que les parlementaires devenaient plus sensibles aux revendications des dissidents anti-guerres.[11] Cependant, à un niveau plus profond, les législateurs ont accompli bien moins qu'ils ne l'avaient espéré :

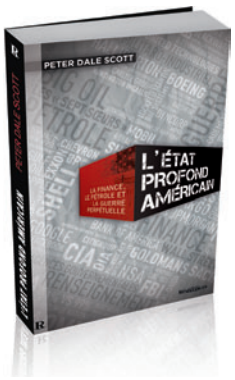
> « Le ministre de la Justice John Mitchell approuva la recommandation du directeur du FBI J. Edgar Hoover, autorisant le Bureau à continuer d'enquêter sur les individus 'qui représent[ai]ent une menace pour la sécurité intérieure du pays' – les incluant ainsi dans un fichier 'administratif' anticipant leur éventuel internement. »[12]

En bref, le seul résultat concret de cette abrogation fut de renommer le « Fichier de Sécurité » avec lequel Hoover prévoyait d'incarcérer des individus.[13]

Également à un niveau plus profond, la planification des internements continua, presque sans interruption, jusqu'à ce qu'ils soient finalement autorisés après le 11-Septembre. De la même manière, d'autres pouvoirs illégaux initiés par Hoover furent imaginés et parfois mis en œuvre, d'abord par la Maison Blanche de Nixon puis par William Casey (le directeur de la CIA sous Reagan) et par le lieutenant-colonel Oliver North. Encore une fois, leur prolifération fut limitée au niveau public, essentiellement grâce aux enquêtes du Congrès sur le Watergate et l'affaire Iran-Contra. Néanmoins, je souhaite démontrer que, malgré les mises à l'écart de Nixon puis de North, les plans illégaux qu'ils avaient encouragés ont poursuivi leur développement à un niveau plus profond – et ce de façon quasi permanente.

Ce chapitre défend l'argument que la majorité de ces pouvoirs profonds sont illégaux, incontrôlés, et pour la plupart injustifiés. Certaines mesures exceptionnelles peuvent toutefois être nécessaires. En effet, les dangers qui menacent les États-Unis, tant sur le territoire national qu'à l'étranger, requièrent des réponses inhabituelles et potentiellement inédites. L'horreur des attentats de 2013 lors du marathon de Boston ne peut que l'attester. Néanmoins, cette tragédie fut résolue non par l'excès démesuré que fut le bouclage d'une ville entière, mais par les méthodes légales et les moyens publics de la police. Cette affaire illustre l'une des thèses centrales de ce chapitre : les pouvoirs profonds accumulés par l'État sécuritaire incontrôlé de ce pays sont largement excessifs au regard des besoins réels, au point d'être contreproductifs.

Ces pouvoirs secrets n'ont pas été développés pour répondre aux menaces actuelles. Depuis les années 1950, ils ont résulté d'une prolifération bureaucratique hors de contrôle, en particulier depuis que le péril soviétique contre notre sécurité nationale a concrètement disparu.[14] En effet, aux États-Unis, ces pouvoirs furent



Extraits du livre

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle

de **Peter Dale SCOTT**

activement planifiés dans le cadre de la COG, alors que le « péril rouge » était devenu une menace fantasmée – mais néanmoins ressuscitée par la machine de propagande du directeur de la CIA William Casey.

La clé de cette reprise du développement de la COG fut le spectre d'un terrorisme mondial instigué par les Soviétiques. La notion que l'URSS était derrière ce fléau global fut un sujet crucial durant la campagne des présidentielles de 1980.[15] L'année suivante, Casey l'imposa aux analystes de l'Agence en ne s'appuyant que sur un seul livre, aujourd'hui presque universellement discrédité : *The Terror Network*, de Claire Sterling.[16] Or, ces évaluations hystériques de la CIA sur la « menace » soviétique ont été rapidement intégrées dans les dispositions extrémistes du Projet Jugement dernier, qui sont devenues permanentes après leur mise en œuvre en 2001. L'une des thèses centrales de mon étude est que ces mesures incontrôlées sont loin de constituer une réponse appropriée au 11-Septembre et à la nébuleuse al-Qaïda ; au contraire, elles ont contribué – de façon potentiellement involontaire – aux événements qui sont dorénavant invoqués pour les justifier.

Par ailleurs, lorsque nous comparons les années 1950 à aujourd'hui, nous devons reconnaître que les États-Unis sont actuellement piégés par une nouvelle hystérie, ou une sorte de folie collective. Celle-ci est bien plus généralisée et liberticide que ne l'étaient les excès du sénateur McCarthy ou de Casey. En particulier, la surveillance extrajudiciaire et la détention arbitraire sont dorénavant appliquées à une échelle inconcevable autrefois – bien au-delà du cadre légal et des besoins sécuritaires réels.

Comme dans le cas du McCarthysme, les citoyens ne sont pas la source de cette folie collective, mais plutôt des réceptacles sensibles à l'hystérie générée par leurs propres dirigeants. Ils réagissent donc en conséquence. Durant la guerre froide, de nombreuses raisons expliquaient ce phénomène, dont certaines n'étaient absolument pas irrationnelles. Néanmoins, la principale origine des pouvoirs incontrôlés et illégaux de J. Edgar Hoover n'était pas la lutte anticommuniste, mais son auto-intoxication à sa propre puissance.

(...) Depuis la seconde guerre mondiale, nous avons pu observer les exemples flagrants de James Forrestal, le secrétaire à la Défense de Truman, puis de l'important officier de la CIA Frank Wisner : ces deux hommes ont perdu la raison, ils ont dû être mis à l'écart de leurs responsabilités, et ont fini par se suicider. Les exemples du sénateur McCarthy et du Président Nixon sont moins dramatiques. En effet, ni l'un ni l'autre ne sont devenus fous, mais ils perdirent leur puissance et leur influence peu après avoir succombé à la folie de leurs excès de pouvoir – que l'on peut qualifier de paranoïaques ou de maniaques.[18]

Selon moi, le même processus d'autodestruction hystérique ou paranoïde s'est appliqué à d'autres personnalités, mais de façon moins flagrante. Dans l'Histoire conventionnelle, elles ont une importance moins prégnante que dans mon historiographie du pouvoir incontrôlé. Je fais ici référence à des hommes tels que le directeur adjoint du FBI William « Crazy Bill » Sullivan, le responsable du contre-espionnage à la CIA James Angleton et le lieutenant-colonel Oliver North. Plus récemment, nous pouvons également citer Dick Cheney et Donald Rumsfeld, qui ont été respectivement le Vice-président et le secrétaire à la Défense de George W. Bush.[19] Tous ces individus ont abusé de leurs prérogatives de façon irrationnelle, à un degré tel que leurs excès les ont conduits à être poussés vers la sortie.[20] (...)

Le fait que tous ces hommes – personnages clés de ce chapitre – ont d'une manière ou d'une autre perdu leur influence illustre la rationalité et l'homéostasie du système politique états-unien, ce qui est un grand mérite de ce pays. Malheureusement, le processus que je décris n'a pas disparu avec eux. À l'exception de J. Edgar Hoover, chacun de ces individus fut mis à l'écart. Mais l'hystérie qu'ils ont engendrée ne leur a pas seulement survécu, elle s'est enracinée sans cesse plus profondément via des mesures institutionnelles secrètes et excessives, qui ont généré cet État sécuritaire incontrôlé.[21]

(...) Je souhaiterais appeler cette phase actuelle l'« hystérie du Jugement dernier », en référence au programme du même nom. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 3, le « Projet Jugement dernier » fut l'appellation du Pentagone pour désigner les 20 années de développement de la COG, qui visait à suspendre partiellement la Constitution des États-Unis. Ce programme fut élargi en 1982 par le Président Reagan, devenant ainsi une planification de crise ayant pour objectif de « garantir le fonctionnement de la Maison Blanche et du Pentagone pendant et après une guerre nucléaire, ou toute autre crise majeure. »[23] À la fin de la présidence Reagan, ce projet avait été étendu pour répondre *à n'importe quelle* urgence nationale. Dès 1982, son développement fut confié à un comité secret incluant Donald Rumsfeld et Dick Cheney (...).[24] Principalement composé de leurs collègues Républicains – y compris sous la présidence Clinton –, ce comité est devenu ce qu'un ancien haut responsable du Pentagone appela un « gouvernement secret attendant son tour ».[25] (...)

L'État profond américain

La Finance, le Pétrole, et la Guerre perpétuelle.

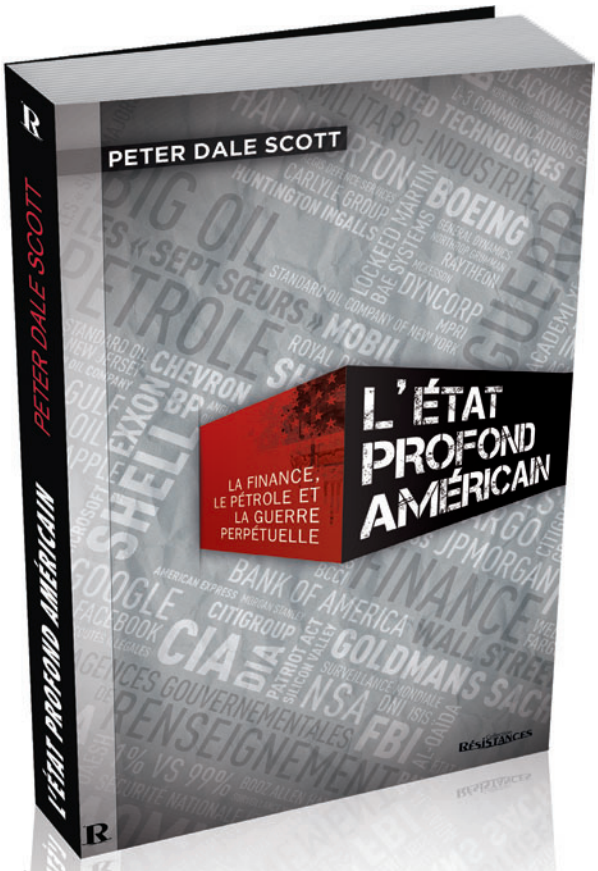
de **Peter Dale SCOTT**

Caractéristiques techniques
Livre à la française - Format 15 x 23 cm
Couverture brochée, pelliculage mat,
dos carré collé - 448 pages

N° ISBN : 978-2-917112-27-4
N° EAN-13 : 9782917112274

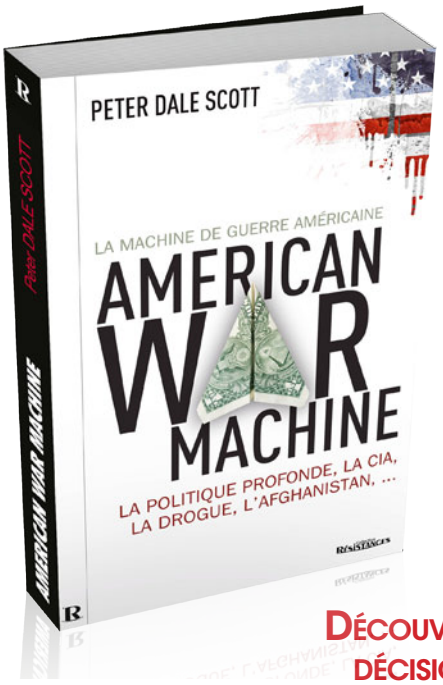
Prix indicatif : 25 €

Le dernier livre de Peter Dale SCOTT, toujours aussi dérangeant, et vertigineux

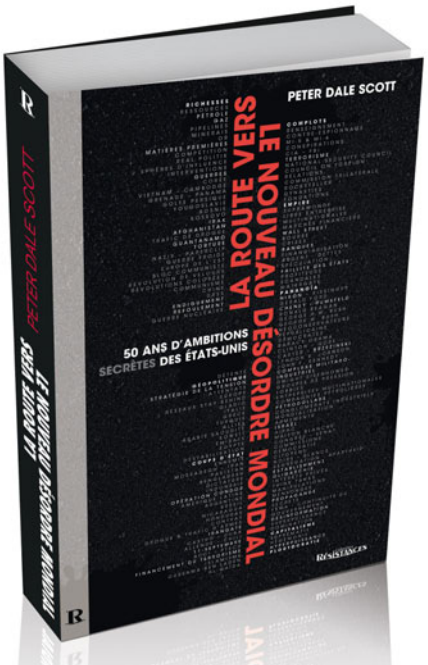


Comment une caste de super-riches imposa la déréglementation, la financiarisation de l'économie, l'hégémonie de Wall Street, l'érosion des libertés civiles et la guerre sans fin…

Du même auteur, dans la même collection



Explorez les aspects secrets de la politique étrangère américaine… et comprenez comment et pourquoi la CIA fait partie intégrante du trafic de drogue international.



Découvrez la manière dont les grandes décisions géopolitiques sont le fait de factions secrètes et antidémocratiques au sein de l'appareil d'État américain !

Collection **RÉSISTANCES**

Éditions Demi Lune
26 Menez Kerveyen
29 710 Plogastel Saint-Germain
Tel : 02 98 555 203
Courriel : contact@editionsdemilune.com

Demi Lune

Peter Dale SCOTT

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

-

La finance, le pétrole, et la guerre perpétuelle

Traduit de l'américain
par Maxime Chaix

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

Chapitre 1

Le Projet Jugement dernier, les événements profonds et l'érosion de la démocratie aux États-Unis

« Je suis conscient de la possibilité d'instaurer une véritable tyrannie aux États-Unis. Nous devons donc nous assurer que cette agence [la National Security Agency], et toutes celles qui possèdent ces technologies, opèrent dans un cadre légal et sous une supervision appropriée, de sorte que nous ne tombions jamais dans cet abîme. Y sombrer serait sans retour. »

– Sénateur Frank Church (1975)

Ces dernières années, j'ai été de plus en plus préoccupé par l'interaction entre trois tendances alarmantes et déterminantes dans l'Histoire contemporaine des États-Unis. La première est la militarisation croissante de ce pays, et essentiellement sa propension, voire son obsession, à s'engager dans des guerres néfastes et inutiles. (Comme l'ancien Président Jimmy Carter l'a expliqué avec pertinence, « le reste du monde considère presque unanimement les États-Unis comme le principal fauteur de guerre. »)[1] La deuxième tendance, qui lui est étroitement liée, est l'érosion progressive de la politique publique et de l'État de droit, du fait qu'ils sont subordonnés – y compris sur notre territoire – aux exigences des opérations clandestines états-uniennes à l'étranger.

La troisième tendance, elle aussi étroitement liée aux précédentes, est l'influence majeure de ce que j'ai appelé les « événements profonds » sur l'Histoire des États-Unis – une influence de plus en plus nocive. Il s'agit d'événements qui, dès le départ, sont entachés de mystère, comme l'assassinat du Président Kennedy, l'effraction du Watergate ou le 11-Septembre. Par ailleurs, ils impliquent systématiquement des actes criminels ou violents, et ils sont intégrés dans les processus clandestins des services spéciaux. Enfin, ils ont pour conséquence d'étendre la part secrète de l'État, et ils font ensuite l'objet de dissimulations systématiques dans les médias grand public et dans les archives internes du gouvernement.

Il existe un facteur liant l'assassinat de JFK, le Watergate, la « contre-surprise d'octobre » de 1980 visant à empêcher la réélection du Président Carter, l'affaire Iran-Contra et le 11-Septembre. Il s'agit de l'implication, dans les coulisses de tous ces événements profonds, d'individus ayant participé à la planification de crise la plus secrète et importante des États-Unis. Depuis les années 1950, on désigne celle-ci comme le programme de la « Continuité du Gouvernement » (COG pour *Continuity of Government*) – plus communément appelé le « Projet Jugement dernier » au Pentagone. La mise en œuvre des mesures de la COG le matin du 11 septembre 2001 fut l'aboutissement de plusieurs décennies de cette planification. Elle a eu comme conséquences la militarisation permanente du territoire des États-Unis, de même que l'instauration de processus et d'institutions ayant pour objectif d'imposer l'hégémonie de ce pays à l'étranger.

Ces dernières décennies, en étudiant ces événements profonds à mesure qu'ils survenaient, je me suis intéressé aux liens qu'ils pouvaient avoir entre eux. Dorénavant, il est possible de démontrer en quoi chacun fut lié aussi bien à celui qui le précédait qu'à l'occurrence suivante.

Dans ce chapitre, je souhaiterais approfondir cette analyse, en proposant un cadre théorique qui permette d'étudier les forces immuables derrière les événements profonds les plus importants. Il s'agit ainsi de comprendre dans quelle mesure ces forces ont contribué à la prédominance politique de ce qui était appelé autrefois le « complexe militaro-industriel ». C'est pourquoi je tenterai de décrire certaines lois informelles qui déterminent la sociodynamique de chacune des grandes sociétés que l'on appelle les « empires ». Celles-ci déploient leur excès de puissance pour s'étendre au-delà de leurs propres frontières en imposant leurs volontés aux autres peuples. De façon prévisible, ce processus d'expansion génère des tendances propres aux institutions impériales et aux individus luttant pour s'élever dans leurs hiérarchies. Aux États-Unis, ce phénomène a transformé le complexe militaro-industriel : d'une menace en marge de l'ordre social, il est progressivement devenu une force omniprésente qui domine celui-ci.

Par ce cadre théorique, j'espère convaincre les lecteurs que notre Histoire récente est, à certains égards, plus simple qu'elle n'y paraît – notamment dans les médias. Notre société, du fait de ses réussites économiques et de l'expansion qui en découle, a engendré des forces impersonnelles à la fois en dedans et en dehors d'elle-même. Jusqu'à présent, celles-ci ont transformé notre démocratie élective en un empire répressif. Et parmi ces forces évoluent celles qui sont à l'origine des événements profonds.

Je suis loin d'être le seul à percevoir cette dégradation politique aux États-Unis, notamment en termes de processus décisionnels. Un tel phénomène, reflétant le déclin des empires du passé, fut décrit de manière approfondie par le regretté Chalmers Johnson :

> « Une abondance de preuves démontre que, dans la décennie suivant la fin de la guerre froide, la politique étrangère des États-Unis s'est considérablement éloignée de la diplomatie, de l'aide au développement, du Droit international et des institutions multilatérales. La plupart du temps, elle s'est au contraire matérialisée par les intimidations, la force militaire et les manipulations financières. »[2]

Cependant, mon analyse va plus loin que celles de Chalmers Johnson, Kevin Phillips, Andrew Bacevich et d'autres observateurs. En effet, elle vise à démontrer que les trois principaux événements profonds – l'assassinat de JFK, le Watergate et le 11-Septembre – ne furent pas seulement des symptômes de ce déclin démocratique aux États-Unis, mais qu'ils en ont été des facteurs importants.

À l'instar de Michael Lind, certains auteurs ont remarqué que, depuis longtemps, deux différentes cultures politiques avaient prévalu aux États-Unis. Celles-ci sous-tendent les divergences politiques entre les citoyens de ce pays, de même qu'entre divers secteurs de l'État.[3] L'une de ces cultures est principalement égalitaire et démocratique, favorisant le renforcement juridique des droits de l'Homme aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger. La seconde, bien moins admise mais profondément enracinée, priorise et enseigne le recours à la violence répressive. Visant à maintenir l'« ordre », elle est dirigée à la fois contre la population des États-Unis et contre celles du Tiers-Monde.

Dans une certaine mesure, on peut retrouver ces deux mentalités dans chaque société. Elles correspondent à deux exercices opposés du pouvoir et de la gouvernance, définis par Hannah Arendt comme la

« persuasion par arguments » face à la « contrainte par la force ». Se conformant à Thucydide, Arendt attribue l'origine de ces principes à la « manière grecque de gérer les affaires intérieures, la *persuasion* (πείθειν), ainsi [qu'à] la conduite habituelle des affaires étrangères, centrée sur la force et la *violence* (βία). »[4] Dans un autre essai, Arendt écrivit que « la violence et le pouvoir [persuasif] ne sont pas identiques. (…) Le pouvoir et la violence sont à l'opposé l'un de l'autre ; là où l'un règne d'une manière absolue, l'autre est absent. »[5]

On peut considérer que l'apologie, par Hannah Arendt, du pouvoir persuasif comme fondement d'une société constitutionnelle et ouverte est aux antipodes de la défense – par le professeur de Harvard Samuel P. Huntington – d'un pouvoir de l'ombre autoritaire et coercitif comme prérequis de la cohésion sociale. Ce pouvoir coercitif prôné par Huntington constitue donc l'antithèse du pouvoir ouvert et persuasif. Selon lui, « le pouvoir ne peut rester fort que lorsqu'il est maintenu dans l'ombre ; lorsqu'il est exposé à la lumière du jour, il commence à s'évaporer. »[6]

Arendt admirait la Révolution américaine, puisqu'elle avait abouti à la création d'une Constitution visant à assurer l'encadrement du pouvoir politique par l'ouverture et la persuasion. Au contraire, dans l'Afrique du Sud ségrégationniste, Huntington conseilla le gouvernement Botha dans la mise en place d'un puissant appareil d'État sécuritaire non soumis au contrôle public. Nous pourrions dire qu'Arendt était une théoricienne du pouvoir constitutionnel, et Huntington du « pouvoir de l'ombre ». Ce dernier est l'essence même de ce que j'ai voulu signifier en me référant à « l'État profond » – une expression que j'ai empruntée à la Turquie en 2007. Il s'agit d'un pouvoir qui ne provient pas de la Constitution, mais de sources extérieures et supérieures à celle-ci, et qui est « plus puissant que l'État public. »[7] En 2013, le retour de l'armée à la tête de Égypte, de même que les révélations sur la surveillance de la NSA par Edward Snowden, ont donné de la valeur à la notion d'État profond. Celui-ci a été défini dans un éditorial du *New York Times* comme « [un] niveau de gouvernement ou de super contrôle difficilement perceptible qui se maintient quel que soit le résultat des élections et qui est susceptible de contrecarrer les mouvements sociaux ou les changements radicaux. »[8] À partir du chapitre 2, j'approfondirai mon analyse et ma définition de l'État profond.

Écrivant durant les manifestations et les émeutes des années 1960, Arendt aussi bien qu'Huntington craignaient que l'autorité traditionnelle ne soit en danger. En effet, Arendt la percevait comme étant menacée par le « déclin [contemporain] de la tradition et de la religion ». Un demi-siècle plus tard, je dirais que l'État profond représente un bien plus grand péril pour l'équilibre social. En revanche, il est un atout majeur pour ceux qui, à la droite de l'échiquier politique, invoquent l'autorité au nom de la sécurité, de la tradition et de la religion. Nous avons pu observer l'implication massive des États-Unis dans un mouvement de domination et d'exploitation du reste du monde, notamment par les méthodes clandestines et hors-la-loi de l'État profond. Ainsi, les processus persuasifs ouverts, qui ont constitué l'idéal traditionnel de ce pays dans la gestion de ses affaires intérieures, ont été de plus en plus subordonnés à la violence autoritaire.

Comme je le montrerai dans ce livre, les mécanismes horizontaux de la démocratie ont été graduellement supplantés par les processus verticaux de l'État profond. Or, j'ai tendance à penser que les pressions immuables de l'Histoire vont dans l'autre sens : celui de l'atténuation de la violence par les forces de persuasion. Par exemple, la Russie tsariste s'est transformée en un système anachronique voué à l'effondrement car il lui manquait un enracinement populaire. Je souhaiterais un meilleur avenir pour les États-Unis.[9]

La tendance actuelle au renforcement d'un pouvoir vertical, répressif ou violent est idéologiquement défendue comme étant un moyen de garantir la sécurité et la stabilité sociale, alors qu'au contraire, il les menace. Comme Kevin Phillips et d'autres auteurs l'ont démontré, les empires bâtis sur la violence ou la répression ont tendance à triompher puis à s'effondrer, bien souvent avec une rapidité surprenante.[10] Selon la thèse centrale de ce chapitre, le pouvoir répressif est instable par essence, en ce qu'il engendre des forces dialectiques à la fois en dedans et en dehors de lui-même. De par le monde, le pouvoir répressif a favorisé la création de ses propres ennemis, comme le démontrent les exemples de la Grande-Bretagne (en Inde), de la France (en Indochine) et de la Russie (en Europe de l'Est).

Mon argument central est que l'expansionnisme d'un pays hors de ses frontières engendre le développement d'un pouvoir répressif. Ce phénomène a des conséquences prévisibles, qui dépassent les intentions de quiconque évoluant au sein de ce système. Des agences récemment mises en place et mal supervisées appliquent des politiques contradictoires à l'étranger, dont le résultat global est habituellement coûteux et néfaste – non seulement pour la nation ciblée, mais également pour les États-Unis.

Ce constat s'applique tout particulièrement aux agences clandestines, dont l'usage du secret induit que des politiques controversées prolifèrent sans coordination ou sans contrôle. Essentiellement, depuis 1945, l'Asie a été la principale région dans laquelle la CIA a outrepassé ou ignoré les directives politiques du Département d'État. Comme je le documente dans *La Machine de guerre américaine*, les interventions de l'Agence sur le continent asiatique – en particulier celles qui ont mené aux guerres du Laos, du Vietnam et d'Afghanistan – ont favorisé le développement d'une connexion narcotique globale de la CIA (que j'ai appelée dans des travaux précédents un « 'sombre quadrant' de pouvoirs incontrôlés »).

Cette connexion narcotique globale, abondamment financée par les revenus des trafics et de la violence illégale, a un intérêt majeur dans les interventions étrangères des États-Unis – en particulier dans ces guerres ingagnables, qui aggravent les conditions de non-droit nécessaires à la prolifération du trafic de drogue. Il est donc parfaitement logique que cette connexion narcotique ait continuellement favorisé la création d'un empire global états-unien – que la plupart de nos concitoyens n'ont jamais demandé. Plus particulièrement, ce « sombre quadrant » a contribué à chacun des principaux événements profonds, dont l'assassinat du Président Kennedy, le cambriolage du Watergate et les attaques du 11-Septembre. Ces événements ont encouragé la militarisation de ce pays, ainsi que l'affaiblissement de ses institutions démocratiques.[22]

La « Continuité du Gouvernement » (COG) et l'occupation militaire des États-Unis

Comme je l'ai écrit précédemment, deux mentalités conflictuelles ont sous-tendu chacun des événements profonds importants ayant frappé les États-Unis : celle de l'ouverture et celle de la domination répressive. Les origines de ce conflit remontent à la guerre de Sécession,

ainsi qu'aux guerres indiennes du milieu du XIX[e] siècle – et avant celles-ci à la Révolution américaine. [23] Bien que cette conflictualité soit ancienne et permanente, en conclure que rien n'a changé récemment serait une erreur. Au contraire, les USA traversent actuellement une nouvelle crise suscitée par ce très vieil antagonisme.

Depuis la seconde guerre mondiale, le secret a été utilisé pour accumuler de nouveaux pouvoirs bureaucratiques classifiés, sous couvert de la planification d'urgence censée répondre aux désastres nationaux. Au sein même comme en dehors de l'État, ce programme est connu sous le nom de code de « Projet Jugement dernier ». Au début de la présidence Reagan, cette planification a été rebaptisée par une appellation trompeuse, la « Continuité du Gouvernement » (ou COG). Notamment développée par Oliver North, Donald Rumsfeld et Dick Cheney depuis le début des années 1980, la COG est en fait devenue le vecteur d'un important changement de gouvernement depuis son instauration le 11 septembre 2001. À l'origine, les pouvoirs répressifs extrêmes qui avaient été accumulés dans le cadre du Projet Jugement dernier furent développés afin de contrôler le reste du monde. À présent, les États-Unis eux-mêmes sont traités comme s'ils étaient un territoire occupé – et ce à un degré sans précédent.

Ces plans – initialement centrés sur une éventuelle décapitation du gouvernement des États-Unis à la suite d'une attaque nucléaire –, furent progressivement recalibrés afin de gérer le problème de la désobéissance civile, et plus particulièrement de la résistance de l'opinion publique états-unienne aux campagnes militaires à l'étranger. En effet, les plans de la COG furent modifiés sous l'administration Reagan afin de traiter le peuple des États-Unis comme une forme d'ennemi. Devant les Comités restreints du Congrès sur l'affaire Iran-Contra, Oliver North avait déclaré : « Nous n'avons pas perdu la guerre au Vietnam, nous l'avons perdue ici même, dans cette ville [c'est-à-dire Washington]. »[24] Ainsi, le Projet Jugement dernier a repris et élargi les directives de l'opération *Garden Plot* développées par l'armée US. Ce programme était destiné à gérer des manifestations anti-guerres et des émeutes urbaines qui, après l'assassinat de Martin Luther King Jr, avaient abouti à la création de ce que l'on appelle la « salle de guerre intérieure » du Pentagone (la « *domestic war room* », ou *Directorate of Civil Disturbance and Planning Operations* [DCDPO]). Les stratèges de la COG y ont également incorporé des plans du Département de la Justice, qui organisaient la mise en place

d'un système de centres de détention pour des milliers de dissidents – ces derniers ayant été fichés pour être immédiatement arrêtés en cas d'urgence nationale. [25]

Le résultat de cette planification de la COG fut un ensemble de mécanismes répressifs, préparés pendant deux décennies par un groupe très restreint et élitiste, puis instaurés à partir du 11-Septembre. J'en discuterai dans le chapitre 3, en me référant à leur appellation officielle de « Continuité du Gouvernement » (c'est-à-dire les plans de la COG). Cet ensemble de mesures comprenait 1) la surveillance extrajudiciaire, ce qui a été confirmé par les révélations d'Edward Snowden ; 2) la détention arbitraire, incluant des dérogations sans précédent au droit de ne pas être emprisonné arbitrairement (l'*habeas corpus*)* et 3) des mesures inédites favorisant la militarisation de la sécurité intérieure et l'érosion du *Posse Comitatus Act* (une loi de 1876 interdisant au gouvernement fédéral d'avoir recours à l'armée dans l'application civile de la loi).

Depuis 2008, une brigade de combat de l'armée US a été déployée de façon permanente aux États-Unis. Sa mission principale consiste à être « mobilisée pour assurer la gestion des troubles civils et le contrôle des foules. »[26] Visiblement, la plupart des gens n'ont pas conscience que les citoyens des États-Unis ont vécu depuis 2002, comme la brigade en

* NdT : L'*habeas corpus* établit une liberté fondamentale, celle de ne pas être emprisonné sans jugement. En vertu de ce principe, toute personne mise en état d'arrestation a le droit de savoir pourquoi elle est arrêtée et de quoi elle est accusée. Alors que cette note est rédigée en mars 2015, l'un des plus anciens détenus de Guantánamo ne sait toujours pas ce que les autorités états-uniennes lui reprochent. En effet, comme l'a rappelé Peter Dale Scott en 2013, « la Commission sur le 11-Septembre, se basant sur des témoignages extirpés sous la torture, a qualifié Abou Zoubeida [ou 'Abu Zubaydah'] de 'lieutenant de Ben Laden' et de '[numéro 3] d'al-Qaïda'. (…) Toutes ces accusations furent ensuite remises en cause et, jusqu'à présent, Zoubeida n'a jamais été inculpé. En 2009, d'après le *Washington Post*, il 'n'était pas même un membre (…) d'al-Qaïda, selon [des informations issues] de documents juridictionnels et d'entretiens avec des sources des renseignements, de la police et de l'armée. (…) Un ancien responsable du Département de la Justice [a déclaré] : 'Faire de cet homme [un leader d'al-Qaïda] est ridicule.' La même année, le gouvernement des États-Unis lui-même, dans sa réponse contre la requête en *habeas corpus* de Zoubeida, décida explicitement de ne pas soutenir qu'il 'était un membre d'al-Qaïda, ou qu'il était formellement identifié comme faisant partie de cette organisation.' *Quiconque ose remettre en cause la version gouvernementale du 11-Septembre se voit imposer le sobriquet de 'complotiste'*. » - Source : Peter Dale Scott, « America's Unchecked Security State, Part I: The Toxic Legacy of J. Edgar Hoover's Illegal Powers », Japanfocus.org, 29 avril 2013,
www.japanfocus.org/-Peter_Dale-Scott/3932

question, sous l'autorité d'un commandement militaire de l'*US Army* appelé le NORTHCOM.[27] Certains observateurs ont établi un parallèle entre le déploiement de cette unité en 2008 et l'année 49 av. J.-C., lorsque César et ses légions franchirent le Rubicon.

Il est probable que cette force reste déployée aux États-Unis, constituant alors un symbole ostensible de la militarisation de notre sécurité intérieure. Il faut donc espérer que le Congrès finisse par remplir les obligations que lui impose le *National Emergencies Act*, et qu'il mette fin à l'état d'urgence national sous lequel nous vivons depuis le 11-Septembre.

L'État profond américain

Les chapitres suivants constituent dans leur ensemble une tentative de définition de l'État profond américain – un système informel et complexe, qui est donc aussi chaotique mais néanmoins aussi puissant qu'un système météorologique. Depuis différentes perspectives, et avec certaines répétitions corroboratives, je tenterai de décrire la présence d'un trou noir transnational au cœur de nos principales difficultés politiques actuelles.

Il apparaît clairement que des forces profondes interviennent à certaines occasions pour modifier la trajectoire politique des États-Unis. Nous avons pu l'observer après que le Président Kennedy eut annoncé en 1963 sa décision de retirer les troupes états-uniennes du Vietnam. Nous pouvons également citer l'exemple des attaques du 11-Septembre, qui ont déclenché la guerre de terreur globale (également appelée dans cet ouvrage la guerre « contre » le terrorisme).[28] En revanche, il est bien plus difficile de prouver que ces interventions profondes ont un quelconque lien entre elles. Afin d'enquêter sur cette possibilité, il est nécessaire de mener des recherches au-delà des archives du domaine public, sur lesquelles les universités nous habituent à travailler.

Je tenterai de démontrer que, derrière les institutions ouvertes de l'État public et leurs archives consultables, il existe un système plus obscur et abyssal, qui n'est que partiellement reconnu et documenté : le système de l'État profond. Au cœur de celui-ci évoluent les différentes agences instituées à l'abri du contrôle du Congrès et de la vue du public, telles que la CIA, la NSA et le Commandement mixte pour les opérations spéciales créé en 1980 (JSOC pour *Joint Special Operations*

Tiré du livre de Peter Dale SCOTT paru aux éditions Demi-Lune

Command). En théorie, la CIA a été instaurée en 1947 par une loi du Congrès. Mais en réalité, elle a été façonnée et imposée à un Président récalcitrant par des banquiers et des avocats de Wall Street, dont Allen Dulles. Je le montrerai dans le chapitre 2, où je décrirai le système de l'État profond dans le contexte de Wall Street et des supermajors (appelées « *Big Oil* » aux États-Unis). Dans le chapitre 3, j'expliquerai comment le programme peu remarqué du Projet Jugement dernier – c'est-à-dire les plans de la COG mis en œuvre le 11 septembre 2001 – ont contribué à la subordination de la Constitution des États-Unis par les différentes mesures de crise analysées ici (ces procédures étant toujours en place aujourd'hui).

Les chapitres 4, 5 et 6 analyseront les contrevérités dans les récits officiels de la guerre « contre » le terrorisme – une campagne militaire qui a été invoquée pour justifier les procédures d'urgence de la COG. Je montrerai en quoi le contexte de « guerre » a permis de masquer la protection d'importants agents d'al-Qaïda par de hauts responsables des gouvernements états-unien, saoudien et qatari – à partir des années 1990, et même après le 11-Septembre. Plus particulièrement, le chapitre 6 s'intéressera aux raisons cachées de la guerre de terreur lancée par les États-Unis depuis le 11-Septembre.

Le chapitre 7 démontrera dans quelle mesure les pouvoirs profonds se sont imposés aux différents Présidents des États-Unis depuis 1961. Cette analyse nous conduira à l'argument central du chapitre 8, selon lequel il est plus probable que les événements profonds tels que le 11-Septembre – et avant celui-ci le Watergate ou l'assassinat de JFK – aient été l'œuvre de forces obscures issues de l'État profond, plutôt que d'éléments marginaux extérieurs au gouvernement. À un niveau plus obscur et abyssal, ils peuvent être considérés comme des séquences centrales et structurelles dans l'Histoire de l'État profond américain. Après quatre décennies de recherches, je peux également conclure qu'ils sont liés entre eux, notamment à travers le rôle récurrent – dans les coulisses de ces événements profonds – du réseau de communications de crise développé à travers ce que le Pentagone a appelé le « Projet Jugement dernier ».

Dans le chapitre 9, je reviendrai sur mon analyse de l'État profond. Je reprendrai alors certains éléments de cet ouvrage à la lumière des liens qu'entretiennent les États-Unis avec l'Arabie saoudite et d'autres États ou organisations (des connexions décrites en profondeur dans

les chapitres 4 à 6). Mon analyse nous conduira à cette découverte fondamentale : des financements occultes, provenant des commissions versées dans le cadre d'importants contrats à long terme avec l'Arabie saoudite, « sont le dénominateur commun derrière chaque événement profond structurel (EPS) ayant affecté les États-Unis depuis (…) 1976 ». Ces EPS incluent l'Irangate (ou affaire Iran-Contra) et le 11-Septembre.

Afin de mieux comprendre l'offensive actuelle contre la démocratie états-unienne, les chapitres 10 et 11 décriront les toutes premières origines de la planification de la COG. C'est pourquoi j'analyserai la Peur rouge de 1919 ; les mesures de surveillance décidées par le directeur du FBI J. Edgar Hoover, qui étaient parfois illégales ; l'état d'urgence proclamé par le Président Truman durant la guerre de Corée ; ou encore le plan Huston de 1970 (un mémorandum de la Maison Blanche ayant été brièvement mis en œuvre, puisqu'il avait été jugé anticonstitutionnel et rejeté par John Mitchell, le ministre de la Justice – *Attorney General* – du Président Nixon).

Finalement, je rejoindrai celles et ceux qui perçoivent le déclin de la soi-disant *Pax Americana*, caractérisé par une course aux armements perpétuelle et un élargissement du recours à la violence militaire. Je comparerai ce déclin à celui – très similaire au phénomène actuel – de la *Pax Britannica* il y a un siècle. Aujourd'hui, nous devons mettre un terme à des politiques qui semblent aussi néfastes pour les États-Unis et le reste du monde qu'elles l'étaient à l'époque de l'Empire britannique. Le problème est que nos institutions sont à nouveau sous l'emprise d'une hystérie collective, comme ce fut le cas durant les raids de Palmer en 1919 ou les persécutions du maccarthysme dans les années 1950. La société civile doit œuvrer pour que le gouvernement US s'éloigne de l'hystérie et de l'illégalité, à l'image du réveil collectif ayant eu raison du maccarthysme. Cependant, pour reprendre le contrôle de leurs affaires politiques, les citoyens des États-Unis doivent comprendre les forces obscures de l'État profond et apprendre à les combattre.

Comme je le suggérerai à la fin de cet ouvrage, les États-Unis, à l'instar de la Grande-Bretagne, ont bien plus à offrir à l'humanité que le pouvoir violent.

Tiré du livre de Peter Dale SCOTT paru aux éditions Demi-Lune

Peter Dale SCOTT

L'ÉTAT PROFOND AMÉRICAIN

-

La finance, le pétrole, et la guerre perpétuelle

Traduit de l'américain
par Maxime Chaix

Éditions Demi-Lune
Collection Résistances

Sommaire

Remerciements 11
Acronymes 12
Note au sujet de la couverture de l'édition originale 17
Avant-propos de l'auteur 21

1. Le Projet Jugement dernier, les événements profonds et l'érosion de la démocratie aux États-Unis 25
La sociodynamique des pouvoirs répressifs dans les sociétés impériales 30
Un pouvoir incontrôlé : la CIA et le retour de la connexion narcotique globale 33
La « Continuité du Gouvernement » (COG) et l'occupation militaire des États-Unis 35
L'État profond américain 38

2. L'État profond, le supramonde de Wall Street et les supermajors 41
L'État profond, le gouvernement de l'ombre et le supramonde de Wall Street 44
La longue histoire du supramonde de Wall Street 46
L'État profond et le financement des opérations clandestines de la CIA 47
Les commissions occultes de Lockheed et les clients de la CIA : les Pays-Bas, le Japon, l'Italie, l'Indonésie et l'Arabie saoudite 49
L'Iran en 1953 : comment une opération du cartel pétrolier est devenue une mission de la CIA 51
La CIA, Booz Allen Hamilton et le supramonde de Wall Street 55
La CIA, Miles Copeland et Adnan Khashoggi 57
Khashoggi, Edward K. Moss et la corruption politique 59
Moss, Khashoggi, le Safari Club et le supramonde international 62
L'État profond, le Safari Club et la BCCI 63
Les supermajors, l'Arabie saoudite, le Safari Club et la défaite du Président Carter en 1980 65
L'État profond et la dissimulation autour de la BCCI 67
Conclusion : un État profond supranational 69

3. Le Projet Jugement dernier : comment la COG a supplanté la Constitution des États-Unis le 11-Septembre 71
La mise en œuvre de la COG le 11-Septembre 75
La militarisation du maintien de l'ordre aux États-Unis 81
La proclamation d'urgences nationales permanentes 82
La participation de Cheney et de Rumsfeld au comité secret de planification de la COG 83
La COG, l'état d'urgence nationale et le *National Emergencies Act* 85

CHAPITRE 2

L'État profond, le supramonde de Wall Street et les supermajors

« Je déteste dire que les supermajors sont plus puissantes que le gouvernement des États-Unis ; mais le traitement privilégié que ce dernier leur accorde ne peut que nous mener à cette conclusion. »

– Le procureur général du Connecticut Robert K. Killian[1]

« Dans des pays lointains où elle investissait (...) Exxon avait une emprise sur les affaires politiques et sécuritaires locales dépassant celle de l'ambassade des États-Unis. »

– Steve Coll[2]

Au cours de cette dernière décennie, il est devenu de plus en plus évident que nous avons actuellement aux États-Unis ce que les journalistes Dana Priest et William Arkin ont appelé

> « deux gouvernements : celui que les citoyens connaissent, qui fonctionne de manière plus ou moins transparente ; et un gouvernement parallèle top secret dont certains secteurs – en moins d'une décennie – ont formé un gigantesque univers en continuelle expansion. Celui-ci n'est visible que par des responsables triés sur le volet et (…) Dieu seul peut le voir dans son intégralité. »[3]

À partir de l'année 2013, en particulier après le retour au pouvoir de l'armée égyptienne, un nombre croissant d'observateurs ont décrit ce second niveau de gouvernement comme étant l'« État profond » américain.[4] À titre d'exemple, en voici une définition rédigée par l'analyste républicain Mike Lofgren :

> « Il existe le gouvernement visible situé autour du [National] Mall à Washington, et puis il existe un autre gouvernement plus obscur, plus indéfinissable, qui n'est pas expliqué dans les cours d'instruction civique ni observable par les touristes à la Maison Blanche ou au Capitole. Le premier représente la politique partisane traditionnelle à

> Washington : le sommet de l'iceberg que les téléspectateurs de C-SPAN peuvent voir quotidiennement, et qui est théoriquement contrôlable par le biais des élections. La partie immergée de cet iceberg est ce que j'appellerais l''État profond', qui suit son propre cap indépendamment de qui est formellement au pouvoir. »[5]

Les activités politiques du milieu de l'État profond sont la principale source de ce que j'ai appelé dans d'autres travaux la « politique profonde », c'est-à-dire « l'ensemble des pratiques et des dispositions politiques, intentionnelles ou non, qui sont habituellement refoulées dans le discours public plus qu'elles ne sont admises ».[6] D'autres observateurs, tels Tom Hayden, qualifient l'État profond d'« État dans l'État », et suggèrent que celui-ci pourrait être responsable de l'échec de l'administration Obama dans la mise en œuvre des politiques raisonnables annoncées dans les discours présidentiels.[7]

Nous pouvons trouver un antécédent à la notion d'« État profond ». Il s'agit de la définition, par Henry Fairlie, d'un *establishment* prédominant en Grande-Bretagne, qu'il a décrit comme « l'entière matrice de relations officielles et sociales dans laquelle le pouvoir est exercé ».[8] Mais un autre antécédent semble plus proche de mon analyse. Il s'agit de la notion, élaborée par Wright Mills, d'une *élite de pouvoir* tripartite composée de hauts cadres d'entreprises, de l'establishment militaire et d'un « directoire politique ».[9] Ces deux concepts sont pertinents, mais l'*establishment* de Fairlie constituait plus une force de retenue que d'impulsion ; au contraire, l'*élite de pouvoir* de Mills – combinant à la fois des éléments de l'État public et de l'État profond – était centrée sur les individus jouant des rôles plus actifs et managériaux. Comme il l'avait écrit en 1958, Mills pensait que « la majeure partie de ce que l'on appelait autrefois le 'gouvernement invisible' [était] dorénavant intégrée à l'État relativement visible ».[10] Mills écrivit cette phrase six ans avant la première révélation majeure sur la puissance acquise par le gouvernement invisible de la CIA.[11]

Aux USA, le développement d'un système gouvernemental à deux niveaux, autrement appelé « État dualiste », s'est réalisé parallèlement à deux autres dualités. Je fais ici référence à la scission grandissante des États-Unis en deux classes, les « 1 % » et les « 99 % ». Je désigne également la bifurcation de l'économie en deux catégories : sa dimension intérieure – qui est encore assujettie à des réglementations et à des

taxations gouvernementales – et sa dimension internationale, qui est relativement émancipée du contrôle étatique.[12] Ces trois phénomènes se sont autoalimentés, en particulier depuis la Révolution Reagan des années 1980, lorsque les disparités de richesse ont cessé de se réduire et qu'elles ont commencé à s'amplifier.[13] Ainsi, je décrirai comment Wall Street – qui est l'incarnation des « 1 % » – joua un rôle déterminant dans la création de la CIA au lendemain de la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, je montrerai comment, trois décennies plus tard, la CIA et les supermajors ont été des acteurs centraux dans la redirection de la politique états-unienne en faveur de la Révolution Reagan.

Mes livres précédents offrent des analyses américano-centrées de ce basculement des USA vers un empire et un État profond. Cependant, un autre facteur expliquant ce phénomène doit être mentionné. Il s'agit du bouleversement de l'Histoire du monde, puisque celui-ci s'est peu à peu transformé en une société globale dominée par quelques super-puissances émergentes. Cette tendance s'accéléra après la Révolution industrielle, essentiellement grâce aux nouvelles technologies en matière de transport – du chemin de fer au XIX^e^ siècle jusqu'à l'aviation et l'astronautique au XX^e^ siècle.[14]

Parmi les conséquences de cette réorganisation globale, nous devons inclure deux conflits mondiaux, à l'issue desquels la Grande-Bretagne a perdu le statut de superpuissance hégémonique qu'elle avait acquis depuis la défaite de Napoléon I^er^ à Waterloo. Sans surprise, l'Union soviétique et les États-Unis se sont ensuite concurrencés afin de remplir ce vide impérial. Toutefois, rien ne prédestinait la guerre froide à être aussi brutale et clandestinement violente qu'elle l'a été pendant plusieurs décennies. De ce fait, nous devrions en chercher des causes plus circonstancielles des deux côtés du rideau de fer, à commencer par le personnage de Staline et la nature de son parti. Nous devons également prendre en compte la montée en puissance des frères Dulles et, plus généralement, de l'État profond américain – deux développements qui constituèrent en partie une réponse au stalinisme. Aujourd'hui, cet État profond est de loin la plus grande menace qui pèse sur la démocratie états-unienne.

L'État profond, le gouvernement de l'ombre et le supramonde de Wall Street

La lettre d'information britannique *On Religion* a offert une définition de l'État profond, le décrivant comme un ensemble de « structures de pouvoir antidémocratique intégrées dans un gouvernement, dont très peu de démocraties peuvent prétendre être dénuées ».[15] L'expression « État profond » est née en Turquie en 1996. Elle faisait référence à des éléments soutenus par les États-Unis – avant tout dans les services secrets et dans l'armée – qui avaient à maintes reprises employé la violence afin d'interférer dans le processus démocratique de la Turquie et le rediriger de force. Parfois, sa définition est restreinte à des éléments évoluant *à l'intérieur* du gouvernement (c'est-à-dire à un « État dans l'État »). Néanmoins, en Turquie, cette expression est le plus souvent élargie à des « membres de la mafia turque » – et ce pour des raisons historiques.[16] Dans ce chapitre, j'utiliserai l'expression « État profond » dans son acception plus large, afin d'y inclure à la fois le second niveau de gouvernement secret à Washington et ces individus extérieurs à l'État, mais qui ont suffisamment de pouvoir pour influencer celui-ci (qu'ils soient issus du crime organisé ou du supramonde). En résumé, mon usage de l'expression « État profond » correspondra à ce que j'ai appelé en 1993 un « système politique profond ». Habituellement, celui-ci « a recours à (…) des procédures décisionnelles et exécutives soit conformes, soit extérieures à celles qui sont publiquement autorisées par la loi et la société ».[17]

Tout comme Mike Lofgren, je suggère une symbiose ambigüe entre deux aspects de l'État profond américain :

> 1) les agences du gouvernement de l'ombre situées dans la périphérie de Washington, telles que la CIA ou la NSA. Elles ont été instituées par l'État public, mais elles le supplantent dorénavant ;
> 2) le pouvoir bien plus ancien de Wall Street, c'est-à-dire ses puissantes banques et ses influents cabinets juridiques.

Les hauts fonctionnaires du Département du Trésor, les officiers de la CIA ainsi que les banquiers et les avocats de Wall Street ont souvent des convergences de vues, du fait du jeu des « chaises musicales » par lequel ils passent aisément du secteur privé au service public – et inversement. Comme l'explique Lofgren,

> « considérer que Wall Street pourrait être le premier commanditaire de l'État profond et de ses stratégies ne relève pas de l'exagération. En effet, [les entreprises de cette place financière ont] suffisamment d'argent pour offrir aux agents de l'État une seconde carrière – lucrative au-delà du Rêve de l'Avare, et certainement bien au-delà des songes d'un employé du gouvernement. »[18]

Je dirais que dans les années 1950, Wall Street était un secteur dominant. Il comprenait non seulement les grandes banques mais aussi les majors pétrolières, dont les ententes cartellaires étaient défendues avec succès par Sullivan & Cromwell – au détriment du gouvernement des États-Unis. Situé à Wall Street, ce cabinet juridique abritait alors les frères Dulles. Lorsque je désigne le supramonde de Wall Street, je fais référence à ce plus vaste complexe.

En reconnaissant l'étendue de ce pouvoir de Wall Street, nous pouvons en déduire que la notion d'« État dans l'État » de Tom Hayden est trop restrictive. En effet, les individus qui détiennent ce pouvoir profond – comme ceux qui évoluent dans les hautes sphères de la CIA – l'exercent non pas en s'isolant mais par le biais de leurs interactions avec le monde extérieur. Quant à la métaphore de l'iceberg employée par Mike Lofgren – bien qu'elle soit utile – elle risque de suggérer une relation trop solide ou structurelle avec ce supramonde. À la différence de l'État, ce que j'appelle l'État profond n'est pas une structure mais un *système* – aussi difficile à définir, mais néanmoins aussi authentique et puissant qu'un système météorologique.

Ce système ne se limite pas aux aspects internationalistes de l'État profond centrés sur Wall Street et les supermajors. Il comprend également d'autres éléments plus nationalistes, dont ceux qui composent le « complexe militaro-industriel » contre lequel le Président Eisenhower nous avait mis en garde en 1961. Le lobby privé de l'industrie de la Défense, que l'on appelle l'*American Security Council* (ASC), a joué un rôle important dans ce second groupe, avec les pétroliers texans de droite et la John Birch Society. L'ASC était souvent opposé au relatif internationalisme du Conseil National de Sécurité du gouvernement.

Une thèse importante de ce chapitre et de cet ouvrage consiste à démontrer que, dans les milieux méconnus et pratiquement non régulés du supramonde et de l'État profond, nous pouvons observer non seulement leur influence prédominante, mais aussi leurs actes illégaux et antisociaux, voire meurtriers.

La longue histoire du supramonde de Wall Street

L'inclusion par Mike Lofgren de Wall Street dans sa définition de l'État profond renforce l'observation de Franklin Roosevelt, adressée en 1933 à son ami le colonel E.M. House : « la vérité (…) est, comme vous et moi le savons, qu'une composante financière s'est emparée du gouvernement depuis l'époque d'Andrew Jackson ».[19]

Cette confidence de Roosevelt trouve une bonne illustration dans l'efficacité avec laquelle un groupe de banquiers de Wall Street réussit à établir le système de la Réserve Fédérale, lors d'une réunion hautement secrète tenue en 1910 (Nelson Aldrich, le grand-père de Nelson Rockefeller, a participé à cette rencontre). Ce système permit de transférer la supervision de la masse monétaire et des institutions financières nationales aux banques les plus importantes, qui sont loin d'être impartiales.[20] En 2008, l'influence politique du quasi gouvernemental Conseil des gouverneurs de la Réserve Fédérale fut clairement démontrée. En effet, la Fed s'assura le soutien immédiat des administrations du Républicain Bush puis du Démocrate Obama pour que l'argent public sauve les banques de Wall Street jugées trop imposantes pour faire faillite (« *Too Big To Fail* ») mais pas pour être renflouées (« *Too Big To Bail* »), leurs responsables étant évidemment bien trop puissants pour être emprisonnés (« *Too Big To Jail* »).[21]

En 1946, le général Vandenberg, en sa qualité de directeur du *Central Intelligence Group* (DCI), recruta Allen Dulles « afin de rédiger des propositions sur la forme et l'organisation de ce qui allait devenir en 1947 l'Agence Centrale de Renseignement [CIA] ». Dulles, qui était alors un avocat républicain travaillant pour Sullivan & Cromwell à New York, forma rapidement une équipe consultative de six hommes – dont cinq étaient des banquiers d'investissement ou des avocats de Wall Street.[22] Plus tard, Dulles rejoignit l'Agence avec deux membres de cette équipe, William H. Jackson et Frank Wisner. À la CIA, il continua d'orchestrer des politiques clandestines – telles que le renversement du régime d'Arbenz au Guatemala – dont il avait auparavant discuté dans le cadre du Conseil des Relations Étrangères (le CFR, basé à New York).[23]

L'influence d'Allen Dulles en tant qu'avocat de Wall Street ou en tant que directeur de la CIA semblait quasiment identique. Bien qu'il n'ait officiellement rejoint l'Agence qu'en novembre 1950, il opérait

à Berlin avant le début du blocus de cette ville en 1948, « supervisant le déclenchement d'une vague de propagande antisoviétique à travers l'Europe ».[24] Au début de l'été 1948, il mit en place le Comité américain pour une Europe unie (ACUE pour *American Committee for a United Europe*), afin de soutenir ce qui allait devenir au début des années 1950 « la plus vaste opération de la CIA en Europe de l'Ouest ».[25]

L'État profond et le financement des opérations clandestines de la CIA

Wall Street a également inspiré la première opération clandestine de l'Agence dont l'objectif était de mobiliser « plus de 10 millions de dollars de fonds saisis à l'Axe afin d'influencer l'élection [italienne de 1948] ».[26] (Dans ce but, une collecte de fonds privés avait été initiée par l'élitiste Brook Club, situé à New York ; mais Allen Dulles, qui à cette époque était encore un avocat de Wall Street, persuada le gouvernement d'autoriser cette opération à travers le Conseil National de Sécurité et la CIA – Washington ayant d'abord privilégié une campagne de financement privé.)[27]

Frank Wisner, l'ami d'Allen Dulles, quitta alors Wall Street pour superviser le vaste programme d'opérations clandestines du Bureau de Coordination Politique nouvellement créé (OPC pour *Office of Policy Coordination*). Dulles, qui était encore avocat, défendit avec succès la reconstruction de l'Europe de l'Ouest avec ce qui allait devenir le plan Marshall.[28] Assisté par George Kennan et James Forrestal, Dulles « contribua [par ailleurs] à l'élaboration d'un avenant secret [au plan Marshall,] qui offrit à la CIA la capacité de mener une guerre politique. Il permit à l'Agence de puiser des millions de dollars dans ce plan ».[29]

Ce fut l'une des premières occasions où la CIA recruta, de manière directe ou non, des soutiens impliqués dans le trafic de drogue. L'organisateur du syndicat *American Federation of Labor* (AFL) Irving Brown – qui était l'assistant du responsable de l'AFL et collaborateur de la CIA Jay Lovestone – fut impliqué dans des activités de narcotrafic en Europe. Parallèlement, il utilisait des fonds détournés du plan Marshall pour mettre en place, « [avec Pierre Ferri-Pisani,] des syndicats de 'gauche compatible' à Marseille (…). Pour le compte de Brown et de la CIA, Ferri-Pisani – un trafiquant de drogue lié au parrain du crime marseillais Antoine Guérini – engagea des gros bras pour écraser la grève des dockers communistes de Marseille. »[30]

Une source comparable de financement pour les opérations de la CIA s'est également développée en Extrême-Orient. Il s'agit de ce que l'on appelait le

> « '*M-Fund*', un gigantesque fonds secret basé au Japon qui [en 1991] existait depuis plus de 40 ans. [Il] fut instauré par les États-Unis dans l'immédiat après-guerre, quasiment pour les mêmes raisons qui justifièrent le développement du plan Marshall d'aide américaine en faveur de l'Europe de l'Ouest – dont la République Fédérale d'Allemagne. (…) Le *M-Fund* fut utilisé non seulement pour construire un système politique démocratique au Japon, mais aussi pour chacun des objectifs justifiant l'usage des fonds du plan Marshall en Europe. »[31]

Pendant au moins deux décennies, la CIA finança sans compter des partis de droite dans des pays tels que le Japon et l'Indonésie, utilisant à nouveau des fonds saisis à l'Axe.[32] (Selon Chalmers Johnson, « le *M-Fund* (…) fut initialement créé à la suite de la vente de stocks militaires japonais de diamant, de platine, d'or et d'argent industriels pillés dans les pays occupés ».)[33]

En règle générale, au lieu d'intégrer ces financements à son propre budget, la CIA les a maintenus hors registres, sous le contrôle de pouvoirs alliés incluant d'autres agences états-uniennes, dont l'Administration de Coopération Économique (l'ECA, instituée en 1948 pour gérer le plan Marshall). Parmi ces collaborateurs occultes de l'Agence, nous pouvons également citer des compagnies pétrolières et de puissants barons de la drogue.[34]

La CIA n'a jamais abandonné sa dépendance à des fonds secrets pour mener ses opérations clandestines. En Asie du Sud-Est, son paravent Sea Supply Inc. servit d'infrastructure pour le trafic de drogue qui finançait la PARU, une force paramilitaire dirigée par la CIA.[35] L'Agence a également opéré en coordination avec des systèmes de caisses noires, instaurés à travers des contrats du gouvernement des États-Unis – dont ceux conclus avec l'organisation d'Howard Hughes, ou dans le cadre des exportations des entreprises de défense états-uniennes, telles que Lockheed et Northrop.[36]

Les commissions occultes de Lockheed et les clients de la CIA : les Pays-Bas, le Japon, l'Italie, l'Indonésie et l'Arabie saoudite

Tout au long des années 1950, les commissions occultes du *M-Fund* étaient gérées par Kodama Yoshio, qui était « probablement le principal partenaire de la CIA au Japon » ; parallèlement, « toutes les informations disponibles corroborent le fait que, après la fin de l'occupation, les gestionnaires américains de ce fonds venaient de la CIA ».[37] Par ailleurs, afin de garantir la signature de contrats d'armements, Kodama reçut et distribua plusieurs millions de la part de Lockheed, dont un certain pourcentage était reversé à des acteurs locaux. Au fil du temps, ils se sont avérés être eux aussi des associés de la CIA, à l'instar de Kodama.[38] L'Agence était au courant de cette opération, mais elle n'a jamais reconnu son implication dans celle-ci, même après qu'il eut été révélé que l'*US Air Force* jouait elle aussi un rôle dans ce programme de Lockheed – baptisé « opération *Buttercup* ».[39] Ce système de commissions occultes s'est développé dans le monde entier, et la CIA y fut impliquée dans au moins quatre autres États : les Pays-Bas, l'Italie, l'Indonésie et l'Arabie saoudite. (Constructeur de l'avion de reconnaissance U-2, Lockheed était un important contractant accrédité par la CIA.)[40]

Aux Pays-Bas, le bénéficiaire de ce système fut le prince Bernhard, qui était un proche ami des directeurs de la CIA Walter Bedell Smith et Allen Dulles. Il était également l'un des organisateurs du Groupe de Bilderberg, aux côtés de C.D. Jackson – un cadre de l'administration Eisenhower – et de Joseph Retinger, un membre de l'ACUE (une entité financée par la CIA).[41] En Italie, le versement des commissions était géré par un contact, « Antelope Cobbler », qui s'avéra être le Premier ministre italien du moment. Celui-ci était toujours issu de l'un des partis subventionnés par la CIA.[42]

Dans l'exemple instructif de l'Indonésie, les commissions versées par Lockheed furent redirigées vers un nouveau contrat signé avec l'entreprise d'August Munir Dasaad – malgré les objections des juristes de Lockheed. Depuis longtemps, Dasaad était l'intermédiaire local de cette firme.[43] Ce changement intervint six mois seulement après une décision secrète des États-Unis, qui consistait à autoriser le soutien clandestin de la CIA aux « 'individus et organisations préparés

à mener des actions déstabilisantes contre le PKI [le parti communiste indonésien].' Sur le long terme, cette opération impliquait d'identifier des 'éléments anti-régime' ainsi que d'autres dirigeants potentiels d'un régime post-Sukarno, et de garder un œil sur eux. »[44]

À partir de mai 1965, et bien qu'ayant été un partisan de longue date de Sukarno, Dasaad établissait déjà des relations avec son successeur potentiel, le général Suharto. Pour ce faire, il sollicita un proche, le général Alamsjah, qui connaissait Suharto et bénéficiait alors d'une commission de Lockheed.[45] Après le renversement de Sukarno, le général Alamsjah débloqua immédiatement d'importants fonds pour soutenir Suharto, gagnant ainsi la reconnaissance du nouveau Président indonésien.[46]

En juillet 1965, durant ce qui aurait été la pire époque dans les relations bilatérales entre les États-Unis et l'Indonésie, l'entreprise Rockwell-Standard avait obtenu un accord contractuel afin de livrer, dans les deux mois suivants, 200 avions légers de type *Aero Commanders* à l'armée indonésienne – et non à l'armée de l'Air. Encore une fois, l'intermédiaire chargé des commissions dans cet accord, qui s'appelait Bob Hasan (ou Hassan), était un associé politique de Suharto, dont il devint finalement un *cukong* – c'est-à-dire un partenaire en affaires. Plus précisément, Suharto et Bob Hasan mirent sur pied deux compagnies maritimes qui allaient être utilisées par *Diponegoro*, la division armée de la province de Java central. Depuis un certain temps, nous savons que la majorité des protagonistes des deux camps s'étant affrontés lors du drame du « Gestapu » en septembre 1965 provenait de cette division – c'est-à-dire à la fois les organisateurs de cette tentative de coup d'État et ceux qui l'avaient réprimée.[47]

Au même moment, la Stanvac – une joint-venture regroupant deux entreprises de la Standard Oil, devenues ensuite Exxon et Mobil – consolida ses investissements dans Permina, la compagnie pétrolière de l'armée dirigée par le général Ibnu Sutowo (qui devint ensuite un allié politique de Suharto). Alamsjah, soutenu par un pétrolier japonais bien introduit nommé Nishijima Shigetada, se serait ligué avec Ibnu Sutowo afin de comploter contre le Président Sukarno.[48] Après son renversement par le général Suharto, le magazine *Fortune* écrivit que « l'entreprise de Sutowo, qui est de taille encore modeste, joua un rôle clé dans le financement de ces opérations cruciales, et l'armée ne l'a jamais oublié ».[49]

Plus tard dans cet ouvrage, nous étudierons le cas particulier des commissions occultes de Lockheed en Arabie saoudite, qui furent bien plus importantes qu'au Japon. Je dois néanmoins souligner dès à présent le lien entre l'or noir du Moyen-Orient et les ventes d'armes. En effet, dans les années 1970, alors que les États-Unis augmentaient leurs importations de pétrole moyen-oriental, la pression sur leur balance des paiements fut compensée par une hausse de leurs exportations d'armements vers cette région. « Dans la période entre 1963 et 1974, la part des ventes d'armes vers le Moyen-Orient est passée de 10 à 36 % des importations globales d'armements, dont la moitié était fournie par les États-Unis. »[50]

Il en a résulté la création d'un triangle d'une importance vitale au cœur de l'État profond américain, grâce auquel les compagnies pétrolières rémunéraient l'Arabie saoudite pour son or noir, ce pays achetant alors des avions et des armes à l'industrie de défense états-unienne. Ainsi, comme nous le verrons dans le chapitre 9, les gigantesques contrats d'armements qui en résultaient ont financé des opérations clandestines hors registres, telles que l'Iran-Contra.

L'Iran en 1953 : comment une opération du cartel pétrolier est devenue une mission de la CIA

Entre eux, les banquiers internationaux de Wall Street partageaient ouvertement la conviction de mieux savoir gérer le monde que Washington. Comme John Foster Dulles l'a écrit à un collègue britannique dans les années 1930,

> « [aux États-Unis], le terme 'cartel' est devenu le croquemitaine que les politiciens attaquent en permanence. La réalité est que ces politicards sont, pour la plupart, incroyablement bornés et nationalistes. Puisque, souffrant d'une telle influence, l'organisation politique du monde a été si arriérée, les hommes d'affaires devant affronter les problèmes internationaux avec réalisme ont dû trouver des moyens de dépasser ou de contourner ces barrières politiques idiotes. »[51]

Cette même mentalité explique pourquoi Allen Dulles, en tant qu'officier de l'OSS en 1945, désobéit aux ordres de Washington lui interdisant de négocier une reddition conditionnelle des forces allemandes en Italie avec le général SS Karl Wolff. Cet acte constitua une grave violation des accords de Yalta entre Roosevelt et Staline,

qui imposaient à l'Axe une capitulation sans conditions. De nombreux observateurs estiment qu'en agissant ainsi, Dulles a contribué à faire basculer le monde vers la guerre froide.[52] De plus, cette manœuvre explique pourquoi ce dernier, en tant que directeur de la CIA en 1957, contourna sans ménagement les réticences du Président Eisenhower à autoriser de plus fréquents survols de l'URSS par des avions de reconnaissance U-2. En effet, Dulles approuva un plan secret avec le MI6, selon lequel ces survols plus réguliers allaient en fait être autorisés par le Premier ministre britannique Harold Macmillan.[53]

Cet état d'esprit s'est manifesté en 1952, alors que le Département de la Justice du Président Truman cherchait à rompre les ententes cartellaires par lesquelles la Standard Oil of New Jersey – qui deviendra Exxon – et quatre autres majors contrôlaient l'approvisionnement global de pétrole. (Ces dernières étaient la Standard Oil Company of New York [la Socony, qui devint Mobil], la Standard Oil of California [aujourd'hui Chevron], la Gulf Oil et Texaco ; avec la Royal Dutch Shell et l'Anglo-Iranian Oil Company, ces compagnies formaient ce que l'on appelle le cartel des « Sept Sœurs », c'est-à-dire les « supermajors ».) En réponse à une injonction gouvernementale de transmettre des documents importants aux autorités, l'avocat d'Exxon Arthur Dean opposa un refus : « Si cette question ne relevait pas de la sécurité nationale, nous serions parfaitement enclins à risquer un procès pénal ou civil. Mais il s'agit là du genre de renseignements que le Kremlin adorerait obtenir. »[54] Arthur Dean travaillait alors pour Sullivan & Cromwell, dont John Foster Dulles était l'un des associés principaux.

À cette époque, le cartel pétrolier collaborait étroitement avec la major britannique Anglo-Iranian Oil Company (AIOC, qui deviendra BP). Leur objectif commun était d'empêcher la nationalisation de cette compagnie par le Premier ministre iranien Mossadegh. Ainsi, en mai 1951, ils instituèrent un boycott des exportations pétrolières iraniennes, qui fut couronné de succès : « En mai 1951, l'AIOC s'assura le soutien des autres majors pétrolières, qui avaient toutes les raisons du monde de décourager la nationalisation. (…) Aucune des grandes compagnies ne toucherait au pétrole iranien ; malgré un ou deux épisodes pittoresques, ce boycott a été une réussite. »[55]

Par conséquent, la production pétrolière iranienne déclina fortement, passant de 241 millions de barils en 1950 à 10,6 millions en 1952. « Cet objectif fut atteint en refusant à l'Iran la capacité d'exporter son pétrole brut. Parallèlement, les Sept Sœurs contrôlaient environ 99 % des tankers utilisés à travers le monde pour de telles exportations. Plus important encore, elles dominaient les marchés à travers lesquels ce pétrole était échangé. »[56] Cependant, malgré une incitation personnelle et directe de la part de Winston Churchill, le Président Truman refusa que la CIA participe aux manigances visant à renverser Mossadegh. Au contraire, il envoya Averell Harrimann comme émissaire à Téhéran, dans une vaine tentative de négocier un règlement pacifique des différends qui opposaient Mossadegh et Londres.[57]

Massivement soutenue par l'industrie pétrolière, l'élection de Dwight Eisenhower en novembre 1952 changea la donne, notamment parce qu'elle fut suivie de la nomination des frères Dulles à la tête du Département d'État et de la CIA. Ainsi, la plainte pénale du Département de la Justice contre le cartel pétrolier fut promptement remplacée par des poursuites civiles, dont les Sept Sœurs sortirent indemnes.[58]

> « Eisenhower, qui était un ami revendiqué de l'industrie pétrolière, transforma les poursuites pénales en une procédure civile. Il transféra également la responsabilité de ce dossier du Département de la Justice vers le Département d'État. Ce fut la première fois dans l'Histoire qu'une affaire antitrust était instruite par ce ministère. Sachant que le secrétaire d'État était John Foster Dulles, et que la défense du cartel pétrolier était assurée par l'ancien cabinet juridique [des frères] Dulles (Sullivan & Cromwell), l'affaire allait vite être enterrée. »[59]

Ensuite,

> « le contrôle du marché mondial par les principales majors resta effectif, à des degrés divers de réussite, jusqu'à l'embargo pétrolier de 1973-74. Nous avons pu constater que cette coopération n'était pas simplement tacite. En effet, les réglementations antitrust furent spécifiquement mises de côté entre 1950 et 1973, et ce à nombreuses reprises – ce qui permit aux majors pétrolières de négocier en tant que groupement avec différents pays moyen-orientaux et, après sa création [en 1960], avec l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP). »[60]

Toujours en novembre 1952, certains responsables de la CIA commencèrent à planifier l'engagement de l'Agence dans les manœuvres du MI6 et des compagnies pétrolières en Iran[61] – bien que sa célèbre opération *TP/AJAX* visant à renverser Mossadegh n'ait été approuvée par le Président Eisenhower que le 22 juillet 1953.[62]

Les événements de cette année-là ont renforcé le rôle du cartel pétrolier en tant qu'élément structurel de l'État profond américain, soutenu par ses puissantes connexions avec Wall Street et la CIA.[63] (Basé en Arabie saoudite, un autre élément de cet État profond fut l'Arabian-American Oil Company [ARAMCO], qui augmenta sa production entre 1951 et 1953 afin de compenser la perte du pétrole iranien engendrée par le boycott. Avant sa nationalisation complète en 1980, l'ARAMCO comptait parmi ses principaux conseillers des employés infiltrés de la CIA, comme William Eddy.)[64] Les cinq majors pétrolières états-uniennes furent également renforcées par le succès de l'opération *AJAX*, puisque l'Anglo-Iranian Oil Company – renommée BP en 1954 – fut alors contrainte de partager avec ces compagnies 40 % du pétrole produit par sa raffinerie iranienne.

La plupart des études récentes présentent le renversement de Mossadegh comme une opération clandestine des services de renseignement, le cartel pétrolier y jouant un rôle secondaire (du moins lorsqu'il est même seulement mentionné dans ces analyses). Cependant, la chronologie de ce changement de régime – et en particulier son approbation tardive par Eisenhower – suggère qu'en réalité, la CIA est intervenue sur le tard en 1953 afin de soutenir une opération du cartel pétrolier qui était déjà lancée, et non l'inverse. En termes de Politique profonde, le cartel pétrolier – c'est-à-dire l'État profond – initia en 1951 un processus que l'État public américain n'autorisera que deux ans plus tard. Cependant, puisqu'elle s'appuie exclusivement sur des sources primaires accessibles au public, il est inévitable que l'historiographie universitaire ou archivistique considère la tragédie de Mossadegh comme un simple « coup d'État de la CIA ».

Les victoires du cartel pétrolier entre 1952 et 1953 ont laissé un héritage qui ne s'est pas fait ressentir uniquement en Iran. En effet, comme nous le verrons, les majors pétrolières bénéficiaient dorénavant d'un blanc-seing pour agir avec la CIA afin de déstabiliser ou de renverser des gouvernements dans d'autres pays, comme l'Indonésie

Tiré du livre de Peter Dale SCOTT paru aux éditions Demi-Lune

en 1965. Plus tard dans ce chapitre, nous verrons comment les compagnies pétrolières, l'Arabie saoudite et d'anciens employés de la CIA ont collaboré afin de mettre un terme à la carrière présidentielle de Jimmy Carter, qui s'était attiré leur inimitié.

La CIA, Booz Allen Hamilton et le supramonde de Wall Street

Dans les années 1950, le Président Eisenhower consolida davantage le rôle du secteur privé dans le système de l'État profond, en décidant d'incorporer des chefs d'entreprises dans le processus ultrasecret de planification de la « Continuité du Gouvernement » (COG).[65] Ce fut un précédent à la nomination, par le Président Reagan, de Donald Rumsfeld et de Dick Cheney dans le programme de la COG. Ces responsabilités leur permettaient de planifier la suspension de la Constitution des États-Unis – y compris durant la présidence Clinton, lorsqu'ils n'exerçaient aucune fonction gouvernementale. En effet, comme nous le verrons dans le chapitre 3, ces deux hommes étaient PDG de multinationales dans les années 1990.

Néanmoins, le rôle du secteur privé dans le système de l'État profond est devenu bien plus important du fait de l'externalisation progressive des budgets gouvernementaux du Renseignement. En 2007, le journaliste Tim Shorrock a révélé qu'« environ 70 % des 60 milliards de dollars que l'État dépenserait chaque année dans (…) [ce domaine] » étaient dorénavant sous-traités à des contractants privés comme Booz, Allen & Hamilton (aujourd'hui rebaptisé Booz Allen Hamilton) et SAIC (Science Applications International Corporation).[66]

En réalité, la distinction entre « public » et « privé » s'amenuise davantage avec le système des « chaises musicales » mentionné précédemment. À travers celui-ci, de hauts responsables du Renseignement et les directeurs des firmes accréditées pour travailler dans ce secteur circulent librement. Par exemple, Mike McConnell, après avoir dirigé « la NSA sous Bush père et sous Clinton, rejoignit directement Booz Allen – l'une des plus grandes sociétés privées de renseignement aux États-Unis. Il fut ensuite nommé directeur du Renseignement national (DNI) sous George W. Bush, puis il est finalement retourné à Booz Allen, dont il est aujourd'hui le vice-président. » Les officiers des services secrets qui évoluent au cœur de l'État rédigent des contrats

non concurrentiels, favorisant ainsi les intérêts des entreprises privées susceptibles d'être leurs anciens ou leurs futurs employeurs.[67] Et au fil du temps, ce système de « pantouflage » a aussi encouragé des échanges de personnel entre Booz Allen et les multinationales pétrolières bénéficiant des services de cette entreprise.

En 2008, Booz, Allen & Hamilton s'est divisée en deux entités distinctes : Booz Allen Hamilton, qui s'est concentrée sur les affaires avec le gouvernement des États-Unis, et Booz & Company. Appelée aujourd'hui Strategy&, cette entreprise basée à New York a récupéré le portefeuille commercial et international de la firme originelle. Aujourd'hui, l'actionnaire majoritaire de Booz Allen Hamilton est le Groupe Carlyle, un fonds d'investissement privé connu pour ses liens avec des personnalités politiques de premier plan, telles que les deux Présidents Bush.[68]

Dans son analyse, Mike Lofgren souligne l'importance de Booz Allen Hamilton au sein de l'État profond, sachant que 99 % des affaires de cette entreprise dépendent du gouvernement des États-Unis.[69] Dans les médias, cette firme a été assimilée à la NSA depuis que son employé Edward Snowden s'est exilé avec de nombreuses archives de cette agence. Par ailleurs, Booz Allen Hamilton joue un rôle important dans le domaine lucratif des contrats passés dans le cadre de la « Continuité du Gouvernement » (COG) et de la « Continuité des Opérations » (COOP).[70]

Néanmoins, cette entreprise – qui fait partie des plus anciens et des plus importants « contractants accrédités » aux États-Unis – a été étroitement impliquée dans les opérations clandestines de la CIA depuis qu'Allen Dulles fut nommé directeur de l'Agence en 1953.[71] Cette même année, Booz Allen commença « à prendre en charge de nombreuses missions à l'étranger (…) : un système de registres de propriétés foncières aux Philippines, une restructuration des opérations de douanes et des industries textiles en Égypte, ainsi qu'un ouvrage pour la Compagnie nationale iranienne du pétrole ».[72] Ces trois missions coïncidaient avec des opérations clandestines de la CIA en 1953, dont le programme de redistribution foncière promu par Edward Lansdale afin de combattre l'insurrection des Huks aux Philippines, ainsi que l'opération *TP/AJAX* de la CIA qui, avec le MI6 britannique, souhaitait empêcher la nationalisation de l'AIOC en Iran.[73]

Cependant, l'Égypte pourrait être le pays où la CIA et Booz Allen ont le plus étroitement collaboré. En mars 1953, Miles Copeland, qui avait démissionné de la CIA pour rejoindre cette firme, « retourna au Caire pour mener ce qui était, selon toute vraisemblance, une mission commune de la CIA et de BA&H ».[74] En plus d'offrir des conseils de gestion au gouvernement égyptien ainsi qu'à une usine de textile privée, Copeland assista Nasser dans la mise en place de son service de renseignement – le *Mukhabarat*. Il devint très vite « son plus proche conseiller occidental » et son principal canal de dialogue avec le gouvernement des États-Unis – occupant alors une place plus importante que l'ambassadeur local ou le chef de station de la CIA.[75]

Le rôle de Miles Copeland auprès de Nasser n'en fit pas un *inspirateur* de la politique états-unienne. En effet, son tropisme nassériste fut largement subordonné à l'anti-nassérisme pro-britannique des frères Dulles. Néanmoins, il permit d'établir un lien entre Copeland et la Maison Blanche d'Eisenhower. En 1967, alors que Richard Nixon se préparait à l'élection présidentielle, Miles Copeland prit des congés exceptionnels de Booz Allen pour devenir un consultant prestigieux des majors pétrolières, qui le rémunéraient généreusement.

La CIA, Miles Copeland et Adnan Khashoggi

En 1966, alors qu'il avait officiellement quitté Booz Allen, Miles Copeland établit une relation d'étroite proximité avec Adnan Khashoggi. Ce dernier était un jeune Saoudien qui devint alors le « principal agent étranger » des États-Unis. Parallèlement, Khashoggi s'enrichissait à outrance grâce aux commissions que Lockheed, Northrop et d'autres entreprises de défense lui versaient dans le cadre des ventes d'armements à l'Arabie saoudite.[76] (« Pour vous donner une idée de l'ampleur de ce business, [Lockheed] reconnut (…) avoir versé 106 millions de dollars de commissions à Adnan Khashoggi entre 1970 et 1975, soit plus de 10 fois le montant total des versements perçus par le second intermédiaire important [de cette entreprise], le Japonais [Kodama Yoshio]. »)[77]

Selon le récit publié par Copeland en 1989, sa rencontre avec Khashoggi les « plaça tous deux dans une matrice 'Miles-et-Adnan', qui initia plus de 20 années d'affaires, de fêtes, et d'une forme très particulière d'action politique ».[78] Copeland ajouta qu'« Adnan et [lui]

avaient été invités séparément par [leurs] amis respectifs à Langley [c'est-à-dire à la CIA] pour (…) avoir un échange de points de vue officiel [sic], confidentiel sur la crise émergente au Moyen-Orient. Le but était d'en déduire des recommandations pertinentes, que les ternes bureaucrates auraient souhaité élaborer – à défaut d'en être capables. »[79]

Copeland s'envola presqu'immédiatement pour Le Caire, où il s'immergea dans une série de vaines rencontres de haut niveau afin d'empêcher ce qui allait rapidement dégénérer en conflit armé, c'est-à-dire la guerre des Six Jours de 1967 entre l'Égypte et Israël. D'après lui, bien qu'elle ait échoué, sa mission donna une « incroyable impulsion » à sa réputation, lui permettant « d'accélérer sa tentative (…) déjà lancée de mettre en place une 'CIA privée', en nouant des accords confidentiels avec les cadres politiquement habiles des entreprises clientes ».[80]

Les fanfaronnades de Miles Copeland sont sujettes à caution, et un certain nombre d'auteurs crédibles ont décrit ses livres comme étant « peu fiables ».[81] Toutefois, en tant que témoin direct, Larry Kolb confirma le fait que Copeland était proche de Khashoggi, et que ces deux hommes « avaient écrit un livre blanc, [proposant] que (…) les pays riches, incluant non seulement les États-Unis mais aussi les pétromonarchies arabes, devraient mettre en œuvre un 'plan Marshall' pour tous les pays nécessiteux du Moyen-Orient, dont Israël ». Réécrit avec l'aide de Kolb, après consultation de la Maison Blanche, ce plan devait être soutenu par un « Fonds pour la Paix au Moyen-Orient », pour lequel « Adnan [Khashoggi] promettait d'investir 100 millions de dollars de sa fortune personnelle ».[82]

Ce projet échoua, en partie à cause des réticences moyen-orientales à des solutions négociées, mais également parce qu'Adnan Khashoggi, à partir des années 1980, n'était plus aussi riche et influent qu'autrefois. À la fin des années 1970, sa fonction d'agent d'influence au Moyen-Orient et ailleurs avait été brusquement restreinte. En effet, avec le *Corrupt Federal Practices Act* de 1978, les États-Unis avaient interdit à leurs entreprises d'effectuer des paiements directs à des étrangers. Désormais, les pots-de-vin et les faveurs sexuelles consentis à des politiciens clientélistes passaient non plus par Khashoggi,

Tiré du livre de Peter Dale SCOTT paru aux éditions Demi-Lune

mais par la nouvelle banque qu'il utilisait – la BCCI (Bank of Credit and Commerce International), elle aussi liée à la CIA.[83] Parmi les principaux actionnaires de cette banque, nous pouvons citer Kamal Adham, alors directeur des renseignements saoudiens, un ami et partenaire en affaires d'Adnan Khashoggi. Selon le rapport du Sénat sur la BCCI, il était également « l'ancien contact principal de la CIA dans le Moyen-Orient arabe ».[84]

Le récit de cette tentative avortée de mise en place d'un « Fonds pour la Paix au Moyen-Orient » nous permet d'en tirer deux principaux enseignements. Le premier est le fait qu'Adnan Khashoggi, comme la BCCI après lui, intéressait Washington car il disposait d'importantes ressources financières et d'une capacité de négocier à la fois avec Israël et avec les pays arabes ; le second enseignement est le fait que Miles Copeland, soutenu par ce qu'il a appelé sa « CIA privée »,[85] bénéficiait d'une influence décisive en tant que principal conseiller de Khashoggi, alors qu'il était encore en congés exceptionnels de Booz Allen Hamilton.

Adnan Khashoggi, l'associé de la CIA Edward K. Moss et la corruption politique

Les réseaux politiques de Copeland et les millions de Khashoggi leur ont permis de nouer une alliance puissante et influente. D'ailleurs, il se pourrait que Copeland soit à l'origine du choix bien inspiré d'Adnan Khashoggi de travailler avec Edward K. Moss. Plutôt méconnu, cet homme lié à la CIA avait été embauché comme agent des relations publiques de Khashoggi à Washington.[86]

En novembre 1962, dans le cadre de sa planification visant à renverser Fidel Castro, la CIA décida d'utiliser Edward K. Moss par l'intermédiaire du Groupe d'action politique du secteur « Action clandestine » de l'Agence.[87] Cette décision fut prise plus d'un an après que le FBI eut informé la CIA que la maîtresse de Moss, nommée Julia Cellini, et son frère Dino étaient soupçonnés de proxénétisme. De plus, « les frères Cellini [avaient] depuis longtemps été impliqués dans le trafic de drogue et de prostituées à Cuba ».[88]

Ce rapport du FBI suggère un important intérêt commun entre Moss et Khashoggi : la corruption sexuelle. Tout comme son oncle Youssef Yassine procurait des femmes au roi Abdelaziz, il se disait à l'époque que Khashoggi lui-même « utilisait le sexe pour obtenir le soutien de dirigeants états-uniens ». Les factures pour la proxénète qui alimentait en femmes son yacht en mer Méditerranée s'élevèrent à des centaines de milliers de dollars.[89] Khashoggi prit l'habitude d'offrir à la fois de l'argent et des femmes à ceux qu'il souhaitait influencer.[90]

Bien entendu, aux États-Unis, la CIA avait l'interdiction d'utiliser ainsi les faveurs sexuelles et l'argent, ou de corrompre des politiciens de droite comme elle le faisait de par le monde. Néanmoins, Adnan Khashoggi n'était pas soumis à ces interdictions. Selon Anthony Summers,

> « Khashoggi avait courtisé Richard Nixon en 1967, en mettant un avion à sa disposition pour qu'il parcoure le Moyen-Orient après la guerre des Six Jours. Peu après, il ouvrit un compte par procuration dans la banque de [Bebe] Rebozo en Floride, [ce dernier étant le proche confident de Nixon]. Comme il l'expliquera aux procureurs du Watergate, il agit ainsi car il espérait s''attirer les faveurs de Rebozo'. Son but était de s'assurer un accès privilégié à l'homme qui pourrait devenir Président, et également de décrocher des contrats. »[91]

Khashoggi était en fait un « intermédiaire » – c'est-à-dire un représentant – dans un certain nombre d'opérations interdites à la CIA et aux entreprises avec qui elle collaborait. La firme Lockheed, quant à elle, était ostensiblement absente de la liste des contractants de la Défense ayant contribué illégalement à la campagne électorale de Nixon de 1972. Néanmoins, il n'existait aucune loi interdisant à Khashoggi, son représentant officiel, de faire transiter 200 millions de dollars à travers la banque de Bebe Rebozo, un ami de Richard Nixon.[92] (Adnan Khashoggi a déclaré à Pierre Salinger qu'il avait fait un don d'un million de dollars au Président Nixon en 1972 – ce qui corrobore une accusation récurrente, selon laquelle Khashoggi aurait « oublié » sa mallette à la Maison Blanche californienne à San Clemente.)[93]

Bien évidemment, Adnan Khashoggi n'est pas à l'origine d'une telle corruption dans le système politique états-unien ; il a simplement rejoint un milieu dans lequel les entreprises de défense avaient, pendant des années, utilisé l'argent et les prostituées à Washington et à Las Vegas afin de décrocher des contrats d'armements.[94] Une

figure clé de ce système était le multimilliardaire Howard Hughes, avec lequel Khashoggi allait bientôt collaborer dans le cadre d'investissements internationaux. (Après qu'un enquêteur du Sénat s'intéressant à Khashoggi se fut installé au Sands Hotel de Las Vegas – un établissement dont Hughes était le propriétaire – une blonde entra à l'improviste dans sa chambre et lui glissa : « Je suis là pour ton plaisir ».)[95]

Il faut souligner que les réseaux de corruption et les cibles de Khashoggi coïncidaient avec ceux d'autres individus liés à la CIA. En 1972, un employé du casino de Paradise Island aurait secrètement transmis à Nixon et à son ami Bebe Rebozo des fonds provenant de cet établissement. Cet employé était Seymour (Sy) Alter, à la fois « un ami de Nixon et de Rebozo depuis 1962 » et un associé d'Eddie Cellini, le 'beau-frère' d'Edward Moss et le gérant du casino de Paradise Island.[96] Les fonds provenaient de la Paradise Island Bridge Company, partiellement détenue par un employé de Benguet International – une entreprise représentée aux États-Unis par l'officier de la CIA Paul Helliwell.[97] Il est possible que Nixon lui-même ait eu un intérêt occulte dans la Paradise Island Bridge Company. Cette hypothèse pourrait expliquer une révélation de l'opération *Tradewinds*, selon laquelle un certain « Richard M. Nixon » (sans autres précisions) possédait un compte à la Castle Bank de Paul Helliwell.[98] Pendant des décennies, des cadres de Booz Allen Hamilton ont fait partie du cercle très restreint des propriétaires de la lucrative Paradise Island Bridge Company. (Récemment, Robert Riegle, l'ancien vice-président de Booz Allen, a été un associé gérant de cette entreprise.)[99]

Deux éléments factuels démontrent un intérêt de l'État profond dans ce qui, en d'autres circonstances, aurait pu ressembler à de banales affaires de corruption. Le premier est le fait que Paul Helliwell ait créé deux entreprises pour le compte de la CIA – CAT Inc. à Taïwan, qui devint plus tard Air America, et SEA Supply Inc. à Bangkok. Ces firmes ont servi d'infrastructure pour les opérations clandestines que la CIA menait en Asie du Sud-Est avec des armées de soutien narcotrafiquantes.[100] Le deuxième élément est le fait que l'associé bancaire de Paul Helliwell, nommé E.P. Barry, avait été le chef du service de contre-espionnage de l'OSS à Vienne (le X-2), qui supervisa la récupération de l'or des SS dans le cadre de l'opération *Safehaven*.[101] Dans *La Machine de guerre américaine*, j'ai rapporté les accusations visant

William Donovan et Allen Dulles. En effet, entre la fermeture de l'OSS en 1945 et la création de la CIA en 1947, ces derniers auraient utilisé une firme privée, la World Commerce Corporation, pour mettre en place la connexion narcotique de Bangkok grâce à de l'or confisqué aux SS.[102]

Moss, Khashoggi, le Safari Club et le supramonde international

Le pouvoir exercé par Moss et Khashoggi ne se limitait pas au fait que ce dernier avait accès à une abondance de fonds et de prostituées. Dans les années 1970, Moss était le président du Safari Club au Kenya, où il invita Khashoggi en tant que propriétaire majoritaire.[103] Cette résidence élitiste fut le premier lieu de rencontre d'une alliance homonyme, nouée par des agences de renseignement qui souhaitaient compenser le repli de la CIA.[104] En effet, à la suite de l'élection du Président Carter et des réformes post-Watergate du sénateur Frank Church, l'Agence était affectée par des restrictions légales et budgétaires.

Comme le prince Turki ben Fayçal, autrefois chef des services de renseignement saoudiens, l'a déclaré aux anciens élèves de l'Université de Georgetown,

> « en 1976, à la suite du scandale du Watergate dans ce pays, votre communauté du Renseignement était littéralement ligotée par le Congrès. Elle ne pouvait plus rien faire. Elle ne pouvait pas envoyer d'espions, ni écrire de rapports, ni utiliser de l'argent. Afin de compenser cela, un groupe de pays se réunirent dans l'espoir de combattre le communisme, et mirent en place ce qui fut appelé le Safari Club. Celui-ci incluait la France, l'Égypte, l'Arabie saoudite, le Maroc et l'Iran. »[105]

Ces remarques sans ambages du prince Turki ont clairement démontré que le Safari Club, opérant au niveau de l'État profond, fut expressément mis en place afin de contourner les restrictions imposées par les décisions de l'État public à Washington. Bien que le prince Turki ait évoqué le fait de neutraliser les législations du Congrès par l'intermédiaire du Safari Club, cette alliance permit également d'aller à l'encontre de la volonté explicite du Président Carter.

Bien entendu, il ne faut pas confondre la propriété kenyane de Khashoggi et de Moss avec l'opération de renseignement du même nom. Néanmoins, il serait également trompeur d'établir une distinc-

tion stricte entre les deux Safari Club. En effet, il s'avère qu'Adnan Khashoggi faisait partie du milieu supranational des services secrets.

Par ailleurs, après avoir été quelque peu réduites par les réformes post-Watergate du sénateur Church, les activités de corruption par le sexe et l'argent de Khashoggi ont été reprises par la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) – une banque dont l'un des propriétaires était Kamal Adham, le chef des services saoudiens et financeur du Safari Club, également ami et partenaire en affaires d'Adnan Khashoggi.[106]

L'État profond, le Safari Club et la BCCI

Selon le récit habituel des origines du Safari Club, ce groupe était une

> « trouvaille du comte Alexandre de Marenches, l'élégant et moustachu directeur de la CIA française, le SDECE (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage). (…) Inquiet des avancées soviétiques et cubaines dans l'Afrique postcoloniale, et de la paralysie des États-Unis en matière d'action clandestine au lendemain du Watergate, le flegmatique de Marenches avait sollicité le père du prince Turki, le roi Fayçal, pour lui faire une proposition. (…) [À partir de 1979,] afin qu'il s'éloigne de l'emprise soviétique, le Président somalien Siyaad Barre avait été acheté en recevant pour 75 millions de dollars d'armes égyptiennes (financées […] par l'Arabie saoudite). »[107]

À la même époque, de Marenches était également membre du Cercle Pinay, « un groupe international de propagande de droite, [regroupant] des officiers des services secrets actifs ou retraités et des politiciens liés aux factions droitières des renseignements de la plupart des pays européens ».[108]

Cependant, Mahmood Mamdani – un auteur bien informé – perçoit le Safari Club comme une conséquence de la recherche, par Washington, de nouveaux soutiens extérieurs après la débâcle de l'intervention conjointe des États-Unis et de l'Afrique du Sud en Angola, au milieu des années 1970 :

> « Peu importe sa puissance militaire et son importance géopolitique, l'Afrique du Sud de l'Apartheid s'avéra être un véritable boulet politique. Cette prise de conscience ne fit que complexifier davantage la recherche de soutiens extérieurs. Le premier résultat positif de celle-ci fut une alliance régionale appelée le Safari Club, qui avait été mise en place avec la bénédiction d'Henry Kissinger. »[109]

Le fait qu'Henry Kissinger soit encore secrétaire d'État lors de la création du Safari Club semble indiquer que cette opération avait été autorisée au plus haut niveau. Il en va de même concernant les premiers succès du Club cités par Mamdani, en particulier lorsqu'il

> « contribua à provoquer le rapprochement historique entre deux alliés stratégiques des États-Unis, c'est-à-dire l'Égypte et Israël – jetant ainsi les bases de la visite révolutionnaire d'Anouar el-Sadate à Jérusalem en novembre 1977. Cette rencontre avait été initialement proposée par le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin dans une lettre au Président Sadate, transmise à ce dernier par le représentant marocain du Safari Club. »[110]

Mais selon Joseph Trento, après l'élection de Jimmy Carter, le Safari Club s'est ligué avec Richard Helms et Theodore Shackley contre les politiques présidentielles trop restrictives en matière de Renseignement. Toujours d'après Trento, le renvoi du chef du contre-espionnage de la CIA James Angleton par William Colby en 1974 a été,

> « en plus du Watergate, [l'événement] qui incita le Safari Club à collaborer en dehors de la supervision du Congrès et de l'Agence avec [l'ancien directeur de la CIA, alors ambassadeur des États-Unis en Iran Richard] Helms, ainsi qu'avec ses hommes les plus loyaux. Avant de mourir, James Angleton déclara que 'Colby [avait] détruit le contre-espionnage. Toutefois, puisque Shackley et Helms considéraient que ce dernier avait trahi la CIA auprès du Congrès, ils commencèrent naturellement à travailler avec des éléments extérieurs à l'État, tels que Kamal Adham et l'Arabie saoudite. La CIA traditionnelle à laquelle se référait le Président n'était plus qu'un navire abandonné disposant tout juste de quelques capacités techniques.' »[111]

Trento ajouta que « le Safari Club avait besoin d'un réseau de banques pour financer ses opérations de renseignement. (…) Avec la bénédiction officielle du directeur de la CIA George Bush [père], [Kamal] Adham transforma (…) la Bank of Credit and Commerce International (BCCI) en une blanchisserie internationale d'argent sale. »[112] Kevin Phillips est d'accord sur le fait qu'à cette époque, « Bush [père] pérennisa de solides relations avec les services secrets de l'Arabie saoudite et de l'Iran. Il collabora étroitement avec Kamal Adham, qui [était alors] le chef des renseignements saoudiens, le beau-frère du roi Fayçal et l'un des premiers initiés de la BCCI. »[113]

Joseph Trento accusa également le Safari Club d'avoir travaillé avec quelques-uns des membres les plus sulfureux de la CIA, après

leur éviction de l'Agence par leur directeur Stansfield Turner. Ainsi, toujours selon Trento, leurs actions communes auraient été coordonnées par celui qui était certainement le plus controversé d'entre eux : Theodore Shackley.

> « Shackley, qui avait encore pour ambition de diriger la CIA, pensait qu'en l'absence de ses multiples ressources et agents comme [Edwin] Wilson, le Safari Club serait inefficace. Celui-ci opérait alors avec [l'ancien directeur de la CIA Richard] Helms, à l'époque en fonction à Téhéran. (…) À moins que Shackley n'intervienne lui-même pour finaliser rapidement la privatisation des opérations de renseignement, le Safari Club n'aurait eu aucun accès aux ressources [de la CIA]. La solution : créer un réseau de renseignement totalement privé, qui aurait collaboré avec des soutiens de l'Agence jusqu'à ce que le Président Carter puisse être remplacé. »[114]

Les supermajors, l'Arabie saoudite, le Safari Club et la défaite du Président Carter en 1980

Durant la campagne présidentielle de 1980, chaque parti s'est accusé mutuellement de fomenter une « Surprise d'octobre » afin de faire élire son propre candidat. À l'automne 1980, dans le *Washington Post*, Jack Anderson accusa l'administration Carter de préparer une opération militaire décisive afin de secourir les otages états-uniens à Téhéran – ce qui était censé faciliter la réélection de Carter.[115] D'autres journalistes, dont Robert Parry, accusèrent ensuite les vétérans de la CIA dans l'équipe de campagne de Reagan de préparer, avec l'aide extérieure de Theodore Shackley, un complot relevant potentiellement de la haute trahison. Ce plan, qui fut couronné de succès, consistait à obtenir des Iraniens qu'ils repoussent le retour de nos otages jusqu'à la prise de fonctions de Reagan en janvier 1981.[116]

Selon Robert Parry, Alexandre de Marenches, – le fondateur du Safari Club et un membre important du Cercle Pinay – organisa des rencontres entre le directeur de la CIA William Casey* et des émissaires iraniens et israéliens à Paris en juillet puis en octobre 1980. À ces occasions, Casey promit à l'Iran de lui livrer du matériel militaire crucial de fabrication états-unienne, en échange d'un décalage de la libération des otages retenus à Téhéran.[117] Ces rencontres eurent lieu après une réunion du Cercle Pinay en juin 1980, durant laquelle

* NdT : Casey était un chevalier de l'Ordre de Malte, tout comme de Marenches.

« l'attention était focalisée sur l'élection présidentielle aux États-Unis, qui allait porter Ronald Reagan au pouvoir ».[118] Robert Parry suspecte également le rôle de la BCCI, à la fois dans le financement des dessous de table versés dans le cadre de cet accord secret et dans les livraisons correspondantes d'armements israéliens à l'Iran. Nous étudierons plus en détail les accusations de Parry dans le chapitre 7.

Il existe une explication plus courante à la défaite de Carter en 1980. Il s'agit du deuxième choc pétrolier de 1979-1980, durant lequel une grave pénurie d'essence conduisit à la fois à une soudaine augmentation des prix et à de longues files d'attentes devant les stations-service. Les experts de l'establishment ont coutume d'attribuer la responsabilité de ces pénuries aux bouleversements politiques en Iran, qui auraient débouché sur une « interruption [des exportations de] pétrole iranien ».[119]

Cependant, une analyse détaillée de l'industrie pétrolière des États-Unis par Robert Sherrill démontre que les supermajors de ce pays, et non l'agitation politique en Iran, étaient les premières responsables de cette interruption :

> « Les compagnies états-uniennes suivaient leur propre stratégie. (…) Alors qu'en janvier et en février [1979], durant [la chute du Shah d'Iran], les États-Unis importaient plus de pétrole qu'à la même période en 1978, les principales entreprises importatrices affirmèrent que la « pénurie » iranienne (…) était une réalité. Ce fut l'excuse invoquée pour justifier une réduction drastique de la quantité d'essence livrée à leurs distributeurs. (…) Une étude de la CIA a démontré que, durant les cinq premiers mois de l'année [1979], alors que l'administration [Carter] déplorait la pénurie d'essence qui nous frappait, les compagnies états-uniennes ont exporté plus de pétrole qu'en 1977 et en 1978, qui furent pourtant des années excédentaires. »[120]

Il s'agit seulement de l'un des exemples de Robert Sherrill illustrant les conséquences – pour notre pays – de l'émancipation des majors pétrolières en 1953, lorsqu'elles ont été libérées des restrictions imposées par les lois antitrust. Mais dans le cas présent, leur manipulation des prix du pétrole aux États-Unis, ajoutée à l'échec de l'administration Carter dans le rapatriement des otages, a provoqué la première défaite d'un Président aspirant à sa réélection depuis celle d'Herbert Hoover en 1932.

Le rôle discret de l'Arabie saoudite dans l'aggravation de la crise pétrolière de 1979 n'est mentionné ni par les journalistes grand public, ni par Robert Sherrill :

> « Les Saoudiens avaient réduit leur production d'environ un million de barils par jour, atteignant ainsi 9,5 millions de barils au début de l'année [1979]. Et en avril [de cette même année], ils réduisirent à nouveau leur production à 8,5 millions de barils. À cette époque, les Saoudiens étaient en capacité d'en produire quotidiennement 12 millions. »[121]

La manipulation des prix du pétrole par les autorités saoudiennes reflétait leur profond mécontentement à la suite des accords de Camp David de 1978, qui ne remettaient pas en cause le contrôle israélien sur Jérusalem.[122] Néanmoins, ce qui nous intéresse dans ce chapitre est le fait que la stratégie des supermajors états-uniennes en 1979 était alignée sur celle de leurs alliés au sein de l'État profond, c'est-à-dire le gouvernement saoudien et le Safari Club. Or, cette alliance porta gravement préjudice aux États-uniens et à leurs autorités légitimes, une administration Carter sous pression.

Le choc pétrolier et la pénurie d'essence manigancés par les supermajors en 1979, puis la Surprise d'octobre de l'année suivante, furent les principaux facteurs ayant rendu possible la Révolution Reagan. Celle-ci déboucha ensuite sur une nouvelle phase du programme de la « Continuité du Gouvernement » (COG), développé dans le plus grand des secrets par un nombre restreint de planificateurs – au premier rang desquels figuraient Donald Rumsfeld et Dick Cheney. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ces plans de la COG ont été finalement mis en œuvre le 11 septembre 2001.

L'État profond et la dissimulation autour de la BCCI

Il ne fait aucun doute que, tout au long des années 1980, l'État profond américain à Washington a été impliqué dans des activités compromettantes avec la BCCI, et qu'il a protégé cette banque. Devant une commission du Sénat, le directeur adjoint de la CIA Richard Kerr a reconnu « que l'Agence avait également utilisé la BCCI pour certaines opérations de collecte de renseignements ».[123] Une enquête du Congrès démontrera plus tard que – pendant plus de dix ans avant

sa liquidation en juillet 1991 – le FBI, la DEA, la CIA, les Douanes et le Département de la Justice n'ont pas agi contre la BCCI, malgré des centaines d'informations sur ses activités illégales à travers le monde.[124]

L'attitude des banques de Wall Street à l'égard d'une BCCI réputée malfaisante a été bien plus obscure. Néanmoins, le rapport du Sénat sur cet organisme accusa la Banque d'Angleterre d'avoir « dissimulé au public des informations sur les activités frauduleuses de la BCCI pendant les 15 mois précédant [sa] fermeture (…) ».[125]

Évidemment, l'envergure et l'influence de la BCCI reflétaient les bouleversements dans la superstructure financière globale depuis les deux chocs pétroliers des années 1970. Une étude récente de la concentration dangereusement instable de la propriété à travers le monde fit ressortir seulement quatre institutions financières de Wall Street dans les 20 premières : JPMorgan Chase & Co, le Goldman Sachs Group, la Bank of New York Mellon Corp et Merrill Lynch.[126] Parmi elles, la Bank of New York, qui est lourdement impliquée dans le pillage de la Russie au cours des années 1990, se lia avec la BCCI par le biais des activités bancaires suisses du financier international Bruce Rappaport, « soupçonné de liens avec les services secrets des États-Unis et d'Israël ». (Alfred Hartmann, un membre du conseil d'administration de la BCCI, était à la fois le vice-président de la banque suisse de Rappaport, appelée la Bank of New York Inter Maritime. Il était également le directeur de la filiale suisse de la BCCI, la Banque de Commerce et de Placements.[127] Quant au mystérieux E.P. Barry, il était aussi un important actionnaire de l'Inter Maritime Bank de Rappaport. À l'origine, Barry était un vétéran de l'OSS qui, avant de devenir l'associé bancaire de l'officier de la CIA Paul Helliwell, avait supervisé la récupération de l'or des SS durant l'opération *Safehaven*.).[128]

La liquidation de la BCCI en 1991 n'a pas permis de stopper cette corruption endémique générée par l'argent saoudien aux États-Unis ou dans d'autres pays. Dans les années 1980, après qu'un important projet de vente d'armements se fut heurté à l'opposition farouche du lobby israélien au Congrès, l'Arabie saoudite négocia un contrat à long terme de plusieurs milliards de livres sterling avec le Royaume-Uni : l'accord al-Yamamah. Il s'est avéré bien plus tard que les surfactura-

tions des armements acquis avaient été absorbées dans une importante caisse noire, qui était utilisée pour distribuer des pots-de-vin politiques – incluant « des centaines de millions de livres versées au prince Bandar ben Sultan, alors ambassadeur saoudien aux États-Unis ».[129] Selon l'historien Robert Lacey, les versements d'argent au prince Bandar auraient totalisé un milliard de livres sur plus d'une décennie, dont « une mallette contenant plus de 10 millions de dollars ». Celle-ci fut ensuite transmise, via un prêtre du Vatican, au Parti Démocrate-Chrétien italien, depuis longtemps subventionné par la CIA.[130] Tout cet argent transita par un compte de l'ambassade d'Arabie saoudite à la Riggs Bank, située à Washington ; l'utilisation de cette banque par l'ambassade saoudienne remontait au milieu des années 1970 lorsque, selon Joseph Trento, « la famille royale saoudienne avait pris le contrôle du financement du Renseignement pour les États-Unis ».[131]

Comme nous l'avons vu précédemment, peu après sa création, la CIA a « blanchi plus de 10 millions de dollars de fonds saisis à l'Axe afin d'influencer l'élection [italienne de 1948] ».[132] Manifestement, ces pratiques ont survécu aux efforts judiciaires et parlementaires d'y mettre un terme.

Conclusion : un État profond supranational

Le milieu complexe de Khashoggi, de la BCCI et du Safari Club peut être considéré comme un élément d'un État profond supranational, dont les liens organiques avec la CIA auraient pu contribuer à le renforcer. Quoi qu'il en soit, il est clair que les décisions prises à ce niveau par le Safari Club et la BCCI ne furent en aucun cas déterminées par la volonté politique du pouvoir *élu* siégeant à Washington. Au contraire, les remarques décomplexées du prince Turki ont révélé que le Safari Club – avec l'aide présumée de deux anciens directeurs de la CIA (George Bush père et Richard Helms) – fut expressément mis en place afin de contourner les restrictions imposées par les décisions de l'État public.

L'ancien Premier ministre et Président turc Süleyman Demirel a déclaré que l'État profond turc était le véritable État, et que l'État public était en fait « de trop » – alors qu'il « devrait être le véritable

État ».[133] Une meilleure compréhension de l'État profond américain est plus que jamais nécessaire, si nous voulons l'empêcher d'assumer perpétuellement ce même rôle. En effet, comme je vais l'expliquer dans le chapitre suivant, l'hégémonie de cet État profond s'est imposée depuis le 11-Septembre, grâce à l'instauration des mesures de la COG le matin des attentats – ces dispositions de crise ayant supplanté la Constitution des États-Unis.

Annexes

23. Voir Scott, « Atrocity and its Discontents: U.S. Double-Mindedness About Massacre », sous la direction d'Adam Jones, *Genocide, War Crimes and the West: Ending the Culture of Impunity* (Zed Press, Londres, 2004).
24. Témoignage d'Oliver North, Commission Iran-Contra, 7 juillet 1987 ; cité dans Lou Dubose et Jake Bernstein, *Vice: Dick Cheney and the Hijacking of the American Presidency* (Random House, New York, 2006), p.75.
25. Ron Ridenhour avec Arthur Lubow, « Bringing the War Home », *New Times*, 28 novembre 1975 ; Dave Lindorff, « Planning for martial law? », Salon.com, 15 mars 2002, http://dir.salon.com/story/news/feature/2002/03/15/martial_law/index.html
26. « Brigade homeland tours start Oct.1 », Armytimes.com, 30 septembre 2008, http://www.armytimes.com/article/20080930/NEWS/809300331/Brigade-homeland-tours-start-Oct-1
27. Scott, *La Route vers le nouveau désordre mondial*, pp.329-31.
28. Peter Dale Scott, *Deep Politics and the Death of JFK* (University of California Press, Berkeley, 1998), pp.24-37 ; Scott, *The War Conspiracy*, pp.285-333 ; James Galbraith, « Exit Strategy: In 1963, JFK Ordered a Complete Withdrawal from Vietnam », *Boston Review*, octobre/novembre 2003, http://new.bostonreview.net/BR28.5/galbraith.html

Notes du chapitre 2

L'État profond, le supramonde de Wall Street et les supermajors

1. « Competition in the Energy Industry », auditions devant la Sous-commission sur les monopoles et l'antitrust de la Commission judiciaire du Sénat, 93e Congrès, première session, 8 juin 1973 (US Government Printing Office, Washington DC, 1974).
2. Steve Coll, *Private Empire: ExxonMobil and American Power* (Penguin Press, New York, 2012), pp.19-20.
3. Dana Priest et William Arkin, *Top Secret America: The Rise of the New American Security State* (Little Brown, New York, 2011), p.52.
4. Voir par exemple Marc Ambinder et D.G. Grady, *Deep State: Inside the Government Secrecy Industry* (Wiley, New York, 2013) ; cf. John Tirman, « The Quiet Coup: No, Not Egypt. Here », Huffingtonpost.com, 19 juillet 2013, http://www.huffingtonpost.com/john-tirman/nsa-deep-state_b_3569316.html - « À présent nous le savons : les États-Unis d'Amérique sont partiellement gouvernés par un État profond antidémocratique, secret, aligné sur les agences de renseignement, espionnant amis et ennemis, hors-la-loi dans presque chacun de ses aspects. »
5. Mike Lofgren, « A Shadow Government Controls America », Readersupportednews.org – 22 février 2014, http://readersupportednews.org/opinion2/277-75/22216-a-shadow-government-controls
6. Peter Dale Scott, *Deep Politics and the Death of JFK* (University of California Press, Berkeley, 1998), p.7.
7. « Tom Hayden on Venezuela's Current Crisis », Tikkun.org, 25 février 2014, www.tikkun.org/tikkundaily/2014/02/28/tom-hayden-on-venezuelas-current-crisis/

8. Henry Fairlie, « Political Commentary », *The Spectator*, 23 septembre 1955. Cf. Henry Fairlie, « Evolution of a Term », *New Yorker*, 19 octobre 1968. La notion d'un establishment de Wall Street fut développée par Carroll Quigley, notamment dans *Tragedy and Hope; a History of the World in our Time* (Macmillan, New York, 1966).
9. C. Wright Mills, *The Power Elite* (Oxford University Press, New York, 1956). L'État profond – qui regroupe les individus dont les pouvoirs peuvent dépasser et supplanter ceux de la puissance publique – n'inclurait pas de nombreux dirigeants d'entreprise, de militaires et de politiciens cités par Mills.
10. C. Wright Mills, *The Causes of World War Three* (Secker & Warburg, Londres, 1958), p.37.
11. David Wise et Thomas B. Ross, *The Invisible Government* (Random House, New York, 1964).
12. Pour citer un exemple éloquent, six des héritiers de Sam Walton seraient aujourd'hui plus riches que 30 % des États-uniens de la classe populaire, soit 94,5 millions de personnes (Tim Worstall, « Six Waltons Have More Wealth Than the Bottom 30% of Americans », *Forbes*, 14 décembre 2011), www.forbes.com/sites/timworstall/2011/12/14/six-waltons-have-more-wealth-than-the-bottom-30-of-americans/ – Cf. la bouleversante description des États-Unis en cours de désintégration dans George Packer, *The Unwinding: An Inner History of the New America* (Farrar, Straus & Giroux, New York, 2013).
13. Voir Kevin Phillips, *The Politics of Rich and Poor: Wealth and the American Electorate in the Reagan aftermath* (HarperCollins, New York, 1991). Cf. John T. Stinson, *The Reagan Legacy* (iUniverse, Bloomington, IN, 2009), p.146 ; Timothy Noah, *The Great Divergence: America's Growing Inequality Crisis and What We Can Do about It* (Bloomsbury, New York, 2012).
14. Au sujet de l'impact des chemins de fer sur le développement de la conscience sociale, voir Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism* (Verso, Londres, 1991).
15. « What is the Deep State? », Onreligion.co.uk, 4 juillet 2013, http://www.onreligion.co.uk/what-is-the-deep-state/
16. Gareth Jenkins, « Susurluk and the Legacy of Turkey's Dirty War », *Terrorism Monitor*, 1er mai 2008, http://www.jamestown.org/terrorism/news/article.php?articleid=2374142 - cité dans Peter Dale Scott, « 9/11, Deep State Violence and the Hope of Internet Politics », Globalresearch.ca, 11 juin 2008, www.globalresearch.ca/9-11-deep-state-violence-and-the-hope-of-internet-politics - Concernant l'incident de Susurluk, voir également Peter Dale Scott, *La Machine de guerre américaine : la politique profonde, la CIA, la drogue, l'Afghanistan…* (Éditions Demi-Lune, Plogastel-St-Germain, 2012), pp.47-9 et le chapitre consacré à la Turquie dans Daniele Ganser, *Les Armées secrètes de l'OTAN* (Éditions Demi-Lune, Plogastel-Saint-Germain, 2012).
17. Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*, pp.xi-xii.
18. Lofgren, « A Shadow Government Controls America ».
19. Cité dans Peter Dale Scott, *La Route vers le nouveau désordre mondial : 50 ans d'ambitions secrètes des États-Unis* (Éditions Demi-Lune, Paris, 2010), p.27. Un an plus tard, le sénateur républicain Gerald Nye présida une série d'auditions

parlementaires influentes concernant l'industrie des munitions et les banques. À la suite de ces auditions, il commenta qu'il n'était, « dans l'ensemble, pas exagéré d'affirmer que ces banquiers [– en référence à la House of Morgan, l'ancêtre de la JPMorgan Chase –] étaient au cœur et au centre d'un système qui avait rendu notre entrée en guerre inévitable » (« Nye Denies Inquiry "Cleared" Morgan », *New York Times*, 10 février 1936 ; cité dans Oliver Stone et Peter Kuznick, *The Untold History of the United States* [Gallery Books, New York, 2012], p.76).

20. Bertie Charles Forbes, le fondateur du magazine *Forbes*, écrivit six ans plus tard : « Imaginez-vous un groupe composé des plus grands banquiers de ce pays quittant discrètement New York dans une voiture de train privée, cachés par l'obscurité, parcourant furtivement [des] centaine[s] de kilomètres vers le sud, s'embarquant dans une mystérieuse chaloupe, se faufilant discrètement dans [la bien nommée île Jekyll] désertée de tous à l'exception d'une poignée de serviteurs... Ce groupe vécut là-bas une semaine entière, dans un secret si strict qu'aucun nom ne fut jamais mentionné – de peur que les serviteurs n'apprennent leur identité et qu'ils ne dévoilent au monde l'expédition la plus étrange et la plus secrète dans l'Histoire de la finance américaine. Mon récit n'est aucunement romancé ni inventé ; pour la première fois, je révèle au monde entier la véritable histoire de la rédaction du célèbre rapport monétaire d'Aldrich – c'est-à-dire la fondation de notre nouveau système monétaire (B.C. Forbes, *Leslie's Weekly*, 19 octobre 1916 ; dans T. Cushing Daniel, *Real Money versus False Money-Bank Credits; The Most Important Factor in Civilization and Least Understood by the People* [The Monetary Educational Bureau, Washington DC, 1924], p.169 ; cf. B.C. Forbes, *Men Who are Making America* [Forbes Publishing Co., New York, 1922], p.398 ; cf. G. Edward Griffin, *The Creature from Jekyll Island: A Second Look at the Federal Reserve* [American Media, Westlake Village, CA, 1994]). Plus tard, le banquier Paul Warburg écrivit : « Même 18 ans plus tard, je ne me sens toujours pas libre de décrire cette conférence des plus intéressantes, au sujet de laquelle le sénateur Aldrich a obtenu l'engagement de tous les participants à garder le secret » (Paul Warburg, *The Federal Reserve System: Its Origin and Growth* [Macmillan, New York, 1930], p.128).

21. Apparemment, à la suite d'une mystérieuse menace d'instauration de la loi martiale, le Congrès a été contraint d'apporter son soutien au plan de sauvetage financier de l'administration Bush. Voir Peter Dale Scott, « La loi martiale, le plan de sauvetage financier », Mondialisation.ca, 4 février 2009, http://www.mondialisation.ca/la-loi-martiale-le-plan-de-sauvetage-financier/12164 - réimprimé en version originale dans *The Global Economic Crisis: The Great Depression of the XXI Century*, sous la direction de Michel Chossudovsky et d'Andrew Gavin Marshall (Global Research Publishers, Centre for Research on Globalization, Montréal, 2010), pp.219-40 ; Llewellyn H. Rockwell, Jr, « Sen. Inhofe: Paulson Threatened Martial Law To Pass Bailout », (« Le sénateur Inhofe : Henry Paulson, [le secrétaire au Trésor et ancien PDG de Goldman Sachs] a brandi la menace de la loi martiale pour faire voter le plan de sauvetage financier »), Lewrockwell.com, 20 novembre 2008, http://www.lewrockwell.com/lrc-blog/sen-inhofe-paulsen-threatened-martial-law-to-pass-bailout/

22. Richard Helms, avec William Hood, *A Look Over my Shoulder: A Life in the Central Intelligence Agency* (Random House, New York, 2003), pp.82-3. Cf. Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.57-60.

23. Laurence H. Shoup et William Minter, *Imperial Brain Trust: the Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy* (Monthly Review Press, New York, 1977), pp.195-9.
24. Gordon Thomas, *Secret Wars: One Hundred Years of British Intelligence Inside MI5 and MI6* (Thomas Dunne Books/St. Martin's Press, New York, 2009), p.98. Il est possible que cette opération ait été lancée durant la visite d'Allen Dulles en Europe au printemps 1947 (James Srodes, *Dulles: Master of Spies* [Henry Regnery, Washington, 1999], p.392).
25. Richard Aldrich, *The Hidden Hand: Britain, America, and Cold War Secret Intelligence* (Overlook Press, Woodstock, NY, 2001), p.343. Dulles présida également le comité exécutif du *National Committee for a Free Europe*. Basée derrière le rideau de fer, cette organisation était liée à l'ACUE, et ses affaires juridiques étaient gérées par Sullivan & Cromwell (Wilson D. Miscamble, *George F. Kennan and the Making of American Foreign Policy, 1947-1950* [Princeton University Press, Princeton, NJ, 1992], p.204).
26. Amy B. Zegart, *Flawed by Design: The Evolution of the CIA, JCS, and NSC* (Stanford UP, Stanford, 1999), p.189 ; citant Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only* (HarperCollins, New York, 1995), p.172 ; voir également Comité restreint du Sénat pour l'étude des opérations en lien avec des activités de renseignement, Church Committee (Commission Church), *Final Report*, *Book 4 – Supplementary Detailed Staff Reports on Foreign and Military Intelligence* (United States Government Printing Office, Washington DC), pp.28-9.
27. David Wise et Thomas B. Ross, *The Espionage Establishment* (Random House, New York, 1967), p.166 ; Scott, *La Route vers le nouveau désordre mondial*, p.42.
28. « En janvier 1946, Dulles présenta en détail un plan de reconstruction, qui fut l'une des premières ébauches de ce qui allait devenir un an plus tard le « plan Marshall » (Srodes, *Allen Dulles: Master of Spies*, p.374).
29. Tim Weiner, *Legacy of Ashes: The History of the CIA* (Doubleday, New York, 2007), p.28. Cf. Daniel J. Leab, *Orwell Subverted: The CIA and the Filming of Animal Farm* (Pennsylvania State University Press, University Park, 2007), p.18 : « Comme un haut responsable de l'ECA l'a ensuite expliqué, pour chaque dollar d'aide reçu, 'le bénéficiaire devait investir une somme égale en monnaie locale. 95 % seraient utilisés dans des programmes du plan Marshall, et 5 % de la contrepartie des dollars versés seraient utilisés par le gouvernement des États-Unis.' (…) Ces 5 % ont été estimés à environ 200 millions de dollars par an, dont la majeure partie fut allouée à l'OPC par [Frank] Wisner. »
30. Douglas Valentine, « The French Connection Revisited: The CIA, Irving Brown, and Drug Smuggling as Political Warfare », Covertaction.org, http://www.covertaction.org/content/view/99/75/
31. Norbert Schlei, « Japan's "M-Fund" Memorandum, January 7, 1991 », *JPRI [Japan Policy Research Institute] Working Paper No. 11: July 1995*, http://www.jpri.org/publications/workingpapers/wp11.html : « En lien avec la révision du Traité de Sécurité [en 1960], le Vice-président Nixon accepta de transférer le contrôle exclusif du *M-Fund* au Japon. Cet acte de Nixon aurait résulté d'une manœuvre de corruption politique, à travers laquelle il avait été conclu que si le Japon l'aidait à devenir Président des États-Unis, Nixon accepterait de laisser le contrôle du *M-Fund* au Japon et que, s'il était élu, il rendrait Okinawa [à ce pays]. »

32. « C.I.A. Spent Millions to Support Japanese Right in 50's and 60's », *New York Times*, 9 octobre 1994. Cf. Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.150-3, pp.410-2 ; citant Chalmers Johnson, « The 1955 System and the American Connection: A Bibliographic Introduction », *JPRI [Japan Policy Research Institute] Working Paper No.11: July 1995*, http://www.jpri.org/publications/workingpapers/wp11.html
33. Johnson, « The 1955 System and the American Connection: A Bibliographic Introduction ».
34. Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.152-3, etc.
35. *Ibidem*, pp.110-3, pp.143-55
36. Norman Mailer, « A Harlot High and Low: Reconnoitering Through the Secret Government », *New York*, 16 août 1976 (Hughes) ; Michael Schaller, *Altered states: The United States and Japan since the Occupation* (Oxford University Press, New York, 1997), p.294 (Lockheed).
37. Johnson, « The 1955 System and the American Connection ».
38. David E. Kaplan et Alec Dubro, *Yakuza: Japan's Criminal Underworld* (University of California Press, Berkeley, 2003), pp.89-90. Cf. Jonathan Marshall, dans *Drug Control Policy: Essays in Historical and Comparative Perspective*, sous la direction de William O. Walker, III (Pennsylvania State University Press, University Park, PA, 1992), p.108 : « Bâtie sur les revenus du tungstène et de l'opium, la fortune de Yoshio Kodama a permis de créer le parti qui dirige aujourd'hui le Japon. (…) Kodama favorisa la corruption omniprésente dans la politique japonaise en attirant de gigantesques contributions d'entreprises dans les caisses de membres privilégiés du PLD [le Parti Libéral-Démocrate]. Ce modèle a atteint son paroxysme dans le scandale de Lockheed, qui nous apprit que des commissions occultes de plusieurs millions de dollars – versées par des entreprises aérospatiales américaines – avaient influencé d'importantes décisions d'achat dans l'establishment japonais de la Défense et de l'Aéronautique. Ce scandale révéla la possibilité que la CIA ait utilisé Kodama et des fonds d'entreprises pour influencer la politique du Japon. Le canal de blanchiment d'argent utilisé pour les pots-de-vin de Lockheed fut privilégié à la fois par la CIA et par des trafiquants de drogues internationaux. »
39. Le 24 octobre 1983, le *San Francisco Chronicle* décrivit à la page 22 une opération conjointe de l'*US Air Force* et de Lockheed en Asie du Sud-Est, « baptisée 'opération *Buttercup*', lancée depuis la base militaire aérienne de Norton en Californie entre 1965 et 1972 ». Au sujet de l'implication étroite de la CIA dans les commissions occultes de Lockheed, cf. Anthony Sampson, *The Arms Bazaar* (Viking, New York, 1977), p.137, pp.227-8, p.238.
40. Anthony Sampson, *ibidem*, p.137, pp.227-8, p.238 ; cf. *The C.I.A. and the U-2 Program: 1954-1974*, sous la direction de Thomas Fensch (New Century Books, The Woodlands, TX, 2001).
41. William D. Hartung, *Prophets of War: Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex* (Nation Books, New York, 2011), p.121 ; David Boulton, *The Grease Machine* (Harper & Row, New York, 1978), p.97 (amis) ; Kai Bird, *The Chairman: John J. McCloy, the Making of the American Establishment* (Simon & Schuster, New York, 1992), pp.471-2 (Retinger et Jackson).
42. Andrew Feinstein, *The Shadow World: Inside the Global Arms Trade* (Farrar, Straus & Giroux, New York, 2011), p.265 ; Sampson, *The Arms Bazaar*, pp.135-6.

43. Commission des Affaires étrangères, Sénat des États-Unis, *Multinational Corporations and United States Foreign Policy*, auditions devant la Sous-commission sur les entreprises multinationales (United States Government Printing Office, Washington DC, 1973-1976), pt.12, pp.943-51.
44. Bradley R. Simpson, *Economists with Guns: Authoritarian Development and U.S.-Indonesian Relations, 1960-1968* (Stanford University Press, Stanford, 2008), p.142 ; citant la CIA, « Political Action Project », 19 novembre 1964 ; *Foreign Relations of the United States, 1964-1968* (United States Government Printing Office, Washington DC, 2000), Vol.26, pp.181-4, https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1964-68v26
45. De plus, il existait « un accord US pour livrer 200 avions légers à l'armée indonésienne en juillet 1965 (…). [Les appareils furent livrés à la division *Diponegoro* de l'armée qui,] (…) en plus de fournir la majorité du personnel derrière le 'coup d'État' [du 30 septembre 1965,] fournit également la majeure partie des individus l'ayant réprimé (Nathaniel Mehr, *Constructive Bloodbath in Indonesia: The United States, Britain and the Mass Killings of 1965-66* [Spokesman Books, Nottingham, 2009], p.36).
46. Peter Dale Scott, « The United States and the Overthrow of Sukarno, 1965-1967 », *Pacific Affairs*, p.58, été 1985, http://www.namebase.org/scott.html - citant Commission des Affaires étrangères, Sénat des États-Unis, *Multinational Corporations and United States Foreign Policy*, auditions devant la Sous-commission sur les entreprises multinationales (United States Government Printing Office, Washington DC, 1973-1976), p.12, pp.937-65.
47. Scott, *ibidem*.
48. Masashi Nishihara, *The Japanese and Sukarno's Indonesia: Tokyo-Jakarta Relations, 1951-1966* (University Press of Hawaii, Honolulu, 1976), p.171, p.194, p.202 ; Scott, « The United States and the Overthrow of Sukarno ».
49. *Fortune*, juillet 1973, p.154 ; cf. *Wall Street Journal*, 18 avril 1967.
50. Ian J. Bickerton, « America's Israel/Israel's America », dans *America's "Special Relationships": Foreign and Domestic Aspects of the Politics of Alliance*, sous la direction de John Dumbrell et Axel R Schäfer (Routledge, Londres, 2009), p.187.
51. John Foster Dulles à Lord McGowan, directeur d'Imperial Chemical Industries ; dans Nancy Lisagor et Frank Lipsius, *A Law unto Itself: The Untold Story of the Law Firm of Sullivan & Cromwell* (Morrow, New York, 1988), p.127.
52. Charles T. O'Reilly, *Forgotten Battles: Italy's War of Liberation, 1943-1945* (Lexington Books, Lanham, MD, 2001), p.288 ; Peter Dale Scott, « How Allen Dulles and the SS Preserved Each Other », *Covert Action Information Bulletin*, 25 (hiver 1986), pp.4-14. On peut considérer que l'utilisation, par Allen Dulles, des ressources des SS dans l'Allemagne d'après-guerre fait partie d'un plan couronné de succès – celui d'empêcher la mise en œuvre de ce que l'on appelait le « plan Morgenthau » du Président Roosevelt, qui visait à désindustrialiser l'Allemagne
53. Stephen Dorril, *MI6: Inside the Covert World of Her Majesty's Secret Intelligence Service* (Free Press, New York, 2000), pp.659-60.
54. Ovid Demaris, *Dirty Business: The Corporate-Political Money-Power Game* (Avon, New York, 1974), pp.213-4.

55. J.P.D. Dunbabin, *International Relations since 1945: A History in Two Volumes* (Longman, Londres, 1994), Vol.2, p.344. Le boycott est démenti sans contre-arguments dans l'historique interne de l'entreprise Exxon (Bennett H. Wall et d'autres, *Growth in a Changing Environment: a History of Standard Oil Company (New Jersey), Exxon Corporation, 1950-1975* [McGraw-Hill, New York, 1988], Vol.4, p.476 : « Malgré de nombreux témoignages indiquant le contraire, les majors pétrolières n'ont jamais comploté afin de boycotter le pétrole de la NIOC [la Compagnie nationale iranienne du pétrole]). »
56. Robert Palmer Smith, *Darkest Truths of Black Gold: An Oil Industry Executive Breaks the Industry's Code of Silence* (iUniverse, New York, 2007), p.256. En juillet 1952, Mossadegh tenta de briser l'embargo en signant un contrat de vente de son pétrole avec une petite firme pétrolière privée basée en Italie. Cette manœuvre fut mise en échec par la *Royal Navy* britannique qui, en juillet 1952, intercepta le tanker italien *Rose Mary* et le redirigea vers Aden. Cette nouvelle dissuada les autres tankers de tenter d'atteindre le port d'Abadan, en Iran (Mary Ann Heiss, *Empire and Nationhood: The United States, Great Britain, and Iranian Oil, 1950-1954* [Columbia University Press, New York, 1997], p.130 ; Stephen Kinzer, *All the Shah's Men: An American Coup and the Roots of Middle East Terror* [John Wiley & Sons, Hoboken, NJ, 2003], p.136).
57. Mostafa Elm, *Oil, Power, and Principle: Iran's Oil Nationalization and Its Aftermath* (Syracuse University Press, Syracuse, NY, 1992), pp.198-99 (Churchill) ; Robert Moskin, *American Statecraft: The Story of the U.S. Foreign Service* (Thomas Dunne Books/St. Martin's Press, New York, 2013), pp.627-8 (Harriman).
58. Demaris, *Dirty Business*, pp.214-5 : « La nouvelle administration d'Eisenhower (…) laissa rapidement tomber les poursuites pénales. L'affaire civile qui fut instruite accusait les cinq compagnies pétrolières américaines d'avoir violé le *Sherman Antitrust Act* et le *Wilson Tariff Act*, complotant pour se partager et contrôler la production étrangère et la distribution [mondiale d'or noir] (…). Une équipe incompétente fut affectée à ce dossier, et cette action en justice finit par s'éteindre une décennie plus tard avec une poignée d'engagements vides de sens. »
59. Robert Sherrill, *The Oil Follies of 1970-1980: How the Petroleum Industry Stole the Show (and Much More Besides)* (Anchor Press/Doubleday, Garden City, NY, 1983), p.221.
60. William R. Freudenburg et Robert Gramling, *Oil in Troubled Waters: Perceptions, Politics, and the Battle over Offshore Drilling* (State University of New York Press, Albany, 1994), p.17, citant Shukri Mohammed Ghanem, *OPEC, the Rise and Fall of an Exclusive Club* (KPI, Londres, 1986) ; Mira Wilkins, « The Oil Companies in Perspective », dans *The Oil Crisis*, sous la direction de Raymond Vernon (Norton, New York, 1976).
61. William Roger Louis, « Britain and the Overthrow of Mossadeq », dans *Mohammad Mosaddeq and the 1953 Coup in Iran*, sous la direction de Mark J. Gasiorowski et Malcolm Byrne (Syracuse University Press, Syracuse, 2004), p.168. Cf. William R. Clark, *Petrodollar Warfare: Oil, Iraq and the Future of the Dollar* (New Society Publishers, Gabriola Island, BC, 2005), p.125 : « Les frères Dulles avaient déjà conçu un plan lorsqu'Eisenhower devint Président en janvier 1953. »
62. Scot Macdonald, *Rolling the Iron Dice: Historical Analogies and Decisions to Use Military Force in Regional Contingencies* (Greenwood Press, Westport, CT, 2000),

p.98. Cf. Richard H. Immerman, *John Foster Dulles: Piety, Pragmatism, and Power in U.S. Foreign Policy* (Scholarly Resources, Wilmington, DE, 1999), p.67. Allen Dulles joua un rôle personnel dans l'opération *TP/AJAX*, lorsqu'il s'envola vers l'Italie afin de persuader le Shah d'Iran de revenir à Téhéran, ce qui le terrifiait.

63. Auparavant, souhaitant dissocier l'expression « État profond » de toute connotation organisationnelle, j'ai décrit l'« État profond américain » comme « un milieu à la fois interne et externe au gouvernement, qui a le pouvoir de conditionner l'Histoire de l'État public, et parfois de changer son cours. » (« William Pawley, the Kennedy Assassination, and Watergate », Globalresearch.ca, 29 novembre 2012), http://www.globalresearch.ca/william-pawley-the-kennedy-assassination-and-watergate-tilt-and-the-phase-three-story-of-clare-boothe-luce/5313486 - Cependant, dans le système de l'État profond, il existe aussi des éléments extra-gouvernementaux qui sont *structurels*.
64. Voir Chalmers Johnson, *The Sorrows of Empire: Militarism, Secrecy, and the End of the Republic* (Metropolitan Books, New York, 2004), pp.218-9 ; Timothy Mitchell, *Carbon Democracy: Political Power in the Age of Oil* (Verso Books, New York, 2011), p.212. En 1952, l'ARAMCO offrit un soutien logistique à une force militaire saoudienne lors d'un conflit territorial avec Oman et Abou Dhabi (Mark Curtis, *Secret Affairs: Britain's Collusion with Radical Islam* [Profile, Londres, 2011], p.69).
65. James Bamford, *A Pretext for War: 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies* (Doubleday, New York, 2004), p.71. Voir discussion dans le chapitre 9.
66. Tim Shorrock, *Spies for Hire* (Simon & Schuster, New York, 2008), p.6.
67. Glenn Greenwald, « Mike McConnell, the WashPost & the dangers of sleazy corporatism », Salon.com, 29 mars 2010, http://www.salon.com/2010/03/29/mcconnell_3/
68. George H. W. Bush était un conseiller de Carlyle, qui à ses débuts avait « soutenu un rachat de Caterair par ses cadres et [avait] nommé George W. Bush au conseil d'administration » (Jamie Doward, « Bush Sr's Carlyle Group Gets Fat On War And Conflict », *The Observer*, 25 mars 2003), http://www.rense.com/general36/fat.htm
69. Lofgren, « A Shadow Government Controls America ».
70. Une recherche « "Booz Allen"+"COOP COG" » réalisée en mai 2014 sur la version états-unienne de Google généra 478 résultats.
71. Le siège de Booz Allen Hamilton est actuellement situé à McLean, en Virginie, près du QG de la CIA.
72. Art Kleiner, *Booz Allen Hamilton: Helping Clients Envision the Future* (Greenwich Publishing, Old Saybrook, CT, 2004), p.43, http://www.boozallen.com/media/file/90th-History-Book-Complete.pdf
73. John Prados, *Safe for Democracy: The Secret Wars of the CIA* (Ivan R. Dee, Chicago, 2006), p.139. Cf. Christine N. Halili, *Philippine History* (Rex Book Store, Manille, 2004), p.258 (redistribution foncière aux Philippines).
74. Miles Copeland, *The Game Player: The Confessions of the CIA's Original Political Operative* (Aurum Press, Londres, 1989), p.158.
75. Ephraim Kahana et Muhammad Suwaed, *Historical Dictionary of Middle Eastern Intelligence* (Scarecrow Press, Lanham, MD, 2009), p.65 (« conseiller ») ; Jack

O'Connell, *King's Counsel: A Memoir of War, Espionage, and Diplomacy in the Middle East* (W.W. Norton & Co., New York, 2011), p.20 (canal).

76. Congrès des États-Unis, Sénat, *The BCCI Affair: BCCI, the CIA and Foreign Intelligence*, rapport de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, rédigé par les sénateurs John Kerry et Hank Brown, Sous-commission sur le terrorisme, les drogues et les opérations internationales, 102e Congrès, 2e session, décembre 1992, pp.102-40 (« agent »), https://www.fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci/11intel.htm - Son proche ami Kermit Roosevelt, coresponsable de l'opération menée par la CIA en Iran durant l'année 1953, joua le même rôle pour la Gulf Oil puis pour Northrop (Anthony Sampson, *The Arms Bazaar* [Viking, New York, 1977], p.159, p.247).
77. William D. Hartung, *Prophets of War: Lockheed Martin and the Making of the Military-Industrial Complex* (Nation Books, New York, 2011), p.126.
78. Copeland, *The Game Player*, p.231.
79. *Ibidem*, p.233.
80. *Ibidem*, p.239.
81. Voir par exemple Evan Thomas, *The Very Best Men: Four Who Dared: The Early Years of the CIA* (Simon & Schuster, New York, 1995), p.380.
82. Larry J. Kolb, *Overworld: The Life and Times of a Reluctant Spy* (Riverhead/ Penguin, New York, 2004), pp.237-8. Cf. Copeland, *The Game Player*, p.230, pp.262-3 ; Ronald Kessler, *The Richest Man in the World: The Story of Adnan Khashoggi* (Warner Books, New York, 1988), pp.300-1 : « Le 17 mai 1983, [Khashoggi] soumit au Président Reagan un 'livre blanc' confidentiel, proposant la mise en œuvre d'un programme d'aide économique comparable au plan Marshall de 1949, développé par les États-Unis en faveur de l'Europe. Qualifié de 'Fonds pour la Paix', il devait apporter jusqu'à 300 milliards de dollars d'aide économique régionale à l'État hébreu et à tout pays arabe qui aurait signé un accord de paix avec celui-ci – cet argent venant des États-Unis, de l'Arabie saoudite et du Koweït ».
83. P.D. Scott, « Deep Events and the CIA's Global Drug Connection », 911truth.org, 12 octobre 2008, http://www.911truth.org/deep-events-and-the-cias-global-drug-connection/ - Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.238-45.
84. Congrès des États-Unis, Commission des Affaires étrangères du Sénat, « The BCCI Affair », https://www.fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci/11intel.htm - Adnan Khashoggi avait certes vu son statut décliner, mais en aucun cas il ne l'avait perdu. Aussi tard qu'en 2003, Khashoggi négociait avec Richard Perle, un membre clé de la faction Cheney-Rumsfeld qui, à cette époque, était encore le directeur du Conseil pour les Politiques de Défense (*Defense Policy Board*). L'objet de ces négociations était un important investissement saoudien dans Trireme, l'entreprise de Richard Perle (Seymour Hersh, *New Yorker*, 17 mars 2003).
85. Copeland, *Game Player*, p.239 ; cf. p.228. Pendant des décennies, le Congrès a été un lieu d'affrontement entre les intérêts arabes et israéliens, les premiers étant principalement défendus par le lobby pétrolier, et les seconds par le Comité américain des affaires publiques d'Israël (AIPAC, pour *American Israel Public Affairs Committee*). Néanmoins, dans un très intéressant article que Robert Dreyfuss écrivit pour le site de l'émission « Frontline » (PBS), un ancien haut responsable de l'AIPAC nommé Keith Weissman décrivit comment il amena « des types de Conoco à la conférence

politique de l'AIPAC, à laquelle participait habituellement la moitié de la Chambre des Représentants et du Sénat. Ce soir-là, ils prirent conscience qu'ils ne gagneraient jamais contre nous. Donc ils se mirent à coopérer. Beaucoup de compagnies pétrolières commencèrent à se dire : 'Nous n'allons pas réussir à battre ces types au Congrès, donc nous ferions mieux d'essayer d'influencer leurs activités, un domaine où l'on a au moins une certaine marge de manœuvre.' Et je jouais le rôle de l'intermédiaire. J'étais l'homme de la situation. Je veux dire, BP me décrit encore comme le type ayant facilité les négociations de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan, grâce à mon travail avec eux. Ce projet avait été initialement conçu comme un plan anti-iranien » (Robert Dreyfuss, « AIPAC from the Inside », *Frontline*, 11 juin 2013), http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/tehranbureau/2011/06/aipac-from-the-inside-1-isolating-iran.html

86. Kessler, *The Richest Man in the World*, p.84, p.188, etc. ; Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.235-41.
87. Scott, *ididem*, pp.235-41 ; citant « Moss, Edward K. #172 646 », mémo de la CIA du 9 avril 1967, NARA #104-10122-10006 ; rapport de l'Inspecteur général de la CIA sur les complots d'assassinat de la CIA visant Fidel Castro, NARA #104- 10213-10101, p.38. Cf. mémo du 7 novembre 1962, dans le fichier de la CIA concernant Edward K. Moss, p.26, NARA #1994.05.03.10:54:53:780005.
88. « Manuel Antonio Varona », mémo du FBI du 16 janvier 1961 à l'attention d'A.H. Belmont, 105-76826-20 ; NARA #124-90055-10139, p.2. Cf. « Moss, Edward K. #172 646 », mémo de la CIA du 14 mai 1973, dans le dossier de sécurité de Meyer Lansky, p.9, NARA #1993.08.13.17:42:12:560059 ; lettre de la CIA au FBI du 16 décembre 1960, dossier du FBI 105-76826-18 ; NARA #124-90055-10133. Le 16 décembre 1960, la CIA a elle-même notifié au FBI que Julia « Cellino » [sic] avait informé le Bureau que ses frères « avaient depuis longtemps été impliqués dans le trafic de drogue et de prostituées à Cuba » (lettre de la CIA au FBI du 16 décembre 1960, dossier du FBI 105-76826-18 ; NARA #124-90055-10133).
89. Kessler, *Richest Man in the World*, pp.275-8 (Khashoggi). Kessler, *The Richest Man in the World*, p.29 (Yassine), pp.275-8 (Khashoggi). Larry Kolb, un ami de Khashoggi, rapporta que ce dernier lui avait lui-même confirmé sa relation amicale avec John Kennedy dans les années 1950 – une amitié qui « se développa principalement en allant voir des prostituées ensemble » (Larry J. Kolb, *Overworld: The Life and Times of a Reluctant Spy* [Riverhead/Penguin, New York, 2004], p.236). La femme qui réduisit à néant les espoirs présidentiels du sénateur Gary Hart en 1987 était l'une des nombreuses prostituées de Khashoggi.
90. Khashoggi n'était pas non plus le premier associé de la CIA à avoir été accusé d'utiliser des femmes pour acquérir de l'influence politique à Washington. Des rumeurs du même ordre ont circulé au sujet du riche Coréen Tongsun Park, qui est le propriétaire du très huppé Georgetown Club, et qui serait un partenaire de la *Korean Central Intelligence Agency* (KCIA). Voir Claude A. Buss, *The United States and the Republic of Korea: Background for Policy* (Hoover Institution Press, Stanford University, Stanford, CA, 1982), p.127 ; Jim Hougan, *Secret Agenda: Watergate, Deep Throat, and the CIA* (Random House, New York, 1984), pp.120-1 ; Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*, p.237.
91. Anthony Summers et Robbyn Swan, *The Arrogance of Power: The Secret World of Richard Nixon* (Viking Penguin, New York, 2000), p.283. Cf. Kessler, *The Richest Man in the World*, p.171 : Khashoggi déclara aux juges « qu'il distribua

sans compter plusieurs millions à travers la minuscule banque [de Rebozo,] afin de s'attirer les faveurs du Président. »

92. Le journaliste d'investigation Jim Hougan a rapporté l'incrédulité des enquêteurs du Congrès lorsqu'ils découvrirent que Lockheed était la seule grande entreprise à ne pas avoir offert de contribution à la campagne électorale de Nixon en 1972 (Jim Hougan, *Spooks: the Haunting of America: the Private Use of Secret Agents* [Morrow, New York, 1978], pp.457-8).

93. Scott, *La Route vers le nouveau désordre mondial*, p.68-9 ; citant Summers, *Arrogance of Power*, p.283 ; Robert Baer, *Sleeping with the Devil* (Crown, New York, 2003), p.43, (Baer a rapporté que l'année de cet « oubli » de mallette était 1968, et non 1972). Larry Kolb, « sans équivoque, et de par [son] expérience personnelle », a réfuté cette histoire de mallette (Kolb, *Overworld: The Life and Times of a Reluctant Spy*, p.299).

94. Scott, *Deep Politics and the Death of JFK*, pp.234-9.

95. Kessler, *Richest Man in the World*, p.129, pp.160-1. Lorsque Hughes s'envola de Las Vegas vers le casino Paradise Island dans les Bahamas, il utilisa un avion qui appartenait à Khashoggi (Kessler, *Richest Man*, pp.149-50).

96. Summers et Swan, *The Arrogance of Power*, p.242, p.252 ; Jim Hougan, *Spooks*, p.398. Cf. Denny Walsh, *New York Times*, 14 janvier 1974 ; Jeff Gerth, dans *Government by Gunplay*, sous la direction de Sidney Blumenthal et Harvey Yazijian (New American Library, New York, 1976), pp.137-9.

97. Alan A. Block, *Masters of Paradise: Organized Crime and the Internal Revenue Service in the Bahamas* (Transaction Publishers, New Brunswick, NJ, 1991), pp.94-6 ; Summers et Swan, *The Arrogance of Power*, pp.244-5. La Benguet Mining Company a également été accusée d'être impliquée dans le trafic de l'or de Yamashita (Sterling Seagrave et Peggy Seagrave, *Gold Warriors: America's Secret Recovery of Yamashita's Gold* [Verso, Londres, 2003], p.147 ; Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.435n.15).

98. Summers et Swan, *The Arrogance of Power*, pp.244-5, pp.253-4.

99. Marquis Who's Who, *Who's who in Finance and Industry*, 1979, p.568.

100. Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.118-21. Cf. *Wall Street Journal*, 18 avril 1980 : « En 1951, M. Helliwell créa et dirigea Sea Supply Corp., une entreprise contrôlée par la CIA en tant que paravent. Pendant près d'une décennie, Sea Supply a été utilisée pour fournir un grand nombre d'armes et d'équipements aux 10 000 soldats nationalistes chinois [du KMT] en Birmanie, ainsi qu'à la police thaïlandaise. »

101. Durant l'opération *Safehaven*, la Troisième armée des États-Unis envoya à de nombreuses reprises un major SS « en Italie et en Autriche ; grâce à ces voyages préparatoires, plus de 500 000 dollars en or et en bijoux furent récupérés » (Anthony Cave Brown, *The Secret War Report of the OSS* [Berkeley, New York, 1976], pp.565-6).

102. Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.94-7, pp.118-21 ; cf. John Loftus et Mark Aarons, *The Secret War against the Jews* (St. Martin's, New York, 1994), pp.110-1.

103. Kessler, *Richest Man in the World*, pp.238-41 ; Scott, *La Machine de guerre américaine*, pp.239-41.

104. Cette opération garda le nom de « Safari Club », y compris après avoir été été déplacée du Safari Club kenyan de Khashoggi vers un QG permanent basé au Caire.

105. Ibrahim Warde, *The Price of Fear: The Truth behind the Financial War on Terror* (University of California Press, Berkeley, 2007), p.133. Cf. Robert Lacey, *Inside the Kingdom: Kings, Clerics, Modernists, Terrorists, and the Struggle for Saudi Arabia* (Penguin Books, New York, 2009), p.66, p.72, p.76.

106. Christopher Byron, « The Senate look at BCCI », *New York Magazine*, 28 octobre 1991, pp.20-1.

107. Lacey, *Inside the Kingdom*, p.66. Cf. John Cooley, *Unholy Wars* (Pluto Press, Londres, 1999), pp.24-7.

108. David Teacher, « The Pinay Circle and Destabilisation in Europe », *Lobster*, p.18, octobre 1989, http://wikispooks.com/wiki/Document:The_Pinay_Circle

109. Mahmood Mamdani, *Good Muslim, Bad Muslim: America, the Cold War, and the Roots of Terror* (Pantheon Books, New York, 2004), p.84.

110. *Ibidem*, p.85

111. Joseph J. Trento, *Prelude to Terror: The Rogue CIA and The Legacy of America's Private Intelligence Network* (Carroll & Graf, New York, 2005), p.61.

112. *Ibidem*, pp.104-5.

113. Kevin Phillips, « The Barrelling Bushes », *Los Angeles Times*, 11 janvier 2004.

114. Trento, *Prelude to Terror*, pp.113-4.

115. Rod Lenahan, *Crippled Eagle: A Historical Perspective Of U.S. Special Operations 1976-1996* (Narwhal Press, Charleston, SC, 1998), p.178.

116. « En 1980, Shackley s'organisait pour aider son ancien patron, George Bush [père], à accéder à la Maison Blanche. Il souhaitait ainsi s'assurer potentiellement la direction de la CIA. Au début de l'année 1980, Shackley offrit ses prodigieuses compétences à Bush. Bien que cette information n'ait jamais été révélée, l'implication de Shackley dans la question des otages en Iran – que l'on appelle la controverse de la Surprise d'octobre – a été jusqu'à présent maintenue dans le plus grand des secrets. » (Robert Parry, « Bush & a CIA Power Play – The Consortium », Consortiumnews.com), http://www.consortiumnews.com/archive/xfile7.html - Cf. « The CIA/Likud Sinking of Jimmy Carter », Consortiumnews.com, 24 juin 2010, http://www.consortiumnews.com/2010/062410.html - « Au sein de l'Agence, Carter et son directeur de la CIA Stansfield Turner furent critiqués pour avoir viré la plupart des agents clandestins incontrôlables de l'époque du Vietnam ; pour avoir exclu le légendaire maître espion Ted Shackley ; et pour n'être pas parvenus à protéger de vieux alliés des États-Unis, tels que le Shah d'Iran et le dictateur nicaraguayen Anastasio Somoza – qui étaient des amis de la CIA. »

117. Robert Parry, *Trick or Treason: The October Surprise Mystery* (Sheridan Square Press, New York, 1993), pp.154-5.

118. David Teacher, « The Pinay Circle and Destabilisation in Europe », *Lobster*, p.18, octobre 1989, http://wikispooks.com/wiki/Document:The_Pinay_Circle

119. W. Carl Biven, *Jimmy Carter's Economy: Policy in an Age of Limits* (University of North Carolina Press, Chapel Hill, 2002), p.1 : « La crise iranienne a eu des conséquences plus concrètes, ayant mis l'opinion publique à rude épreuve ; la plus visible d'entre elles fut probablement la pénurie d'essence et les longues files

d'attente devant les stations-service provoquée par l'interruption [des importations de] pétrole iranien. » Cf. Daniel Yergin, *The Quest: Energy, Security and the Remaking of the Modern World* (Penguin Press, New York, 2011), p.531 : « La Révolution iranienne aboutit au chaos sur le marché du pétrole, à de brutales augmentations des prix, à de nouvelles files d'attente devant les stations-service, et à un deuxième choc pétrolier. L'administration Carter commença à en souffrir. » En 2007, j'ai moi-même écrit qu'« en restreignant efficacement l'accès de l'Iran au marché pétrolier global, le gel des avoirs iraniens devint un facteur dans les augmentations brutales des prix du pétrole entre 1979 et 1981 (et donc une cause indirecte de la défaite électorale de Carter en 1980). » (Scott, *La Route vers le nouveau désordre mondial*, pp.132-3). Ce gel fut en effet un facteur dans l'augmentation des prix. Néanmoins, dans le contexte de l'ouvrage en question, j'expliquais que le gel des avoirs iraniens – attribué au Président Carter en 1979 – n'était en réalité qu'une étape d'une stratégie complexe élaborée par des conseillers de la Chase Manhattan Bank. L'un des plus importants d'entre eux était Archibald Roosevelt, un ancien officier de la CIA et un collègue de Miles Copeland, que Robert Parry accusa également d'être impliqué dans la contre-surprise républicaine d'octobre (Scott, *La Route* ..., pp.135-6 ; Parry, *Trick or Treason*, p.49, p.51, p.257).

120. Robert Sherrill, *The Oil Follies of 1970-1980: How the Petroleum Industry Stole the Show (and Much More Besides)* (Anchor Press/Doubleday, Garden City, NY, 1983), pp.435-7. De façon comparable, William Engdahl a attribué la responsabilité de la crise pétrolière européenne de 1979 au comportement de BP sur le marché correspondant (F. William Engdahl, *A Century of War: Anglo-American Oil Politics and the New World Order* [Pluto Press, Londres, 2004], p.173).

121. David B. Ottaway, *The King's Messenger: Prince Bandar bin Sultan and America's Tangled Relationship with Saudi Arabia* (Walker & Company, New York, 2008), p.41.

122. Robert Lacey, *The Kingdom: Arabia & the House of Sa'ud* (Avon, New York, 1981), pp.452-5 : « Le prince héritier Fahd décida de prendre ses distances vis-à-vis de Washington. En février 1979, il annula un voyage qu'il avait prévu pour rencontrer le Président Carter le mois suivant » (p.452). Durant les mois de négociations qui s'ensuivirent, les Saoudiens commencèrent par augmenter leur production de pétrole à la fin de l'année 1979, puis ils en élevèrent le prix en 1980. Était également en jeu le souhait de l'Arabie saoudite d'acquérir des avions AWACS (ou SDCA en français, pour « Système de Détection et de Commandement Aéroporté »). Comme nous le verrons dans le chapitre 9, ces appareils ne furent livrés aux Saoudiens qu'après l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan (Ottaway, *The King's Messenger*, pp.42-7).

123. Congrès des États-Unis, Commission des Affaires étrangères du Sénat, *The BCCI Affair*, Partie 11, « BCCI, the CIA and Foreign Intelligence », http://www.fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci/11intel.htm

124. Dan Bawley, *Corporate Governance and Accountability: What Role for the Regulator, Director, and Auditor?* (Quorum, Westport, CT, 1999), p.37.

125. *Ibidem*, p.37.

126. « Revealed – the capitalist network that runs the world », Newscientist.com, 24 octobre 2011, http://www.newscientist.com/article/mg21228354.500-revealed--the-capitalist-network-that-runs-the-world.html#.Uw9X_14ihpi

127. Scott, *La Machine de guerre américaine*, p.242 ; citant Peter Truell et Larry Gurwin, *False Profits: The Inside Story of BCCI, the World's Most Corrupt Financial Empire* (Houghton Mifflin, Boston, 1992), p.384 (« liens »).

128. Alan A. Block et Constance A. Weaver, *All is Clouded by Desire: Global Banking, Money Laundering, and International Organized Crime* (Praeger, Westport, CT, 2004), pp.36-7.

129. « Saudi Prince "Received Arms Cash" », BBC, 7 juin 2007, http://news.bbc.co.uk/2/hi/business/6728773.stm - Nous ne savons pas si ces versements ont continué après 2001, lorsque la Grande-Bretagne a signé la Convention contre la corruption de l'OCDE (*Anti-Bribery Convention*), rendant illégales ces surfacturations.

130. Lacey, *Inside the Kingdom,* p.108.

131. Trento, *Prelude to Terror*, p.102.

132. Amy B. Zegart, *Flawed by Design: The Evolution of the CIA, JCS, and NSC* (Stanford UP, Stanford, 1999), p.189 ; citant Christopher Andrew, *For the President's Eyes Only* (HarperCollins, New York, 1995), p.172 ; voir également Church Committee (Commission Church), *Final Report*, Livre 4, pp.28-9.

133. L'ancien Président et Premier ministre turc Süleyman Demirel a déclaré : « Dans notre pays, (…) il y a un État profond et un autre État. (…) Celui qui devrait être le véritable État est en fait de trop, et celui qui devrait être de trop est le véritable État. » Jon Gorvett, « Turkey's "Deep State" Surfaces in Former President's Words, Deeds in Kurdish Town », *Washington Report on Middle East Affairs*, janvier/février 2006, http://www.washington-report.org/archives/Jan_Feb_2006/0601037.html - cité dans Scott, *La Machine de guerre américaine*, p.54.

Notes du chapitre 3

Le Projet Jugement dernier: comment la COG a supplanté la Constitution des États-Unis le 11-Septembre

1. L'un des plus hauts responsables de la CIA, cité par Robert Baer dans *See no Evil: The True Story of a Ground Soldier in the CIA's War on Terrorism* (Crown Publishers, New York, 2002), p.xix. Voici le commentaire de Baer, qui est lui-même un ancien officier de la CIA : « S'il s'agit de la nouvelle façon de penser au sein de l'Agence (…), alors je suis plus qu'en colère. Je suis totalement effrayé par ce qui nous attend. »

2. *New York Times*, 14 juillet 1987. Nous n'avons jamais entendu parler d'une session exécutive, et nous ne savons pas si le Congrès fut informé ou non de cette question. Selon James Bamford, « l'existence d'un gouvernement secret était si confidentielle que le Congrès fut complètement tenu à l'écart. Plutôt que par voie législative, il fut créé par une autorisation présidentielle top secret. En réalité, il était prévu que le Congrès ne joue aucun rôle dans toute nouvelle administration instituée en temps de guerre. Selon [un planificateur de la COG], 'l'une des questions embarrassantes que nous avons dû régler était de savoir si nous aurions reconstitué le Congrès à la suite d'une attaque nucléaire. Il a été décidé que non, [car il nous semblait] plus facile d'opérer sans [cette institution].' » (James Bamford, *A Pretext for War: 9/11, Iraq, and the Abuse of America's Intelligence Agencies* [Doubleday, New York, 2004], p.74) ;